

GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 6,50 € Bimestriel n° 122 – 20e année – mars-avril 2002



P. Tacher, photo. St-Louis — 200 - St-LOUIS (Sénégal) Les membres actifs de la Lyre Municipale de St-Louis

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 122
Mars-Avril 2002

BP 863
27008 Evreux Cedex
9, rue du Puits-Carré
Tél. 02.32.39.50.50
E-mail :
revue.gavroche@wanadoo.fr

Publication
des Editions Floréal

Directeur fondateur
et conseiller éditorial :
Georges PELLETIER

Directeur de la publication :
Claude VIRLOUVET

Relecture et secrétariat :
Elisabeth COMMUN

Avec la collaboration
pour ce numéro de
J.-F. AMARY
J.-M. BERGOUGNIOU
G. CUCARULL
J.-J. LEDOS
D. LEFEBVRE
J.-L. PANNÉ
G. PELLETIER
L. SEROUX
A. SIMON
F.-G. THEURIAU
C. VIRLOUVET
P. YSMAL
P.-H. ZAIDMAN

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 01.40.24.21.31

Imprimé en France

Publication -
Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

La campagne bat son plein en vue de l'élection du futur président de la République. Les candidats se bousculent, chacun pour sa chapelle, les "petits" pendus aux basques des "incontournables" pour obtenir de leur candidat un poste rémunérateur. Mais le vainqueur sera probablement, en fait, le camp des abstentionnistes. Est-ce à dire que le principe même de cette élection au suffrage universel doit être remis en cause ? Pour répondre à cette question il est utile de consulter l'Histoire.

La première consultation populaire pour l'élection du président eut lieu en 1848. Le Gouvernement provisoire, constitué le 24 février dans l'euphorie du soulèvement populaire mettant fin à la royauté, instaure, par décret du 5 mars, le suffrage universel. Cette importante décision est destinée à élire une Assemblée Nationale. Malheureusement, le résultat des premières élections du 23 avril apporte une majorité bourgeoise. S'estimant frustrés, les révolutionnaires envahissent l'Assemblée, le 15 mai, puis les Parisiens s'insurgent les 23, 24 et 25 juin. La répression, dirigée par le général Cavaignac, est impitoyable. Prenant peur, la nation réclame un gouvernement fort et énergique. Une Commission est nommée pour modifier la Constitution : elle décide de déléguer le pouvoir à un président de la République qui pourrait être précisément Cavaignac. C'est ainsi que contrairement aux idées reçues, le président de la République ne sera pas élu au suffrage universel dans un but démocratique, mais au contraire dans un but répressif. La gauche dans son ensemble s'oppose bien évidemment à cette décision qui est finalement adoptée. L'élection est fixée au 10 décembre 1848. On sait que Louis-Napoléon Bonaparte est alors élu avec 75% des voix (*), et on sait comment il trahit dès lors la confiance qui lui est accordée, en s'arrogeant définitivement le pouvoir par le coup d'Etat du 2 décembre 1851 (**).

Tirant leçon de cette dramatique expérience, la Troisième et la Quatrième République se garderont bien de la renouveler.

Il faudra attendre 1962 pour que de Gaulle fasse modifier de nouveau - par référendum - la Constitution afin d'instaurer l'élection du président au Suffrage universel. On sait l'admiration que le général portait à Napoléon III et sa volonté d'établir un pouvoir personnel fort (***). Certes le projet du référendum est en soi anticonstitutionnel, cependant de Gaulle décide de passer outre, car il sait que le projet de révision ne sera pas adopté s'il est soumis à l'Assemblée. De plus de Gaulle est persuadé de recueillir lors de l'élection du 19 décembre 1965, la majorité des suffrages et d'être élu au premier tour.

Il aura la surprise de se trouver en ballottage et ne sera élu qu'au deuxième tour. Il en sera ainsi de toutes les élections qui suivront : aucun candidat ne sera élu au premier tour.

Aujourd'hui, nombreux sont les hommes politiques qui souhaitent un nouveau mode de scrutin, et un rôle différent aux fonctions du président.

Car enfin, il s'agit de savoir qui est le véritable souverain au sein de la République : est-ce le président ou est-ce le peuple ? Si c'est le peuple, comme nous sommes nombreux à le penser, il faut lui donner les moyens de s'exprimer, de proposer et de décider comme dans une véritable démocratie. Démocratie directe, loi d'initiative citoyenne, quel que soit son nom, il faudra modifier la Constitution, ou mieux passer à la VIe République...

Mais cet espoir d'une démocratie meilleure risque bien de se fracasser sur la dure réalité des faits. Une véritable démocratie fait peur, notamment à ceux qui détiennent le pouvoir réel. Qu'ils s'appellent Messier, Dassault, Lagardère, Bouygues ou qu'ils restent méconnus et donc encore plus dangereux, ces grands marchands d'armes et d'illusions ont le pouvoir de nous manipuler. Et, quand ils doutent d'y parvenir totalement, ils n'hésitent pas à s'emparer financièrement de l'écrit et de l'audiovisuel.

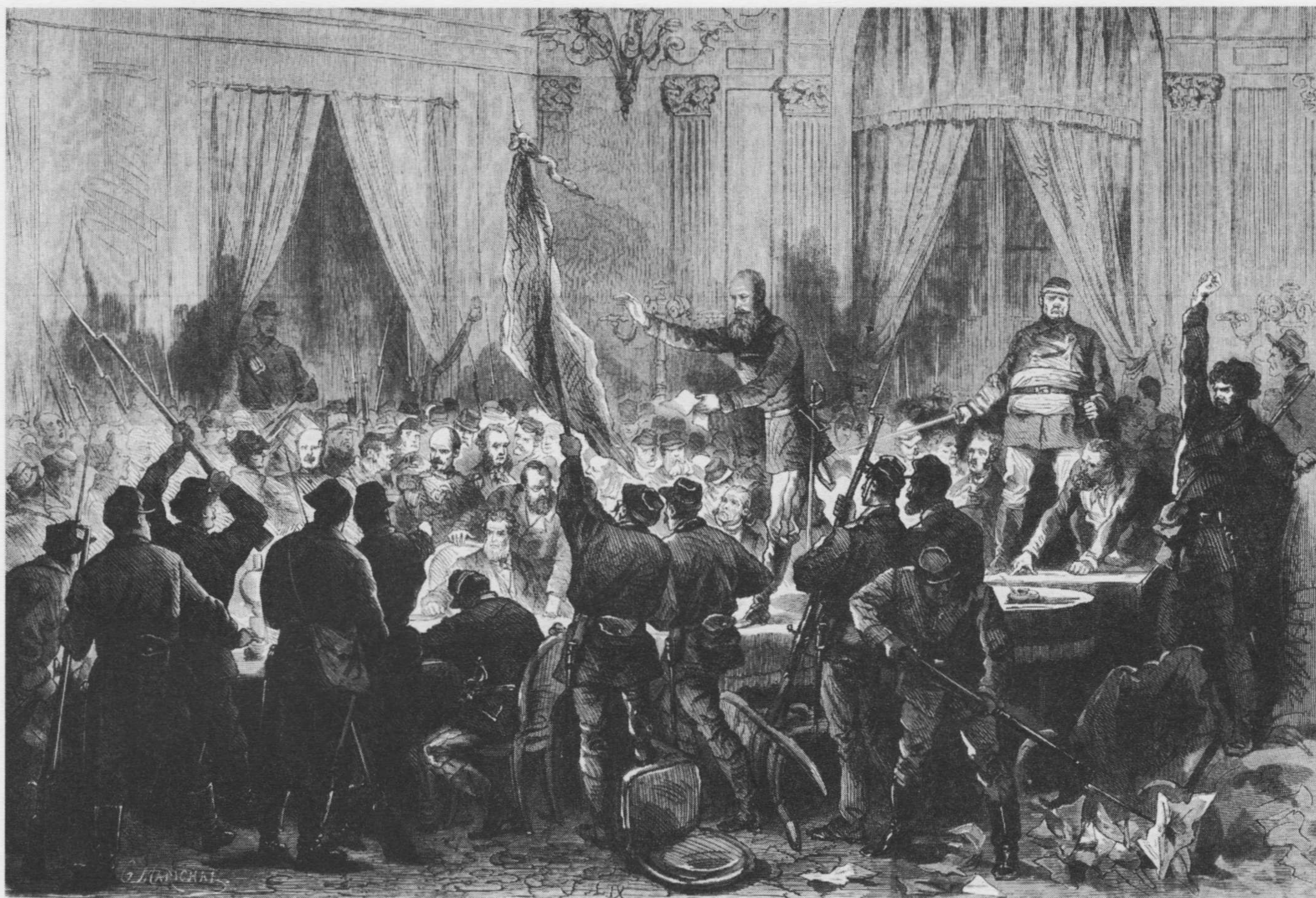
Consommation et pensée sont sous contrôle rêvent-ils de s'entendre dire. Une perspective cauchemardesque qui donne envie de partir en campagne pour une république autre et pas seulement pour un autre président.

Gavroche

(*) Voir à ce sujet le N°68 de Gavroche : Les élections de 1848 et la propagande bonapartiste.
(**) Cet événement est parfaitement relaté dans l'ouvrage de Victor Hugo : Napoléon le Petit.
(***) Les humoristes du Canard Enchaîné appelaient de Gaulle : Badingaulle faisant allusion au sobriquet donné à Napoléon III : Badinguet.

Une nouvelle adresse pour Gavroche

Dans le précédent éditorial nous indiquions qu'une organisation de plus en plus serrée était indispensable pour faire face aux charges et permettre à la revue d'être au rendez-vous bimestriel de ses abonnés et lecteurs. C'est dans cet esprit qu'un regroupement des énergies se met en place sur le lieu même de la réalisation de la revue chez Scoop Presse Normande, là où la revue est mise en page depuis près de 20 ans. Organisation nouvelle mais avec les mêmes personnes toujours bien décidées à mériter votre fidélité. Merci, pour nous faciliter la tâche, de tenir compte de la nouvelle adresse : Gavroche - Scoop Presse Normande - BP 863 - 27008 Evreux Cedex.



Pendant le siège - La journée du 31 octobre - La salle des séances du gouvernement de la défense nationale envahie par les partisans de la Commune. Le général Trochu dégagé par le 106e bataillon de la garde nationale.

Aux origines de la Commune, un blanquiste inconnu

Pierre Théodore Emmanuel Sapia

(suite et fin)

Inconnu dans les milieux révolutionnaires, nous avons vu dans la précédente partie comment Sapia se révèle dans la dramatique actualité du siège de Paris par les Prussiens.

Chef d'un bataillon de la garde nationale, il proclame sa volonté d'élire une Commune aux pouvoirs illimités et de « jeter par les fenêtres le gouvernement prétendu national ».

Traduit devant le conseil de guerre et présenté comme un surexcité à la santé mentale fragile, il sera acquitté. Il lui reste trois mois à vivre.

Il reprend sa place à tête du bataillon mais démissionne quelque temps après à la suite d'un vote qui semble lui avoir été défavorable. Tout juste libéré, il reste étranger aux événements du 31 octobre.

Il collabore à *La Patrie en Danger* et participe à la fondation de la Ligue républicaine de Défense à Outrance.

Il écrit d'abord une lettre dans le numéro du 27 octobre/6 brumaire puis quatre articles : *Les trois armées* (13 novembre/23 brumaire), *Bonaparte est à Versailles* (22 novembre/2 frimaire), *Nos forts* (27 novembre/7 frimaire) et *Les pommes de terre* (30 novembre/10 frimaire).

La Ligue républicaine de Défense à Outrance selon l'article 1er de ses statuts *« a pour but la résistance à outrance, tant contre les Prussiens que contre les ennemis de la République. »* (19). Ses adhérents sont regroupés par arrondissement en groupes de cent hommes qui élisent des sous-chefs lesquels élisent des chefs de légion qui forment le comité exécutif. (20)

La Ligue est selon Jean Dautry et Lucien Scheler une idée qui *« appartient à Sapia, et qui pourrait facilement devenir une machine de guerre contre le Comité central (des Vingt arrondissements) »* (21). Jacques Rougerie indique cependant que *« la ligue émane plutôt du Comité - elle est née d'une proposition de son secrétaire Châtelain* (22), *non de Sapia et ses statuts,*



Bivouac des troupes françaises le 21 décembre 1870 lors des opérations du Bourget.

comme en témoignent tous les exemplaires diffusés dans la presse, ont été rédigés dans les séances du Comité des 15 et 16 novembre, antérieurement donc à la date où Sapia - qui sera un membre très actif de la ligue en répand l'idée dans une réunion du XIV[e] *arrondissement* » (23)

Il n'apparaît pas en effet dans la commission d'initiative de la Ligue qui comprend Beslay, Garnier, Vaillant, Constant Martin, Leverdays, Girard, Rocher, Gillet, Dupas, Napias Piquet, Davillier et Chatelain. Le siège provisoire est fixée au 129 rue Saint-Honoré dans l'immeuble habité par Chatelain.

Dans le même temps le Comité central continue ses activités, un règlement du Comité central des 18 et 19 octobre 1870 prévoit dans son article 2 que *« le Comité central se compose de 160 membres représentant les vingt arrondissements »* et dans son article 15 qu'un comité d'administration *« composé de 6 membres sera élu pour trois mois renouvelables par tiers chaque mois »* ayant pour attribution *« de surveiller l'ensemble des travaux du Comité [...] »* L'article 10 mentionne qu'*« un secrétariat sera institué. Il se composera d'un secrétaire titulaire et de deux secrétaires adjoints ».*

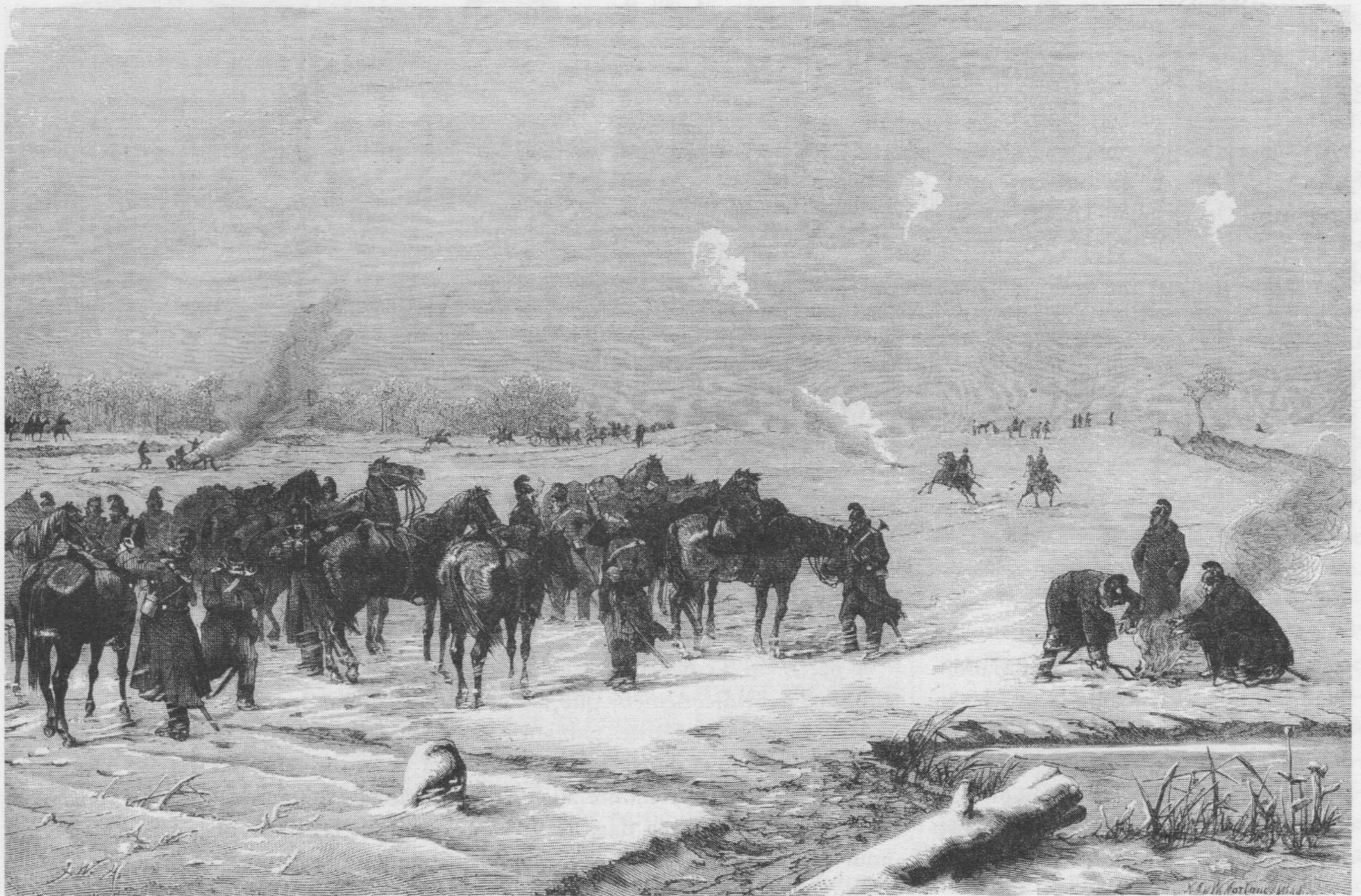
On retrouve ensuite Sapia au cœur de l'activité complexe des blanquistes au sein du Comité central des Vingt arrondissements, de la Ligue républicaine de Défense à Outrance et de l'A.I.T.

La Ligue s'organise dans les arrondissements de Paris et Sapia en est l'animateur dans le XIV[e], en outre, il réussit à prendre la direction de *La Résistance* fondée par un « international » Myard (24). D'ailleurs les adhésions à la Ligue sont reçues dans les locaux du journal.

Le journal paraît d'abord comme *« Organe démocratique et socialiste du XIV*[e] *arrondissement, Rédaction administration, Myard, 10 rue de la Maison-Dieu »* et se transforme progressivement à

Appel en faveur de la Ligue républicaine de Défense à Outrance du club de la Maison-Dieu du 19 novembre

Le meeting républicain du 14[e] arrondissement dans sa séance du 29 brumaire, sur la proposition du citoyen Théodore Sapia, considérant qu'en refusant même d'examiner les mesures proposées pour combattre efficacement l'invasion prussienne, le gouvernement dit de la défense nationale a perdu toute sa confiance; considérant que dans sa séance du 23 brumaire, le meeting a décidé à l'unanimité qu'il brûlerait Paris avant de consentir à la capitulation; considérant qu'il y a lieu pour éviter la restauration prochaine de la monarchie et du cléricalisme de s'unir à tous les socialistes démocrates européens par un lien fédéral assez puissant pour s'opposer par tous les moyens à cette suprême trahison. A l'unanimité, déclare adhérer à la Ligue républicaine de Défense à Outrance et en approuve le règlement provisoire. Les délégués pour recevoir les adhésions dans le quatorzième sont les citoyens Théodore Sapia, 112 chaussée du Maine de onze à douze heures, Félix, rue Constantine 46, de neuf heures du matin à sept heures du soir. Le meeting prie enfin les citoyens qui voudraient bien se dévouer à l'œuvre de l'organisation de la ligue dans le quatorzième de vouloir bien faire tenir leur nom et leur adresse à un des citoyens désignés ci-dessus.



Troupes allemandes du côté de Noisy-le-Grand.

partir du numéro 5 en « *Journal de la Ligue républicaine, secrétaire Hourtoule, 42 rue du Château* » avec changement au numéro 9, de secrétaire et de domiciliation, puis au numéro 12, une nouvelle domiciliation (19, faubourg St-Denis). Avec Henry et Bertin comme rédacteurs réguliers, il fait du journal un instrument de propagande des idées blanquistes. On trouve sa signature dans les numéros 9, 10, 12, 15 et 16 (25).

Lors d'une réunion le 19 novembre au club de la Maison-Dieu, il fait adopter une motion en faveur de la Ligue.

Nul doute que cette unanimité renforce son prestige au sein des blanquistes historiques et lui ouvre la confiance des militants et dirigeants.

Il intervient à nouveau au Club le 23, le 24 novembre et le 29 novembre (26) puis dans les réunions du VIIe, salle Préaux-clercs, rue du Bac, le 25 décembre (27), le 28 puis à nouveau rue Maison-Dieu, le 28 décembre.

Fin novembre, le Comité central fonde le Club central du Comité républicain socialiste des Vingt arrondissements, dont font partie les délégués des clubs locaux, des sociétés démocratiques et socialistes et des personnalités. Il est dirigé par une commission nommée par le Comité central qui est aussi chargée de l'admission de ses nouveaux membres. Son siège est aussi fixé au 129 rue Saint-Honoré, siège de la Ligue républicaine et domicile de Chatelain.

Les 23 et 25 novembre, le Comité central adopte le programme et les statuts du Club central, Chatelain demandant de n'accepter que ceux qui adhèrent à son programme, le club pouvant être composé de 500 à 1 000 membres sans pouvoir former une section de l'Internationale contrairement à la proposition de Vaillant (28). L'article 5 prévoit qu'« *une commission de vingt membres, pris exclusivement parmi les délégués des vingt comités d'arrondissement au Comité central sera spécialement chargée de prendre et recevoir sur les postulants les renseignements nécessaires, de les entendre dans leurs explications.* »

La Déclaration est signée par Pindy, Napia-Piquet, Chatelain, Gaillard père, Arnaud, Garnier, Bauër, Demay, Montel, Pérève et Richard.

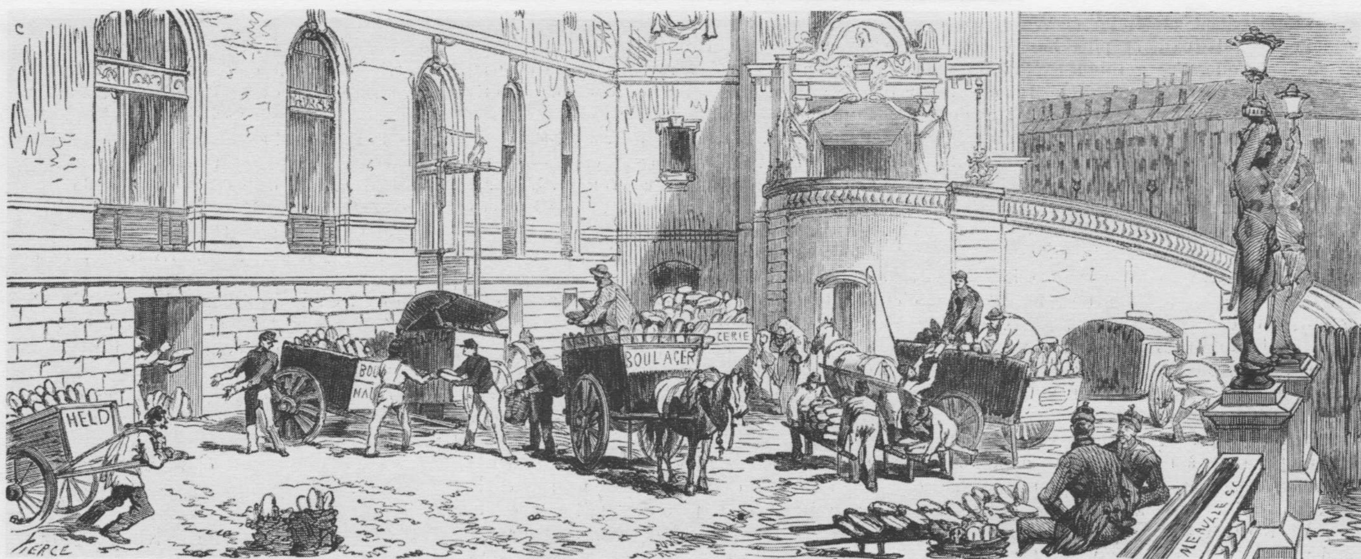
Il est probable que Sapia fait partie de la commission des vingt.

Selon Chassin, « *ce club très violent, ne réussit pas à devenir central et resta simple réunion publique ordinaire dans laquelle on entrait moyennement 15 centimes, mais où l'on obtenait la parole qu'à la condition d'être délégué. Il borna son action à la défense et à la propagande de la Ligue de la résistance à outrance.* » (29)

La confusion entre la Ligue et le Club central est soulignée par le communiqué paru dans *Le Combat* du 18 décembre: « *Les adhésions sont toujours inscrites à la Ligue républicaine de Défense. Le Club tient séance, les mercredis, samedis et dimanches à une heure de l'après-midi.* »

Le Réveil n° 539 du 14 décembre contient un appel du XIIIe et du XIVe arrondissements aux autres arrondissements (sans autres précisions) les invitant « *à suivre leur exemple en tachant de fusionner la Légion garibaldienne, les clubs, l'Internationale en un seul faisceau: la Ligue Républicaine.* »

Le 7 décembre, se tient la première réunion publique du Club central, salle de la Redoute, rue Jean-Jacques Rousseau avec pour ordre du jour la question de « *la Défense nationale du point de vue révolutionnaire et socialiste* ».



A Paris, la sortie du pain de munition emmagasiné au nouvel Opéra.

Le 17 décembre, au club de la Maison-Dieu, Lombard demande la proclamation d'un pouvoir dirigeant auquel il donne le nom de *« Commune »*. Dans chaque arrondissement le pouvoir sera confié à un maire assisté de trois adjoints avec un conseil composé de cent membres élus. (30)

Le 23 décembre, le Comité central propose de créer des organisations d'arrondissements analogues aux différents clubs ou comités de vigilance qui existaient pour concentrer *« les forces vives de la république »*.

Une commission de vingt membres est désignée dont chacun est envoyé dans un arrondissement afin *« d'étudier le meilleur mode d'organisation de chaque arrondissement au point de vue révolutionnaire »*.

Le 28 décembre, il est décidé que les comités d'arrondissement devront présenter au plus tôt l'état des forces dont chaque arrondissement pourrait disposer en temps opportun pour installer la Commune. Le soir Sapia, intervient à la salle Pré-aux-clercs, en annonçant que les 8e et le 18e arrondissements ont organisé la Commune et il conclut en indiquant qu'il est urgent que des *« guillotines »* soient placées à chaque *« coin de rue »* jusqu'à ce que la victoire soit achevée.

Le 30 décembre, est fixée une discussion sur *« une liste de membre de la commune »* pour la séance du 1er janvier. Le Comité central des Vingt arrondissements prend le nom de *« Délégation des Vingt arrondissements »*, selon J. Rougerie (31), ce changement devant traduire la transformation en une véritable *« délégation communale qui va désormais gouverner Paris »*.

A partir du 31 décembre, Le Réveil annonce quotidiennement que le Club central organise des séances publiques les mercredi, samedi et dimanche à 7 heures du soir, salle de la Redoute au 35 rue Jean-Jacques Rousseau dans le Ier avec pour ordre du jour, *« De la Commune révolutionnaire »* et que les adhérents de la Ligue républicaine et de la Légion garibaldienne du XXe sont invités à se réunir au Club des Trois Pavillons, chaussée de Ménilmontant pour discuter de la *« formation des sections et des groupes. »*

Parallèlement au Comité central et au Club central fonctionne également une commission « clandestine » de vingt-deux membres qui, à son tour crée un comité « secret » de cinq membres pour préparer l'insurrection : Ferré, Vaillant, Tridon, Leverdays et Sapia. (32)

La Délégation charge trois membres du comité des cinq, Vaillant, Leverdays et Tridon de rédiger en urgence un appel à la population de Paris. Aux trois hommes se joint Vallès et ils écrivent le texte de l'Affiche rouge placardée sur les murs de Paris les 5 et 6 janvier, qui se termine par *« Place au Peuple! Place à la Commune! »*. L'appel est approuvé par la Délégation centrale le 5 janvier. On peut relever comme signataires proches de Sapia dans le XIVe arrondissement : Henry, Charbonneau, Martelet, Hourtoule et peut être V. Boyer.

Selon Rougerie qui cite Chassin, la Délégation (et les blanquistes) envisage d'abord l'Affiche rouge comme un appel aux armes insurrectionnel puis à la dernière minute semble reculer tout en décidant cependant de placarder l'affiche (33).

La Résistance. Journal de la Ligue Républicaine de défense à outrance.

Pour paraître tous les jours, à partir du Dimanche 18 décembre 1870

LA RÉSISTANCE

ORGANE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALISTE

JOURNAL DE LA LIGUE RÉPUBLICAINE

Résistance à outrance — Grand format à 5 Centimes — Affranchissement des travailleurs par eux-mêmes

Politique — Économie Sociale
Nouvelles — Variétés
Feuilleton — Compte rendu des Réunions
Bourse & Avis divers

AVIS

Il importe que le parti républicain socialiste ait pour drapeau un journal quotidien.
Nous nous adressons particulièrement aux travailleurs qui tous doivent collaborer à notre œuvre.

BERTIN. — SAPIA.



BUREAUX DE VENTE ET DE RÉDACTION
112, Chaussée du Maine ; 40, rue des Blancs-Manteaux, et 19, rue du Faubourg-Saint-Denis

961. — Paris. Assoc. gén. typogr., 19, faubourg-Saint-Denis (Berthelemy et Ce)

La Délégation se réunit le 6 sous la présidence de Sapia qui rédige le procès verbal de la réunion. Sapia propose d'abord « *de porter aux journaux amis ou non des exemplaires de l'affiche* ». Puis il invite à « *ne s'occuper que des subsistances et du chauffage. Il dit que c'est aux comités d'arrondissement, à décréter les coupes publiques et la distribution gratuite à tout le monde* ». Il indique également qu'il « serait d'avis que le bureau fût nommé pour 8 jours » et propose « *d'organiser immédiatement la commune avec une commission de questure.* » Cette proposition est appuyée par Parisel (34) qui cependant ne la croit pas très « *opportune* ».

La Délégation dans une seconde réunion le 6 présidée aussi par Sapia, décide la création d'une Commission d'initiative composée de neuf membres (Tridon, Vaillant, Sapia, Duval, Ferré, Carria, Arnaud, Brideau et Meillet) dont quatre appartenant au comité secret de cinq membres. Il est décidé également l'envoi de délégués auprès des maires d'arrondissement.

Le gouvernement réagit en arrêtant certains signataires : « *Les citoyens signataires du manifeste arrêtés sont l'adjoint Léo Meillet, Humbert, Napia-Piquet, Pillot et Dupas. Sont inquiétés l'adjoint Oudet, Pindy et Sapia.* » (35)

Sapia réussit à échapper à l'arrestation et se cache. Edouard Vaillant indique « *qu'il habitait rue de Rivoli, à la hauteur de la place Lobau [...]* » (36)

Sapia décrit ainsi la tentative d'arrestation dans Le Réveil n° 566 du 11 janvier :

« *Le samedi 8 janvier - vers les sept heures - un commissaire de police se présentait chez moi, escorté de quatre agents en bourgeois, le revolver bien en vue. [...] Le commissaire, après avoir pris dans la cuisine, en habitué de la maison, un bougeoir et l'avoir allumé pénétra dans la chambre où ma femme était couchée : « Monsieur Sapia au nom de la loi. » [...] « Mon mari est sorti. » répondit-elle, « s'il avait pu prévoir l'honneur de votre visite, il vous aurait certainement attendus. » [...] Inutile de dire qu'on ne trouva rien, si ce n'est une note de mon ami Rigault* (37) *sur les agents secrets qui fit passer au vert le teint d'un grand diable qui avait cru reconnaître, dans une ceinture de femme une écharpe pour la commune ! et quelques notes sur les arracheurs des affiches rouges. On regarda sous les meubles, dans un divan ; on s'étonna de retrouver dans une armoire mon uniforme de commandant de la garde nationale, grade dont je continuerai à porter les insignes tant que M. Clément Thomas* (38) *(feu sur cette canaille !) ne m'aura point fait parvenir la notification officielle de l'acceptation de ma démission ; mais on ne sut pas trouver ce qui crevait les yeux et votre serviteur, qui sur la carré, au cabinet entendit le bruit des souliers ferrés et prit le soin de déguerpir [...]* » (39)

Les « signataires » de l'affiche signent le 6 janvier également, une protestation contre les arrestations par la police, la protestation est renouvelée le 9 après l'arrestation de Chatelain.

L'insurrection est remise en attendant les événements et par exemple, Le Réveil du 6 janvier publie une déclaration du Comité de vigilance du XVIIe « *qui ne s'arrêtera devant aucun obstacle.* »

Le 19 janvier, les troupes françaises dirigées par Trochu lancent une attaque contre les Prussiens, les gardes nationaux réussissent à reprendre le château de Buzenval, le parc, la redoute de Montretout et une partie de Saint-Cloud mais Trochu ordonne la retraite.

L'annonce de la défaite indigne la population et les divers comités républicains, comités blanquistes et sections de l'Internationale conviennent d'un rassemblement le 22 janvier à deux heures de l'après-midi, sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

Edme Marie Gustave Tridon, né en 1841, étudiant en droit, blanquiste de la première heure, plusieurs fois condamné sous l'Empire, membre du comité central des Vingt arrondissements, il est élu à la Commune par le Ve arrondissement, il échappe à la répression et se réfugie à Bruxelles où il décède le 31 août 1871.
Théophile Charles Gilles Ferré, né en 1846, clerc d'avoué, militant blanquiste, poursuivi plusieurs fois sous l'Empire, élu à la Commune pour le XVIIIe, il est fusillé à Satory le 28 novembre 1871.
Edouard Vaillant, né en 1840, ingénieur, militant républicain, membre du Comité central des Vingt arrondissements, il est élu à la Commune par le VIIIe arrondissement. Il est condamné à mort par contumace et réussit à se réfugier à Londres.
Emile Leverdays, né en 1822, opposant républicain de tendance proudhonienne, membre du Comité central des Vingt arrondissements, étant en province, il ne participe pas à la Commune, il se réfugie à Londres pour échapper à des poursuites.

Le comité des cinq s'organise à la préparation d'une insurrection et ses membres prennent activement la parole dans certains des clubs. Le 21 janvier, Leverdays, Tridon et Vaillant interviennent à la réunion du club Favier (40), 3 rue de Paris à Belleville. Un groupe se forme comprenant notamment Charles Lavalette (41) et Bergeret (42) et part en direction de l'Hôtel-de-Ville dans l'intention de recruter des volontaires pour aller délivrer les emprisonnés du 31 octobre.

D'autres réunions se tiennent un peu partout dans Paris, ce 21 janvier, au club de la Reine blanche au 88 bvd de Clichy, à la salle Boudon dans le IVe, on décide aussi de marcher sur l'Hôtel-de-Ville. Sous la direction de Montels (43) commandant de la 5ème compagnie du 173e bataillon, dans la soirée, soixante-quinze hommes des bataillons de la Garde nationale du XIXe et du XXe réussissent à pénétrer à la prison de Mazas et à délivrer Flourens et d'autres prisonniers arrêtés après le 31 octobre. La troupe se sépare, une partie des insurgés sous la conduite de Flourens reste sur place pour occuper la mairie, l'autre décide de retourner dans la matinée à l'Hôtel-de-Ville.

Vers une heure quinze, le préfet Cresson reçoit le communiqué suivant : « *Le 61e bataillon (du XVIIIe) descend en armes vers l'Hôtel-de-Ville avec le corps d'officiers en tête et un personnage revêtu de l'écharpe municipale (Jules Allix). Réunion salle Favier.* »

Vers une heure trente, nouveau communiqué : « *Le 207e bataillon (du XVIIe) marche sur la place de l'Hôtel-de-Ville.* » Arthur Arnould présent à l'intérieur confirme l'arrivée de gardes du XVIIe : « *Cette agitation était causée par l'arrivée d'une colonne de gardes nationaux. Il débouchaient tambours en têtes, par la rue du Temple, et allèrent s'aligner devant les grilles de l'Hôtel-de-Ville. Cette colonne était également fort peu nombreuse, quoique ayant l'air fort résolue. C'était le contingent des Batignolles, deux cent hommes environ.* » (44)

Vers deux heures la place est remplie.

Jules Clarétie indique : « *J'étais vers deux heures place de l'Hôtel-de-Ville. [...] Tout à coup, arrive de la rive gauche, de Montrouge, je crois un détachement de gardes nationaux, vêtus de capotes de couleurs diverses, quelques uns en blouses ; ils mettent en débouchant sur la place, la crosse en l'air.* » (45)



Le siège - Transport d'une pièce marine, du Moulin de la Galette sur un autre point de Paris.

Gaston Da Costa (non présent) écrit que *« des fragments de divers bataillons du XIVᵉ arrondissement, sous les ordres du jeune ex-commandant Sapia, étaient venus se ranger en bataille devant les grilles et parlementaient violemment avec les officiers de mobiles [...] D'autre part quelques compagnies de divers bataillons des Batignolles débouchaient sur la place par la rue de Rivoli, en même temps qu'un bataillon du Vᵉ arrondissement y arrivait par la rue du Temple [...] »* (46)

Sapia et Vaillant se portent avec les bataillons conjurés sur la place. Sapia dont le nouveau domicile est tout proche part chercher son *« képi de commandant »*. *« Cela pourra rallier les hommes »* dit-il à Vaillant. Leverdays se rend au square Notre-Dame au parc d'artillerie où il a mission de s'emparer des canons mais les grilles du parc sont fermées et le square est cerné par deux bataillons d'infanterie munis de mitrailleuses.

E. Cresson présent dans l'Hôtel-de-Ville rapporte que vers trois heures *« le 101ᵉ bataillon (du XIIIᵉ) commandé par son chef Serizier, se divise en deux sections, il arriva ensuite au pas de course par le quai et l'avenue Victoria. En face l'Hôtel de-Ville, le premier rang obéissant au commandement de « genou à terre » ! »* (47)

Des coups de feu éclatent. Sapia est tué.

Maxime Vuillaume décrit ainsi son décès :

« Plus rien. La place est vide... Nous avons avancé... Un groupe vient vers nous... Au milieu une grosse tache rouge... Nous nous approchons.

La tache rouge, c'est un édredon, porté sur deux échelles... Sur l'édredon rouge, un homme étendu... Un képi à quatre galons... parmi ceux qui accompagnent le blessé, un ami, un habitué de chez Glaser (48). Lucipia (49).

- C'est Sapia, nous dit Lucipia.

- Mort?

- Non. Blessé à la hanche. Une balle, là, dans l'avenue... Il levait sa badine pour crier « en avant » quand il a été frappé... Nous le portons à l'Hôtel-Dieu.

Quelqu'un s'approche. Un médecin. Il appuie sa tête sur la poitrine.

Le cortège continue sa route.

Quand il franchit le portique de l'hôpital, le commandant Sapia rendait le dernier soupir. » (50)

Ironie de l'histoire, le jour même de sa mort, La Sociale du 5 avril 1871 rapporte les paroles du héros de Belleville tué par un autre coup de la réaction, Gustave Flourens : *« Il aurait puissamment servi notre cause ».*

Pierre-Henri Zaidman

(19) Les statuts provisoires de la Ligue sont publiés dans *Le Réveil* n° 515 du 20 novembre 1870.

(20) *« Ils devront élire un chef et un sous-chef de section par dix hommes, et un chef et un sous-chef de groupe par cent hommes. Les groupements se feront par rue et par compagnie. »* (Emile Leverdays – *La Résistance à outrance et la ligue républicaine* - [Paris], Association générale typographique Berthelemy et cie (1870) - 23 p.).

(21) Jean Dautry et Lucien Scheler - *Le Comité central des Vingt arrondissements (septembre 1870-mai 1871)* - Éditions Sociales (1960) - 269 p., p. 134.

(22) Eugène Pierre Amable Chatelain, 1829-1902, ouvrier ciseleur, il se bat sur les barricades en 1848 et 1851, membre du Comité central des Vingt arrondissements et de la Ligue républicaine de Défense à Outrance, il refuse d'être candidat à la Commune, il se bat sur les barricades et réussit à se réfugier en Angleterre.

(23) Jacques Rougerie - *Quelques documents nouveaux pour l'histoire du Comité central des Vingt arrondissements* - op. cit.

(24) Henri (Hélie) Myard, né en 1825, tailleur de pierre, demeurant passage St-Victor, garde au 103ème bataillon, signataire de la première Affiche rouge des 13-14 septembre 1870 et de la seconde des 5-6 janvier, membre du Comité central des Vingt arrondissements, il est probablement fusillé pendant la Semaine sanglante mais est condamné par contumace à la déportation en enceinte fortifiée.

(25) - n° 9 (11 décembre/21 frimaire : *Humble requête au ministre de l'agriculture, du commerce et de l'industrie et La patrie en Danger.*
- n° 10 (12 décembre/22 frimaire : *Encore une indignité.*
- n° 12 (19 décembre/29 frimaire : *La République se meurt.*
- n° 15 (22 décembre/2 nivôse) : *Le cas de M. Clément Thomas.*
- n° 16 (23 décembre/3 nivôse) : *La croisade.*

(26) Il conclut la réunion en invitant *« les démocrates socialistes de Paris qui voudraient se faire affilier au club du XIVᵉ »*, à se renseigner à son domicile, 112 chaussée du Maine.

(27) *Le Combat* n° 102, 25 décembre 1870 (5 nivôse an 79). *Le Réveil* n° 550 du, 25 décembre 1870 et *La Résistance* n° 15 du 22 décembre/2 nivôse, donnent l'ordre du jour de la réunion où la propagande blanquiste est évidente: Rigault, *La préfecture de Police; Chatelain, Organisation de la défense de Paris - Alimentation*; Sapia, *La presse démocratique*; Jacqueline, *L'armée de la Révolution*; Bertin, *Capitalisme et socialisme. « Les citoyens G. Da Costa, Pierron, Tridon, Lacambre ont promis leurs secours. »* Le Réveil n° 554 mentionne une nouvelle réunion le 29 mais sans la présence de Sapia (Chatelain, Jacqueline, Bertin, Rigault, Chalain).

(28) Procès verbal de la séance du 23 novembre, dans Jacques Rougerie - *Quelques documents nouveaux pour l'histoire du Comité central des Vingt arrondissements* - op. cit., p. 16-17. La Déclaration de principe du Club central et les statuts sont publiés par *La Patrie en danger* n° 79, 28 novembre 1870 et reproduits dans Jean Dautry et Lucien Scheler - *Le Comité central des Vingt arrondissements (septembre 1870-mai 1871)* - op. cit. - p. 137-142.

(29) Papiers Chassin cité dans Jean Dautry et Lucien Scheler - *Le Comité central des Vingt arrondissements (septembre 1870-mai 1871)* - op. cit. - p. 142.

(30) Ernest Guillaume Cresson* - *Cent jours du siège à la Préfecture de Paris, 2 novembre 1870-11 février 1871* - Plon-Nourit (1901) - 389 p., p. 127.

* Ernest Guillaume Cresson, 1824-1902, préfet de police.

(31) Jacques Rougerie - *Quelques documents nouveaux pour l'histoire du Comité central des Vingt arrondissements* - op. cit., p. 25.

(32) L'existence de cette commission « clandestine » de vingt-deux membres et du comité « secret » de cinq membres est rapportée par Edouard Vaillant: « *Le 22 janvier [...] a été préparé à la Corderie, où se réunissait comme vous le savez, le comité des Vingt arrondissements. [...] Une commission de vingt-deux membres* avait été, dans les premiers jours de janvier, formée à la Corderie en vue d'un mouvement qui serait la revanche du 31 octobre. Cette commission devait nommer une sous-commission secrète de cinq membres, chargée de préparer l'insurrection. Les cinq membres délégués furent: Ferré, Leverdays, Tridon, Sapia et moi. Nous siégions en permanence, Tridon, Sapia et moi rue Antoinette [...]. Nous nous occupions de rallier, par les soins des amis les plus sûrs de la Corderie, le plus de forces possibles, dans les arrondissements populaires, pour le jour à fixer. » (Déclaration à Maxime Vuillaume**, dans Maxime Vuillaume* - *Mes Cahiers Rouges* - IX - Lettres et Témoignages - Cahiers de la Quinzaine (1913) -164 p., p. 48-51). Louis Dubreuilh indique que cette commission des cinq administre « *le Comité central* ». (Louis Dubreuilh - *La Commune (1871)*, Tome XI, 2ème partie, de l'Histoire socialiste 1789-1900 direction: Jean Jaurès – Publications Jules Rouff et Cie– p. 249-297, p. 262) Or rien dans les statuts du Comité central ou du Club central ne mentionne son existence, la commission de vingt membres du Club central n'ayant que le pouvoir de statuer sur les postulants (les termes « clandestine » et « secret » sont rajoutés par moi.). L'existence du comité et la préparation du 22 janvier sont tellement secrètes que Louis Dubreuilh rapporte que Blanqui n'est informé que le 22 au matin et qu'il se montre contrarié: « *mais sans doute, vous entrerez à l'Hôtel-de-Ville comme dans du beurre; ils ne vous demanderont pas mieux que de vous laisser les responsabilités de la capitulation* ».

* Cette commission de vingt-deux est probablement la commission de vingt membres du Club central.

** Maxime Vuillaume, né en 1844, étudiant, opposant à l'Empire, collaborateur de plusieurs journaux, membre de la Garde nationale, arrêté le 25 mai, il parvient à s'enfuir en Suisse.

Trois des cinq membres de la « sous-commission » sont nettement blanquistes, Tridon, Ferré et Sapia, Vaillant ne l'est pas mais se rapprochera d'eux après la Commune, Leverdays est considéré comme proudhonien.

(33) Jacques Rougerie - *Quelques documents nouveaux pour l'histoire du Comité central des Vingt arrondissements* - op. cit., p. 25-26.

(34) François Louis Parisel, né en 1841, médecin-pharmacien, il habite avenue de la Motte-Picquet dans le XV[e], signataire de l'Affiche rouge, chirurgien-major au 105[e] bataillon, élu à la Commune dans le VII[e], il est condamné à mort par contumace par le 5[ème] Conseil de guerre et réussit à se réfugier à Londres puis aux États-Unis où il décède en 1878.

(35) *Le Combat* n° 116, 8 janvier 1871 (19 nivôse an 79), n° 117, 9 janvier 1871 (20 nivôse an 79); *Le Réveil* n° 563, 8 janvier 1871.

(36) Maxime Vuillaume - *Mes Cahiers Rouges* - IX – op. cit. p. 50.

(37) Raoul Georges Adolphe Rigault, né en 1846, étudiant, blanquiste, plusieurs fois condamné sous l'Empire, il prend part aux insurrections du 31 octobre et du 22 janvier, élu à la Commune dans le VII[e], il est délégué à la Préfecture de police, il est fusillé près du Panthéon le 24 mai 1871.

(38) Clément Thomas, né en 1809, militaire, commandant de la Garde nationale, fusillé le 18 mars 1871.

(39) Il semble que la perquisition ait donné plus de résultats que ne le laisse entendre Sapia. Le dossier de grâce de Joseph Antoine Thomas-Javid, mentionne plusieurs indications sur l'organisation secrète des blanquistes « *selon des papiers retrouvés chez Sapia* » (AN/BB/24/772).

(40) La presse de l'époque utilise plutôt l'orthographe *Favier*, on trouve cependant chez certains témoignages, *Favié*.

(41) Charles Lavalette, né en 1829, limonadier, sergent au 159[e] bataillon pendant le Siège, il devient commandant sous la Commune, membre du Comité central de la garde nationale, il se bat sur les barricades, blessé et hospitalisé, il parvient à se réfugier en Suisse.

(42) Jules Henri Marius Bergeret, 1830-1905, militaire, puis placier en librairie et correcteur d'imprimerie, il est capitaine au 8[e] bataillon pendant le Siège, membre du Comité central, colonel de la XVII[e] légion, il occupe la place Vendôme le 18 mars, il est élu à la Commune dans le XX[e] arrondissement, il est arrêté après l'échec du 3 avril et est incarcéré jusqu'au 22 avril, puis il retrouve sa place à la Commission de la guerre. Il se réfugie à Londres puis aux États-Unis.

(43) Louis Jules Marie Montels, né en 1843, commis-négociant en vin, membre de l'Internationale, capitaine au 173[e] bataillon, signataire de l'Affiche rouge, il est élu colonel de la XII[e] légion et désigné comme délégué de la Commune dans le Sud-ouest, il participe à la Commune de Narbonne, condamné à mort par contumace, il réussit à se réfugier en Suisse.

(44) Arthur Arnould* - *Histoire populaire et Parlementaire de la Commune de Paris - Réédition* - [Lyon], Éditions Jacques-Marie Laffont et associés (1981) 297 p., p. 51. Ce fait est confirmé par *Le Combat* n° 131 du 23 janvier 1871 (4 pluviôse an 79): « *C'est à ce moment là qu'un bataillon des Batignolles vient défiler [...] A deux ou trois reprises, ces citoyens sont mis en joue par les mobiles, ils se retirent et reviennent crosse en l'air.* »

* « *Journaliste, 38 ans en 1871, adjoint au maire du IV[e] pendant le Siège. Arnould est élu à la Commune par les IV[e] et VIII[e] arrondissements (il opte pour le premier). Responsable de plusieurs Commissions et co-rédacteur du J.O. avec Vermorel, il réussit à se réfugier en Suisse* ». (Robert Le Quillec).

(45) Jules Claretie* - *Récits de Guerre. Paris Assiégé 1870-71* - Goupil et Cie (1898) - 155 p., p. 141.

* Armand Arsène (Jules) Claretie, 1840-1913, journaliste et écrivain.

(46) Gaston Da Costa * - *La Commune vécue, 18 mars - 28 mai 1871*, vol III. [Paris], Quantin (1903-1905), p. 353.

*« Blanquiste militant, ami de Rigault qu'il suivit à la préfecture de police, condamné à mort, peine commuée en déportation, G. Da Costa séjourna à l'île Nou jusqu'en 1880. Son copieux témoignage, même partial et trop influencé par les événements ultérieurs (il suivra Rochefort dans ses errements boulangistes) est essentiel pour l'histoire de la Commune. En fin de 3[ème] volume, liste des insurgé déportés. » (Robert Le Quillec).

(47) Ernest Guillaume Cresson - *Cent jours du siège à la Préfecture de Paris, 2 novembre 1870-11 février 1871* – op. cit. p. 223. Da Costa mentionne la présence de Duval et l'arrivée du 101[e] par le pont d'Arcole.

(48) Chez Glaser est une brasserie de la rue Saint-Séverin.

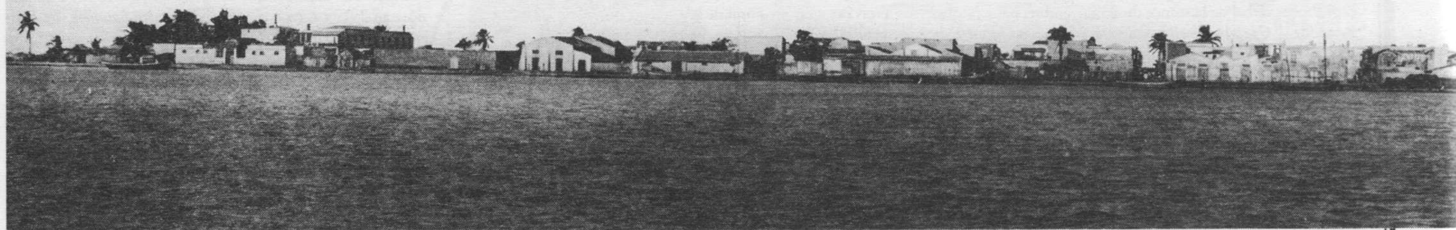
(49) Louis Lucipia, 28 ans en 1871, employé chez un avoué et journaliste, membre de l'Internationale, secrétaire général administratif du XIII[e] arrondissement, il est mêlé à l'arrestation et à la mort des Dominicains d'Arcueil; il est condamné à mort par le 6[ème] Conseil de guerre et sa peine est commuée en travaux forcés à perpétuité; amnistié en 1880, il rentre, continue une carrière de journaliste et est élu au Conseil municipal de Paris.

(50) Maxime Vuillaume - *Mes cahiers Rouges au temps de la Commune* - Club français du livre (1963), 481 p., p. 249. Un autre témoin, le comte d'Haussonville en service à la 1[ère] compagnie du 15[e] bataillon arrivée après la dispersion écrit simplement: « *Nous voyons passer, porté sur un brancard, un homme blessé, qu'on dit être le nommé Sappia.* » (Comte d'Haussonville - *Mon journal pendant la guerre* (1870-1871) - Calmann-Lévy, Editeurs (sd ca 1905) - 415 p., p. 403).

Pendant le siège - Le Mont-de-Piété - Dégagement gratuit de tous les objets de nécessité d'une valeur inférieure à 15 francs.







Saint-Louis du Sénégal vers 1900

La ville de Saint-Louis est née du développement de deux compagnies coloniales, filles de la Compagnie normande qui deviendront La Compagnie du cap Vert et du Sénégal. Elle servira de centre de commerce vers le nord pour la traite de la gomme utilisée en confiserie et en pharmacie vers l'est (le Galam), pays de l'or et de l'ivoire et vers le sud (la Gambie) plus facile d'accès grâce à son estuaire. C'est la culture de la pistache de terre (arachide) qui deviendra rapidement l'activité agricole exportatrice la plus importante.

PLAN DE LA VILLE DE SAINT

LÉGENDE

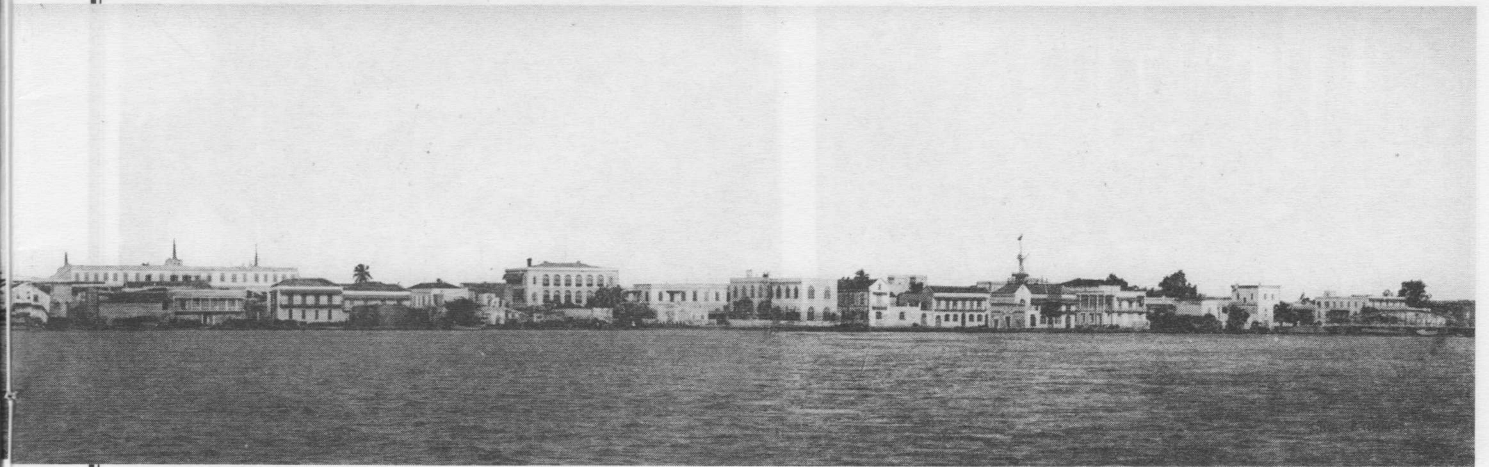
A Camp de tirailleurs.	16 Cercle.
B Caserne des Conducteurs.	17 Palais de justi
C Poudrière et artifices.	18 École primaire
D Ancien arsenal de la marine.	19 Bureaux de l'I
E Magasins de campement, équipement,	20 Hôtel de l'insp
F Écuries des spahis.	21 Postes et télé
G Caserne des spahis.	22 Réservoir.
H Compagnie fluviale.	23 Gouverneur g
I Parc à fourrage.	24 Bureau du go
J Hôtel du chef du service administratif.	25 Bureau du se
K Casernes Rognat (Nord et Sud).	26 Capitaine de p
L Magasin des subsistances militaires.	27 Hôtel du cons
M Direction d'artillerie.	28 Douanes.
N Caserne d'artillerie.	29 Hôtel du secr
O Hôpital militaire.	30 Église.
	31 École primair
1 Réservoir.	32 Usine électriq
2 Hôtel du procureur général.	33 Commissariat
3 Ouvroir.	34 École second
4 Câble.	35 Banque du S
5 Dispensaire.	36 Préfecture ap
6 Marché.	37 Temple prote
7 Inspection des gardes régionaux.	38 Trésor.
8 Mosquée.	39 Bureaux des
9 Prison civile.	40 École primai
10 Fabrique de glace.	41 Ateliers des
11 Gendarmerie.	42 Hôpital civil.
12 Hôtel du commandant sup' des troupes.	43-44 Poudrière
13 Manutention.	45 École de fils
14 Mairie.	46 Maison pour
15 Imprimerie du gouvernement.	47 Réservoir.

Pointe Nord
Ile de Roup
Ndar Toute
Guet Ndar
Pointe Sud
SÉNÉGAL
Village noir
Faubourg de Sör
Gare
Gare maritime
Ile de Sör
Dunes
Réservoir de Sör

Echelle: 1/20.000e

Mât du Gouvernement de St Louis — Lat.: 16° 01' 37" N. Long.: 18° 50' 37" O.

Dressée par A. Bournas (Service géographique)



Séparée de la terre ferme par la langue de Barbarie, c'est à quelques milles de l'embouchure du Sénégal que se trouve construite la ville de Saint-Louis, sur une île de sable, entre les bras du fleuve du Sénégal.

La fondation définitive de la ville remonte à 1659, mais la Compagnie du cap Vert et du Sénégal y avait établi une solide tête de pont dès 1626. Le site, intéressant par sa position stratégique à l'embouchure du fleuve, est protégé par la barre côté océan. Sans pilote et sans balise dans le chenal, il est pratiquement impossible aux navires d'arriver devant l'île. La valeur stratégique est beaucoup moindre aujourd'hui mais face à des adversaires ne possédant pas d'artillerie, elle présente de nombreux avantages.

L'île de 3 kilomètres de longueur, sur 500 mètres de largeur, est séparée en deux quartiers distincts par l'hôtel du Gouvernement : le quartier européen, occupant le centre et la pointe sud ; le quartier indigène, occupant la pointe nord. Respectant un plan où les rues se coupent perpendiculairement, le style général fait penser aux villes arabes. Autour de la place viennent se grouper de jolies maisons à étages avec galeries et balcons.

Pendant longtemps, un pont de bateaux de 600 mètres assurera les communications avec la rive gauche jusqu'à la construction du pont Faidherbe. Trois autres ponts relient la ville à la langue de Barbarie et au gros faubourg de Guet N'Dar, le pont Servatius qui donne accès à l'océan ou par un pont métallique partant de la place du Gouvernement et aboutissant à l'avenue Dodds, à l'entrée de N'Dar-Tout, villégiature des habitants de Saint-Louis. Sur la rive gauche, le village noir de Guet-N'Dar (Parc de Saint-Louis), habité par des pêcheurs, échelonne les chapiteaux de ses cases en paille tressée. Ces ponts sont importants



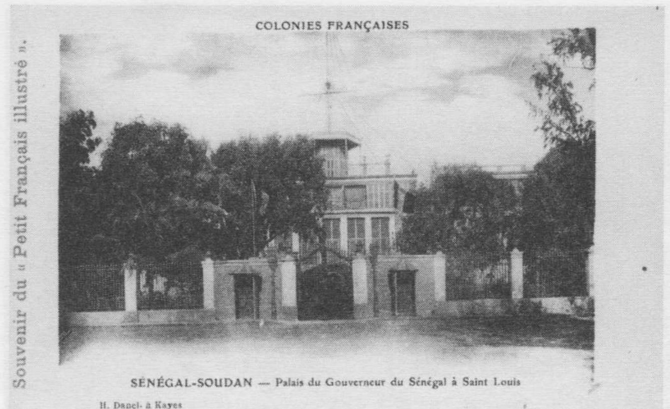
« Les voyageurs en voiture ! » Départ de train. - Saint-Louis (Sénégal)

31 Octobre 1902



113. Afrique Occidentale - SÉNÉGAL - SAINT LOUIS
Guet NDAR - le Marché (marché au mil et au bois

Collection générale Fortier, Dakar



COLONIES FRANÇAISES

Souvenir du « Petit Français illustré ».

SÉNÉGAL-SOUDAN — Palais du Gouverneur du Sénégal à Saint Louis

H. Danel- à Kayes


Afrique occidentale Française - SÉNÉGAL
120. SAINT-LOUIS — Tam-Tam dans la rue


SAINT-LOUIS (Sénégal) — Un jour de kermesse au Stand de la Société de tir - La Buvette des Marabouts : Limonades et Sirops

puisqu'ils commandent les communications de la ville, d'un côté avec Dakar et de l'autre avec la Mauritanie. Le faubourg de Sor se trouve sur la rive gauche du fleuve à l'extrémité du pont, au milieu de l'île du même nom. A quelques distances de Sor, se trouvent les vergers et les potagers.

Dans le quartier européen, les constructions sont assez irrégulières, bien qu'adaptées au climat ; la résidence du Gouverneur, véritable palais situé au milieu d'un massif verdoyant, dominé par une sorte de belvédère surmonté du pavillon tricolore et des mâts de signaux du service de la barre, prend façade sur la place du gouvernement, où se dresse la statue de *Faidherbe*. Érigée à l'extrémité d'une allée centrale formée par une rangée de vieilles caronades fichées en terre, cette statue fait face à la ville : tout à côté se trouve le kiosque à musique. (1) Aux abords de la Résidence, sont groupés les bâtiments des divers services : postes et télégraphes, douanes, bibliothèque, bureaux de la marine, l'hôpital, le cercle des officiers ; non loin la cathédrale construite en 1828. Quant au quartier indigène, il se compose de cases, de maisonnettes groupées autour de la mosquée

Au nord de l'île, les marais sont comblés peu à peu., au-delà se trouve le champ de manœuvres, la poudrière et l'arsenal.

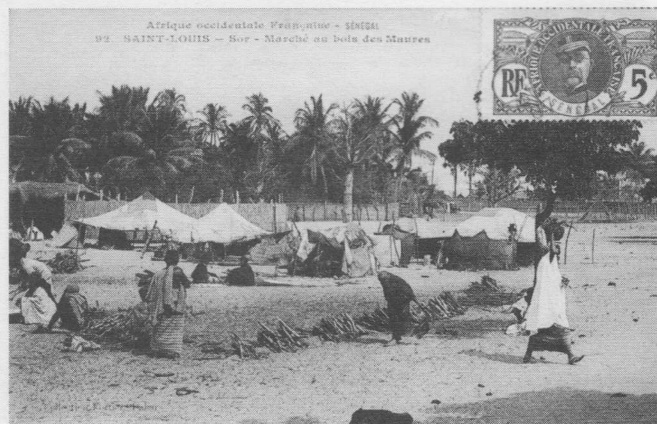
"Ce qu'il a, comme bâtiments, de sinon beau, du moins de solide et d'approprié au climat, a été construit par les Anglais qui ont, par deux fois (de 1758 à 1779, et de 1809 à 1817) occupé notre colonie. (ils n'ont pas fait de provisoire, eux !)" (2)

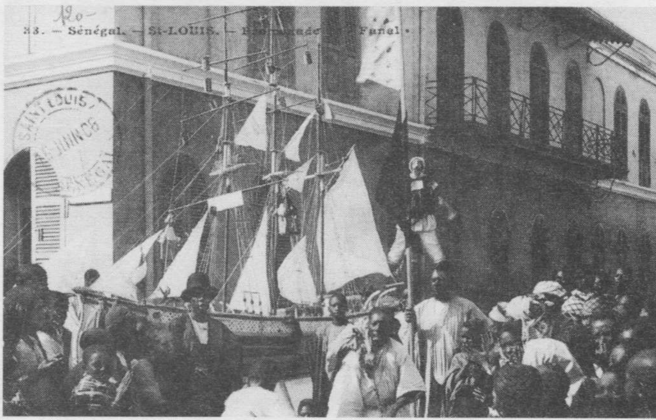
Au sud le long des quais on trouve le Conseil Général, avec une vue panoramique sur Gueth N'Dar, on trouve y trouve aussi la mosquée et l'église. Les quais sont bien construits et pourvus de petits appontements en certains endroits. Le commerce d'abord opéré sur le petit bras du fleuve se transporta sur le grand bras où la navigation était plus facile, connaissant moins de problèmes d'envasement.

Le Pont Faidherbe, sur le grand bras du fleuve Sénégal, relie Saint-Louis à la gare


COLONIES FRANÇAISES
H. Danel, à Kayes
SÉNÉGAL-SOUDAN — Marché de Saint-Louis


14. — Sénégal. St-LOUIS. — « Tapeuses » repassant le linge.


Afrique occidentale Française - SÉNÉGAL
93. SAINT-LOUIS — Sor - Marché au bois des Maures





du chemin de fer de Dakar. Étrange histoire que celle de ce pont qui devait franchir le Danube en Autriche-Hongrie… mais fut refusé par le gouvernement viennois. Ne sachant où l'établir, il fut donc affecté au service de Saint-Louis. Construit par M. *Mairesse* (3) et inauguré en 1898, c'est un pont entièrement métallique, à pile centrale tournante, franchissant les 506 mètres du fleuve qui séparent Sor de l'île N'Dar ou Saint-Louis. Sa largeur est de 10,20 mètres comprenant une chaussée de 7 mètres et deux trottoirs. La culée de rive droite et les sept piles ont été fondées à l'air comprimé au moyen de caissons métalliques, la cuvée de rive gauche a été fondée sur pilotis noyés à leur tête dans un massif de béton. La deuxième travée à partir de la rive droite, d'une longueur de 70 mètres est mobile autour d'un pivot fixé au centre d'une pile. Le pont aura coûté 1 990 000 francs (valeur 1900).

Le quartier européen, trop à l'étroit dans l'île s'est étendu sur les deux rives ; c'est ainsi que s'est formé, sur la rive gauche, le joli faubourg de Sor, déjà rempli de "cottages" ; le village de N'Dar-Tout (Petit Saint-Louis), sur la rive droite, se transforme à son tour, le voisinage de l'océan en rendant le séjour plus agréable et plus sain.

Saint-Louis est doté, depuis mars 1896, d'un laboratoire de recherche, où l'on s'occupe principalement de recherches sur le paludisme, et c'est là où, pour la première fois, le Docteur *Marchoux* a entrevu la possibilité du transport de la malaria par les piqûres de moustiques, découverte qui sera confirmée par les recherches ultérieures de savants étrangers. On y a aussi étudié la dysenterie, la maladie du sommeil, la fièvre typhoïde.

L'approvisionnement en eau d'abord fourni par des citernes provient du marigot de Lampsar distant de 25 km. Commencé vers 1859, il fut interrompu à plusieurs reprises et terminé en 1886. L'eau y est excellente pendant l'hivernage et est un peu saumâtre pendant la saison sèche, à cause de la baisse des eaux. Les seules activités industrielles sont des briqueteries et des fabriques de chaux. L'artisanat est très important et de très bonne qualité : menuisier, calfat, tisserands et forgerons. Ces deux dernières professions figuraient déjà en 1889 au village sénégalais de l'exposition universelle.

La navigation

"Quand un navire arrive du Nord, il doit passer sur la rade de Guet N'Dar, afin de donner son numéro en passant devant le gouvernement. S'il mouille en rade, il ne doit le faire que par des fonds de quinze mètres au moins, et dans le nord de l'allée des cocotiers… Un pavillon bleu sur le poste des pilotes indique que la barre est mauvaise et qu'on ne doit pas tenter de rentrer ; un pavillon rouge et blanc indique au contraire, que la barre est belle. Dès que l'on voit la pirogue venir faire les sondages et baliser la barre, il faut prendre les dispositions nécessaires pour rentrer. Quand la barre est balisée, l'une des pirogues s'approche du bâtiment et un pilote monte à bord… Une fois dans le fleuve, les navires montent à Saint-Louis qui est éloigné de la barre d'environ 10 milles. Ils prennent place au quai, soit en amont, soit en aval du pont, suivant la nature de leur chargement et la demande de leur consignataire. Ils doivent mouiller l'ancre du bossoir par tribord devant ; il est prudent d'en mouiller un autre à jet derrière, surtout dans la saison des tornades." (4)

Saint Louis : Ville des Signares

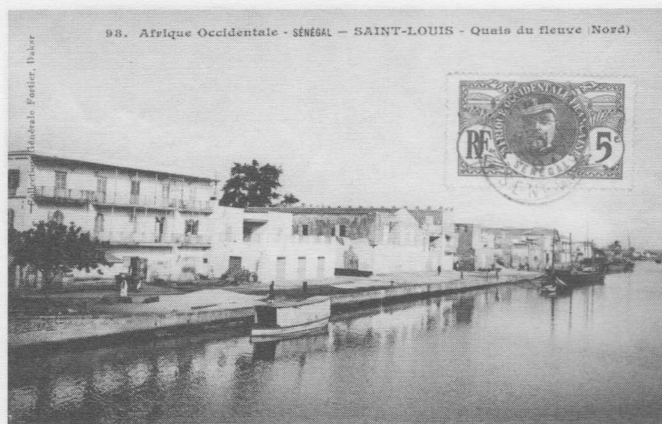
Fondée au XVII[e] siècle, la ville doit son essor à la traite des esclaves, de l'or, de l'ivoire et de la gomme.

Les Français établis à Saint-Louis s'unirent à des Africaines, donnant naissance à une classe de métis, les "Signares", qui devinrent de puissants commerçants.









Les navires de l'État, attachés à la station mouillent ordinairement en amont du pont, au milieu du fleuve. La tenue est bonne en rade de Saint-Louis.

Organisation municipale

Il faut rappeler brièvement le phénomène assez particulier des "quatre communes" de plein exercice du Sénégal progressivement créées dans cette colonie conformément à la logique de l'assimilation, municipalités à part entière en principe juridiquement alignées sur celles de la métropole et dont les habitant natifs, du même coup, jouissaient des mêmes droits civiques que les Français de France : Saint-Louis et Gorée-Dakar depuis avril 1872, puis Rufisque depuis juin 1880 et enfin Dakar, détachée de Gorée en juin 1887, étaient donc déjà peuplées, trois générations avant l'indépendance du Sénégal, de citoyens français à part entière dits aussi les "originaires", tous, chrétiens comme musulmans, électeurs d'un député au Palais-Bourbon et soumis au service militaire (à partir d'octobre 1915).

La création d'institutions municipales remonte au 10 août 1872. Saint-Louis se verra dotée d'un maire, de deux adjoints et de quinze conseillers municipaux. Les sessions ont lieu en février, mai, août et novembre. Les séances d'abord tenues a huis clos seront publiques à partir de 1889.

Longtemps capitale du Sénégal, Saint-Louis cédera sa place à Gorée puis à Dakar. Escale de l'Aéropostale, la ville sera une étape obligée vers l'Amérique du sud, Mermoz, Saint-Exupéry l'immortaliseront en posant leurs hydravions face à Guet N'Dar et en logeant à l'hôtel de la poste. Après un lent déclin la ville semble renaître par la rénovation et la restauration de son patrimoine principalement grâce au tourisme.

J.M. Bergougniou

Faidherbe (Louis).



Né à Lille en 1818, il est élève de l'École Polytechnique dont il sort en 1840 à 22 ans. Officier du Génie, il passe successivement par l'Algérie et la Guadeloupe avant d'être nommé à l'état-major du Sénégal (sous-directeur du Génie) en 1853. Il en est bientôt nommé Gouverneur à la demande des commerçants et bien qu'il ne soit que capitaine. En 1854 il fait établir une ligne de fortin le long du fleuve (Podor, Saldé, Matam) Après un retour en Algérie (1865) comme Général de Brigade, Gambetta le nomme général de division en 1870 et lui confie l'armée du Nord.

(1) "Hélas ! la gratitude de Saint-Louis ne s'est pas proportionnée aux services rendus par ce grand administrateur ! Cette statue minuscule me fait penser à l'Alexandre Dumas père, de la place Malesherbes, à Paris."

(2) Madame Paul Bonnetain, Une Française au Soudan (sur la route de Tombouctou) (du Sénégal au Niger) Librairies Imprimeries Réunies, 1894.

(3) M. Mairesse, chargé des travaux de la 1ère section de la ligne de Konakry au Niger, est mort en Guinée en 1901.

(4) J. Bouteiller.





La Grande Guerre en première ligne

(suite et fin)

(Photos Denis Lefebvre).

Avec Denis Lefebvre, ou plutôt ses deux grand-pères, nous poursuivons ce regard sur la vie quotidienne des soldats en première ligne de la "Grande Guerre".

Le grand-père maternel, Amaury Delomelle a non seulement ramené des décorations mais aussi des photographies de sa guerre. L'autre grand-père Gaston Lefebvre, lui aussi plusieurs fois décoré, a écrit un livre à partir de son journal intime. Nous l'avons laissé dans la précédente partie à Verdun comme "ancien" alors qu'il n'a que 19 ans ! Nous le retrouvons dans la Somme puis en Champagne où il perdra une jambe.

S'ouvre ensuite une nouvelle période, autour de la bataille de la Somme. "Le lieutenant m'emmène pour voir ce qui se passe en avant. Après Maricourt, nous avançons sur un terrain bouleversé. L'ancienne première ligne allemande a été entièrement nivelée par nos obus, mais, par places, des abris bétonnés sont encore intacts. Nous essayons d'y entrer, mais une épouvantable odeur nous fait reculer… les cadavres des occupants, sans doute tués à la grenade, y pourrissent.

L'omniprésence de la mort

Des boyaux souterrains, crevés en beaucoup d'endroits, vont vers l'arrière et attestent de l'ingénieux travail des Allemands permettant les corvées de soupe et les relèves sans pertes de vies humaines.

Malgré lui, mon officier admire les tourelles en fer et en béton qui servaient aux guetteurs lesquels devaient se rire de nos 75.

Voilà bien pourquoi les Allemands ont résisté si longtemps à nos assauts et voilà aussi pourquoi ils tiennent les lignes avec un bien plus petit nombre de combattants."

Il est souvent de corvée de nourriture, et doit emprunter les tranchées, qui lui offrent des visions d'enfer : "Je vois ! C'est affreux ! Partout, dans les tranchées éboulées et dans les trous d'obus, des cadavres d'Allemands sont déjà à l'état squelettique. Leurs mains et leurs visages sont décharnés ; des trous remplacent le nez et les yeux où grouillent des vers blancs. Nos morts sont aussi affreux… Tués plus récemment, ils sont gonflés et semblent tous des géants avec de gros ventres. Leurs chairs sont noires et il serait impossible de distinguer un blanc d'un Sénégalais. Sur tout cela plane une odeur épouvantable que n'arrive pas à couvrir celle de la poudre…"

Après la sanglante bataille de la Somme, il écrit : "La terre crayeuse de la Somme n'aura pas mes os", il bénéficie de quelques jours de repos, et de vêtements neufs. Puis le voici en Champagne, en octobre 1916 et, en novembre, à Mesnil-les-Hurlus et Beauséjour.



Deuxième blessure

Le 4 décembre, le drame arrive :

"Tout à coup, j'ai l'impression qu'un projectile arrive dans le boyau et me jette sur le dos. Une forte explosion m'étourdit et il me semble que ma jambe est broyée et arrachée. Tout tourne et je m'évanouis.

Quand je reviens à moi, je suis couché sur la banquette de tir. Ayant la tête basse, je sens un sang chaud me couler sur le ventre et sur la poitrine. Des camarades lient ma cuisse droite avec des ficelles, des bandes de pansement et une courroie de sac... je n'ai plus de culotte.

Les brûlures et les douleurs ressenties avant mon évanouissement sont vagues maintenant. Je ne sens plus ma jambe. (...)

Des explosions se produisent et les camarades qui m'entourent se couchent. Je les entends et je lis l'épouvante dans leurs yeux, mais je ne puis parler."

Il ne peut pas davantage bouger.

Il est emporté sur un brancard, puis emmené à l'ambulance de Somme-Bionne. "Le major me prévient qu'il va enlever les éclats restés dans mes chairs et après que ça ira bien."

Il est opéré, mais les médecins ne peuvent enlever les éclats de son genou.

"Ma pauvre jambe est devenue si douloureuse que je ne puis même supporter un drap dessus. Dans la soirée, le délire s'empare de moi et je geins sans arrêt. Toute la nuit je crie et je demande à boire. Les autres blessés ne peuvent dormir et se plaignent. (...) Une odeur fétide monte de ma jambe. L'infirmier me dit que c'est le pansement, mais je crois que c'est ma jambe qui pourrit."

Le major revient, soulève les draps, et sent l'odeur :

"Prends courage, mon petit... un chirurgien spécialisé va venir t'opérer... tu ne souffriras plus.

Après lui, c'est un prêtre-soldat qui vient m'offrir la consolation de son ministère."

Gaston est emmené en salle d'opération :

"Les compresses, qu'un infirmier arrache avec des pinces, sont pleines de pus et de sang caillé et, sous le bras qui tient le masque que l'on vient de me mettre, j'ai le temps d'apercevoir ma chair toute noire... comme celle des cadavres de la Somme."

Il sombre dans le néant.

"Il fait grand jour quand je me réveille et je suis fort étonné de me trouver encore parmi les vivants.

Mais comment cela se fait-il ? On a dû me couper la jambe et je la sens encore... Glissant ma main sous l'appareil en osier qui tient les couvertures soulevées, je peux la toucher. Hélas, elle ne rencontre que le vide.

Ma jambe est bien coupée. Nerveusement, j'éclate en sanglots et je pleure abondamment. Que vont dire mon père et ma mère ?

Le caporal infirmier accouru, me prend dans ses bras et tente de me consoler.

- Pleure pas, mon vieux... on t'en mettra une autre en caoutchouc et tu ne t'apercevras de rien... "

Il dicte alors une lettre à son père, en date du 10 décembre 1916 :

"Cher père,

Ma blessure s'est envenimée, on a été obligé de faire l'amputation de ma jambe au-dessus du genou.

J'ai bien supporté l'opération et je vais aussi bien que possible. Il est évident que je suis faible, mais ma guérison n'est plus qu'une question de temps. La guerre est finie pour moi et j'espère bientôt être évacué sur l'intérieur.

Ne sois pas inquiet à mon égard ; le major m'a dit que j'étais hors de danger.

Bons baisers de ton fils."

L'infirmier lui conseille de dormir :

"Dormir, je le voudrais bien... mais quel est ce nouveau genre de souffrance ? Au bout de mon pied (de celui qui est coupé), je sens les nerfs se tordre. A deux mains, je tiens mon moignon et je dois mordre les lèvres à chaque torsion pour ne pas crier.



Cela devient intenable, et j'appelle un infirmier.

Celui-ci me dit que si j'ai mal, c'est parce que mon cerveau commande toujours aux nerfs coupés. Il me recommande de m'efforcer de ne pas penser à ma jambe. C'est facile à dire... justement mes vingt ans m'obligent à ne penser

Construction d'un abri.





qu'à cela. (...) Mes réflexions sont arrêtées par l'arrivée d'un commandant d'état-major.

Il vient droit à mon lit avec le médecin-chef.

Mon petit gars, le général m'envoie te remettre la médaille militaire et la croix de guerre avec palme que tu as bien gagnées. Voici la citation, à l'ordre de l'armée qui te confère ces deux décorations.

Sans pouvoir dire un mot, je tiens mes deux médailles et je n'ose croire qu'elles sont à moi. L'officier me serre la main et me souhaite un prompt rétablissement. Le médecin-chef revient et accroche les médailles au-dessus de ma tête sur ma feuille de température... Quand je suis seul, je ne puis me lasser de les regarder et je suis fier... "

Campement à l'arrière.



Retour à la vie... normale

Janvier 1917, il est évacué à Angoulême. On lui donne bientôt des béquilles, et il sort dans la cour de l'hôpital, puis commence à se promener dans la campagne environnante et en ville, avec quelques camarades. Il revient souvent ivre de ses excursions dans les cafés locaux, et entend un jour un major dire à voix basse à une infirmière inquiète : "Il faut le laisser faire. Il surmontera sa faiblesse."

Il remontera en effet la pente, malgré quelques nouvelles opérations.

En juillet 1917, il quitte Angoulême pour Toulouse, où il retrouve son père.

On le conduit à l'hôpital d'appareillage dit du Caousou : "Aussitôt arrivé, on me donne un pilon et on me retire mes béquilles. Si je veux sortir, je suis obligé de le faire avec ma quille de bois. Les premiers jours, je ne sais jamais quelle jambe avancer la première et je blesse terriblement. Heureusement, la peau se durcit peu à peu."

En octobre 1917, on lui donne "jambe articulée, dite américaine". Mais il ne s'y adapte pas : "Elle est très lourde et, à ma première sortie, elle me fait descendre le perron de l'hôpital tête en avant. Après trois ou quatre essais, au cours desquels je collectionne les bûches, je la relègue au-dessous de mon lit et je n'abandonne plus mon pilon."

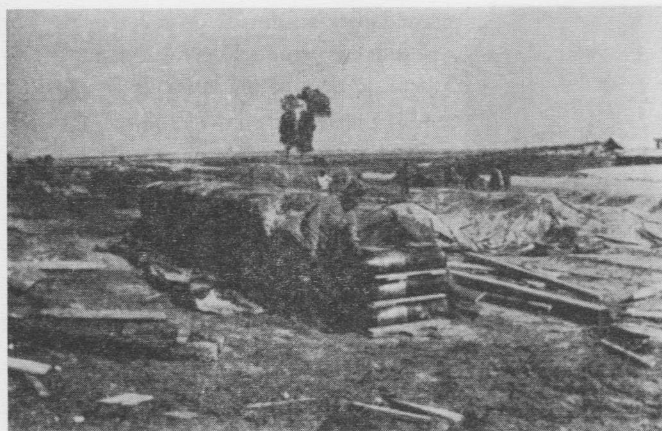
Le même mois, il reçoit une citation à l'ordre du régiment :

"Le colonel Truffert cite à l'ordre du 73ᵉ régiment d'infanterie le soldat Lefebvre Gaston, de la classe 1916.

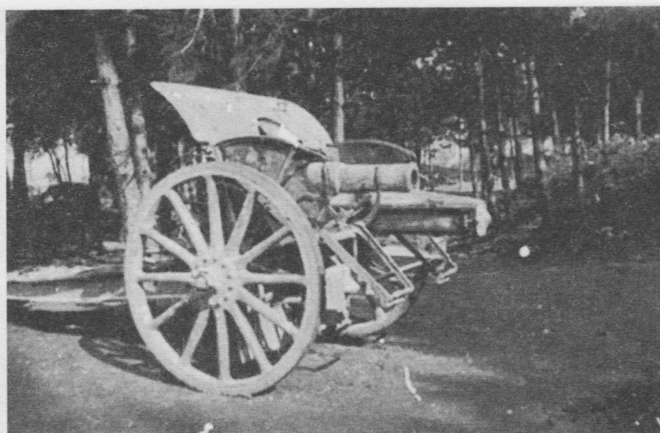
Etant en pays envahis, a franchi les lignes ennemies, à ses risques et périls. Engagé volontaire pour la durée de la guerre, s'est très bien conduit dans tous les combats auxquels il a pris part. Deux blessures".

Seul commentaire de Gaston : "Vraiment, il fallait que je sois à l'hôpital pour être décoré. Mieux vaut tard que jamais, c'est entendu, mais cette citation m'aurait fait bien plus plaisir après Verdun ou la Somme... "

Début novembre, il doit prendre une activité : on l'emploie comme débosseleur de douilles : "Adieu les grasses mati-



Obus de 220 mm, Champagne 1915.



Canon autrichien pris à l'ennemi.

nées, les plumards retournés, et les combats au polochon en liquette". Puis il est affecté à la cartoucherie.

La vie reprend bientôt le dessus. Il travaille dans un "vaste atelier où 200 jeunes filles assises à de longues tables empaquettent les cartouches. Comme représentants du sexe fort, il n'y a que deux gamins et deux surveillants. (...) Chaque fois que je lève la tête, je vois une centaines de paires d'yeux brillants me fixer.

J'entends de brèves réflexions dites avec le savoureux accent toulousain qui me font rougir jusqu'à la pointe des oreilles :

- Il est superbe, le "pôvre" ;

- Magnifique, ma caniche, répond une deuxième.

L'après-midi, je suis bien embarrassé quand les gamins m'apportent successivement une douzaine de déclarations. Avec une grande confusion, je les lis, mais je ne sais quoi répondre. A la fin, ces demoiselles s'impatientent et me font dire par les gosses d'en choisir une. Elles sont toutes jolies ; aussi, ne voulant faire de chagrin à aucune, je réserve ma réponse pour le lendemain.

Pourtant, le soir, à la sortie, je dois me prononcer malgré moi, car une gentille brunette m'accoste. Lisant dans ses yeux beaucoup de tendresse, je me laisse raccompagner par ma conquérante qui est radieuse. Malgré nos mutilations, nous pouvons encore espérer en la vie, des femmes sont toujours prêtes à nous donner la leur."

Peu de réflexions politiques

Gaston fait très rarement des commentaires "politiques" dans son livre. Il se contente de décrire ce qu'il voit autour de lui, à partir de son "carnet".

Quelques notations, bien sûr, ici où là. Mais il n'y apparaît qu'indirectement. Ainsi, quand il retranscrit un de ses "rêves", après son amputation. Il délire :

"Pourquoi avoir déclenché cette tuerie ? Quels bénéfices et quelles améliorations sont résultés de la dévastation de plusieurs pays et de la mort de centaines de mille hommes ? Pourquoi les dirigeants allemands ont-ils voulu la guerre ? Ah ! les bandits, pourra-t-on jamais les atteindre et leur faire payer le sang versé inutilement ? Je dis bien inutilement, car les classes dirigeantes, les privilégiés de la vie, n'avaient pas besoin de la guerre pour continuer à jouir de leur luxe. Il y avait bien d'autres moyens, aussi, pour donner un peu de bien-être aux classes laborieuses. Un crime affreux a donc été commis, mais au bénéfice de qui ? Qui va donc toucher le prix du sang ? Ah ! Maudite guerre ! "

Soldat jouant d'une mandoline faites dans une gamelle.



Le 27 novembre 1917, il passe devant la commission spéciale de réforme de la 17ᵉ région. Il est réformé après un examen par plusieurs médecins "couverts de décorations et de galons dorés".

Quand il se rhabille, il engage un dialogue avec un autre amputé :

"- Ils n'ont pas fait tant de manière pour nous incorporer, hein !

- Non, car à ce moment, n'importe qui était bon pour se faire casser la figure.

- Enfin, cherchons pas à comprendre. Mais, tout de même, crois-tu qu'ils ont besoin d'être tant de commandants et de colons pour faire le boulot qu'ils font ? Tu crois qu'un seul petit aide-major comme ceux de nos postes de secours ne ferait pas aussi bien qu'eux tous ?

- Tu viens encore de le dire : cherchons pas à comprendre et vive la classe."

Gaston quitte l'hôpital, sa jambe américaine sous le bras. Il a touché ensuite "un soulier de rechange réfectionné et clouté à neuf, un costume de velours, une casquette de dix-neuf sous et une pèlerine de demi-portion".

Son livre se termine par ces quelques lignes : "Mon père m'a heureusement payé les vingt-cinq francs de loyer mensuel de ma chambre. Sans cela, il me restait en poche cinquante centimes pour continuer la lutte pour la vie et, heureusement, en plus, une bonne dose de philosophie qui me fait entrevoir, malgré tout, l'avenir avec confiance."

Jusqu'à la fin de la guerre, il a débosselé des douilles de 75.

Denis Lefebvre

La plus célèbre librairie icaunaise aux XIXe et XXe siècles

Ferdinand Fauchereau (1838-1916): un autodidacte

Né à Neuilly le 5 avril 1838 à 17 heures, Etienne (dit Ferdinand) Fauchereau est l'ainé de trois enfants. Il commence son instruction dans sa ville natale puis la poursuit à l'école communale de Branches lorsque son père, cultivateur tonnelier, vient se fixer à l'ancien château de Gâtine. Il quitte l'école vers onze ou douze ans pour se consacrer aux travaux des champs et n'étudie que durant les mois d'hiver afin de consolider son désir d'apprendre: on le voit toujours un livre à la main alors qu'il conduit sa charrue.

Après deux ans de service militaire, (de juin 1859 à mai 1861), il s'engage dans l'instruction populaire de son département (1). Très vite considéré comme l'un des élèves les plus érudits de l'Yonne, il écrit quelques ouvrages, dont il subsiste quelques manuscrits (2), et devient celui qui a fondé, le premier dans l'Yonne et l'un des premiers en France, une bibliothèque populaire libre située à Branches en 1866. Trois ans plus tard, il est impliqué dans la toute nouvelle Société pour la propagation de l'instruction populaire du département de l'Yonne (3).

Il se convertit vers 1870 au protestantisme, reconnaissant l'incontestable supériorité de la religion protestante sur les pratiques catholiques. En 1876, il fait partie de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne.



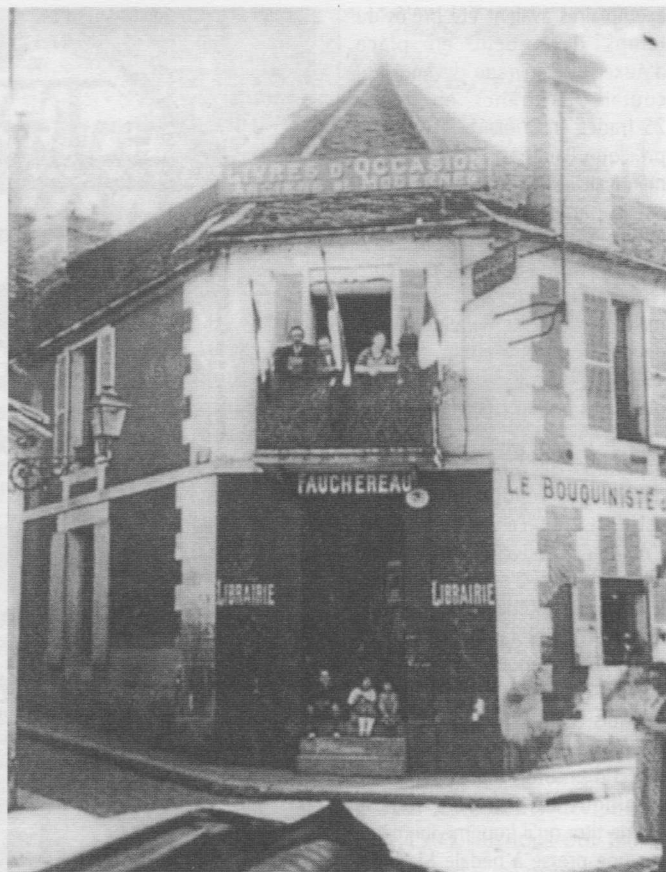
Le Bouquiniste de l'Yonne

Identifiant le besoin du peuple devant l'instruction, titulaire d'un brevet lui permettant d'exercer le métier de libraire (4), il fonde en janvier 1872 une librairie sise au 5 rue d'Egléný à Auxerre, déplacée au 10 en mars 1875. Ce n'est que pendant la Première Guerre mondiale qu'elle se situe au coin de la rue voisine, au 1 rue des Consuls (5). Sa librairie ancienne et moderne se nomme Le Bouquiniste de l'Yonne (6), nom qui deviendra également le titre du catalogue qu'il crée le 20 janvier 1875. Afin de légitimer la fondation de *Le Bouquiniste de l'Yonne*, une lettre de déclaration est nécessaire. Elle est envoyée au Préfet le 20 janvier 1875 (7):

« Le soussigné, Fauchereau Etienne, dit Ferdinand, bouquiniste, rue d'Egléný, 5, à Auxerre, a l'honneur de vous informer qu'il a l'intention de publier à partir du 5 février 1875 un catalogue ayant pour titre *Le Bouquiniste de l'Yonne*, catalogue de la librairie ancienne de F. Fauchereau, et qui paraîtra tous les mois environ. Chaque numéro se composera de huit pages in-8° et contiendra une courte biographie de l'auteur de l'un des ouvrages annoncés dans le numéro. Le catalogue sera imprimé chez M. Perriquet, imprimeur à Auxerre.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, le profond respect avec lequel J'ai l'honneur d'être votre très humble et très obéissant subordonné. »

Afin de trouver de plus nombreux acheteurs parmi la classe de lecteurs défavorisés, Fauchereau, conformément à la législation en vigueur, fait une demande d'autorisation de colportage le 31 octobre 1879 (8) à la Préfecture du département. Elle est transmise au Ministère de l'Intérieur



« Le soussigné Fauchereau Etienne, dit Ferdinand, Bouquiniste, rue d'Egléný, 10, à Auxerre, a l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation de vendre ou de faire vendre sur la vole publique des almanachs, des livres, des journaux, etc. Les vendeurs seront le soussigné ou Fauchereau Stéphanie, née à Tonnerre le 5 octobre 1868; Fauchereau Paul, né à Branches le 9 juin 1870 (9).

Dans l'attente d'une réponse favorable, il a l'honneur d'être, Monsieur le Préfet, avec un profond respect, votre très humble et très obéissant serviteur. »

Le Ministère accorde au libraire son autorisation d'estampillage sous le sceau d'un tampon. Ses enfants, tout juste âgés de onze et neuf ans se retrouvent donc vendeurs des rues à l'occasion.

La librairie Fauchereau jouit d'une excellente réputation et rend aux érudits de l'Yonne les plus grands services. Chaque numéro de la revue contient une notice historique, biographique ou bibliographique concernant le département. Nombreux sont les ouvrages rares voués à la disparition ; le bouquiniste sauve de l'oubli en écrivant quelques lignes à leur sujet dans ses colonnes. Ceux destinés à la destruction sont achetés par lui. *Le Bouquiniste de l'Yonne* (1875-1893) est aussi un catalogue puisqu'il contient la description des ouvrages en vente (10). Au début les parutions sont mensuelles, même si le libraire n'en fait que six par an en moyenne. Sa qualité diminue nettement à partir de 1890: de mensuel il devient trimestriel, le nombre de pages diminue et ne contient presque plus de notices.

Le Fonds de la librairie

Fauchereau recherche les vieilles gravures de 1800-1850. Cette passion date de 1880. Il publie son fonds dans *Le Bouquiniste de l'Yonne*: d'août 1880 à février 1881, cent cinquante-huit gravures sont répertoriées, mais il ne continue plus l'inventaire par la suite. Certaines gravures citées existent encore aujourd'hui.

Il s'intéresse également à tous les vieux ouvrages traitant d'Auxerre et de l'Yonne. Il trouve par exemple l'édition *princeps* de *l'Histoire de la prise d'Auxerre par les huguenots* écrite au XVIIIe siècle par l'abbé Jean Lebeuf, chanoine de la cathédrale d'Auxerre. Cette première édition est quasiment introuvable en son entier car certains feuillets à la fin du volume montraient que le pape était faillible. La plupart des

exemplaires avaient été brûlés du temps de Lebeuf en place d'Auxerre. L'ouvrage devenu rare coûtait 12 francs en 1858, 25 francs en août 1875 (c'est le prix que Fauchereau le vend ; il manquait les deux dernières pages sur le pape (11)), 100 francs en juin 1939 chez Paul Fauchereau, second fils de Ferdinand qui reprit le magasin du père à sa mort (il manquait les seize dernières pages (12)), et 100 000 francs à Sens en 1970 (et il s'agissait d'un exemplaire sans les fameux feuillets) (13).

Ferdinand Fauchereau possédait un fonds de plusieurs milliers d'ouvrages vendus ou en stock estimé selon *Le Bouquiniste de l'Yonne* (1875-1893) à vingt-cinq mille ouvrages. C'est vers 1894 que le bouquiniste cède la librairie à son fils qui en jouit totalement à sa mort en 1916 (14), époque à laquelle la librairie est déplacée au 1 rue des Consuls. Paul Fauchereau, né en 1886, prend donc la succession et reprend ensuite la publication du catalogue de son père sous le même titre qu'il imprime lui-même sur une presse à pédale Marinoni achetée dans les années vingt (15). Il tient un fichier constitué au bout de 10 ans sur tous les livres qui lui passent entre les mains. Les quatre cents pages du répertoire contiennent, selon *Le Bouquiniste de l'Yonne* lacunaire (1920-1941), vingt et un mille titres de livres répartis dans treize domaines mais concernant souvent l'Yonne.

Il n'écrit pas d'ouvrages, tout au plus quelques articles dans la société savante où était son père. Elle existe encore et s'intitule la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. Il conforte l'assise et la réputation de sa librairie, étendant sa célébrité. Il fait faire par un lithographe un bien joli *ex-libris* dont il ne reste plus qu'un seul original (fig. 3). Il s'agit d'une vignette artistique mentionnant le nom du propriétaire et les armes de la ville (17). La salle représentée est la réplique, sans la fenêtre du fond, d'une petite pièce grillagée dans le magasin à droite en entrant et qui était à une époque la caisse de la boutique devenue ensuite un lieu de travail pour le libraire. On peut l'apercevoir sur la photographie de l'entrée. Cela faisait cinq ou six mètres carrés. Le bouddha et le porte gravures représentés existaient vraiment (18).

Il était amateur, comme on peut le constater sur l'*ex-libris*, de vieilles gravures du XIXe siècle et de la Belle Époque. En outre, lui aussi eut



entre les mains des ouvrages très rares, telle l'édition *princeps* du *Paysan perverti* (1775) de Restif de la Bretonne né à Sacy dans l'Yonne, genre d'ouvrage qui lui attira une clientèle venant de toute la France.

La succession Fauchereau

Plus tard, au décès de Paul en novembre 1950, son épouse Marie-Rose, née en 1893, continue de tenir la librairie. En avril 1965, la boutique fait l'objet d'un court article dans le magazine *Elle*. Guy Selz, le journaliste en quête de trésors au centre de la France, part sur les routes. En avril 1965, le voici en Bourgogne, à Auxerre, où il découvre... « La Lunatique Mme Fauchereau » :

« Tout le monde à Auxerre m'a parlé de Mme Fauchereau. Elle tient, 1 rue des Consuls, Le Bouquiniste de l'Yonne, une boutique de librairie extraordinairement encombrée. On m'avait dit aussi : « Si vous n'êtes pas d'ici, attention... » Le matin, elle m'a chassé en faisant les gros yeux et la grosse voix. Le soir, elle a été adorable. Son désordre est bien organisé et bourré de livres (passionnants) et de belles gravures ou images. Je ne suis pas parti les mains vides. Il y a toujours quelque chose à découvrir chez elle. » (20)

Un autre article beaucoup plus long, est publié, peut-être par *L'Yonne Républicaine*, le 7 août 1970. Il retrace l'histoire de la librairie icaunaise.

En octobre 1981 la libraire décède à son tour. Le magasin, transformé en habitation, est vendu au locataire qui en fait définitivement ravaler la façade en 1997, telle que plus aucune trace de l'ancienne librairie ne subsiste, sinon le bâtiment lui-même. Quant aux fonds de livres et de gravures, il n'en reste presque plus rien. Tout a été vendu, perdu, parfois volé ou jeté. C'est avec beaucoup de peine et de patience que des gravures et des ouvrages en ma possession sont en train d'être répertoriés et réparés par l'un de mes amis relieur.

Frédéric-Gaël Theuriau

(1) Ces renseignements se trouvent dans le journal *Le Progrès*, Paris, n° 55, 1889. Se référer également à mon ouvrage *Sur les traces de « grand-père Fauchereau »*, Tours, chez l'auteur, 1997, où se trouvent des renseignements complémentaires dont les sources proviennent de documents personnels. Aucun renseignement n'existe à la Bibliothèque nationale de France, très peu aux Archives Départementales et à la Bibliothèque Municipale d'Auxerre, sinon mes quelques propos qui doivent s'y trouver.

(2) Lire mon ouvrage sur *Les Manuscrits retrouvés de Ferdinand Fauchereau*, Tours, chez l'auteur, 1997, où se trouvent les fac-similés des ses manuscrits.

(3) Lire les articles « Un Exemple de bibliothèque populaire dans l'Yonne au XIXe siècle » et « Les Fondements des structures associatives dans l'Yonne au XIXe siècle », in Revue *Gavroche*, Evreux, Floréal, nov.-déc. 2000 et mai-août 2001.

(4) Il se trouve aux Archives Départementales d'Auxerre, dans les « faits de librairie », des registres qui font état des imprimeurs et libraires exerçant dans l'Yonne. Fauchereau fut enregistré le 31 juillet 1878, soit six ans après avoir obtenu son brevet.

(5) *Le Bouquiniste de l'Yonne*, Auxerre, Perriquet, catalogue de la librairie Fauchereau, précise que la librairie fut transférée au 10 rue d'Egléný en mars 1875 jusqu'en décembre 1893. Le périodique est ensuite manquant. Il faut attendre 1920 pour trouver l'adresse du 1 rue des Consuls.

(6) La photographie prise en face du bâtiment qui date de 1920 environ et celle prise de côté qui date d'août 1934, font apparaître le nom de la librairie et de la famille propriétaire.

(7) La lettre se trouve aux archives départementales d'Auxerre dans des dossiers non cotés pour la plupart, non dépouillés, mais répertoriés dans les « faits de librairie ».

(8) La demande se trouve aux Archives Départementales dans les « faits de librairie ».

(9) Il s'agit du premier Paul Fauchereau décédé jeune.

(10) Le catalogue se trouve à la Bibliothèque Municipale d'Auxerre. Il reste les années 1875-1893, janv. 1920 (n° 1 nouvelle série), juin 1920 (n° 2 nouvelle série), février 1921 (n° 3 nouvelle série), août 1921 (n° 4 nouvelle série), juin-juillet 1932 (n° 15 nouvelle série), avril 1933 (n° 17 nouvelle série), décembre 1933 (n° 18 nouvelle série), juin 1934 (n° 19 nouvelle série), novembre 1934 (n° 20 nouvelle série), octobre 1935 (n° 1 nouvelle série), octobre 1939 (n° 8 nouvelle série), juin 1939 (n° 9 nouvelle série), 16 décembre 1941 (n° 10 nouvelle série).

(11) *Le Bouquiniste de l'Yonne* d'août 1875 précise que le livre doit être suivi de pièces justificatives, d'une table, de huit pages de suppléments aux pièces justificatives, et de huit pages (quatre feuillets) imprimés sans approbation sous le titre : *Corrections des principales fautes survenues dans ce livre qvec quelques additions importantes*.

(12) Cf. *Le Bouquiniste de l'Yonne* de juin 1939.

(13) Un exemplaire de l'ouvrage se trouve vraisemblablement entier à la B.N.F. depuis au moins soixante-quinze ans. Il retrace l'histoire d'Auxerre entre 1567 et 1568. Il fut publié à Auxerre, chez J.-B. Troche, 1723, in-8°, pièces liminaires, 288-LXIV- et 16 p. (in *Catalogue général des imprimés de la Bibliothèque Nationale*, Paris, Imprimerie Nationale, 1927, t. XCI, col. 136).

(14) En juillet ou août.

(15) Paul-Camille Dugène, *Dictionnaire biographique, généalogique et historique du département de l'Yonne*, Auxerre, Société Généalogique de l'Yonne, 1997, t. II.

(16) L'original se trouve en ma possession.

(17) D'après une gravure de *l'Annuaire de l'Yonne* de 1846, ayant fait partie du fonds de gravures de l'ancienne bouquinerie, le lion, dessiné en double sur la vignette, représentant les armes d'Auxerre.

(18) Je les ai vus dans les années 1975-1980 dans la boutique.

(19) Certains renseignements se trouvent dans une photocopie (en ma possession) d'un journal local au titre inconnu du vendredi 7 août 1970. Peut-être s'agit-il de *L'Yonne Républicaine*.

(20) *Elle*, rubrique « Il y a ces trésors au centre de la France », article « La Lunatique Mme Fauchereau », p. 169, avec photo de Rose Fauchereau.

"Les Romanais. Romans et la chaussure"

La mémoire retrouvée d'une industrie

Un livre passionnant sur l'histoire de la chaussure à Romans-sur-Isère, dans la Drôme, depuis 150 ans vient de paraître. C'est une somme considérable, avant tout travail d'équipe qui a mobilisé pendant trois ans 30 membres de l'Université populaire de Romans. Ils ont collecté archives, photos et témoignages pour restituer le plus fidèlement possible l'épopée de la chaussure à Romans et dans la commune voisine de Bourg-de-Péage.



L'introduction de la chaussure clouée a lieu à Romans vers 1850. Le démarrage est rapide puisqu'en 1860 23 fabriques regroupent 515 ouvriers. L'arrivée du chemin de fer en 1864 supporte cette croissance. Cette activité nouvelle bénéficie de la présence d'une main-d'œuvre qualifiée issue de l'activité textile en déclin. Elle constitue en fait une reconversion qui permet de maintenir sur place un travail industriel.

Ceci explique que, devenant mono-industrielle, la chaussure romanaise reste une juxtaposition de structures artisanales, l'activité s'exerçant dans le cadre de petits ateliers au nom évocateur, de « galères ». Cette structure induit un retard dans la mécanisation et une faiblesse face à la concurrence des autres centres français.

Dans les années 1890, on compte plus de 2500 ouvriers. En 1900 Romans est devenu le second centre de production français derrière Fougères.

La faible mécanisation s'explique avant tout par le fait que les industriels romanais disposent d'une main-d'œuvre abondante et hautement qualifiée. Il ne faut pas perdre de vue que le travail à domicile est alors la règle. Les ouvriers doivent alors acheter leur propre outillage. Cela maintient un certain individualisme et freine les évolutions.

Autre caractéristique de ce monde industriel en voie de structuration : l'organisation syndicale. Une première chambre syndicale est constituée par les ouvriers de la chaussure en 1872, avec une société de secours mutuels. Elle ne durera que quelques années. En 1893, se constitue la chambre syndicale des ouvriers en chaussures de Romans-Bourg-de-Péage. Cette création donne le coup d'envoi d'une série de grèves ayant pour but l'amélioration des rémunérations ouvrières. Dans un premier temps, les ouvriers obtiennent généralement satisfaction. Puis les conflits deviennent plus âpres : en 1905, un lock-out patronal d'un mois exacerbe les oppositions et on voit alors se constituer le premier syndicat « jaune ».

La première guerre mondiale est une période cruciale car, sous l'effet de l'économie de guerre, l'expansion s'accélère et la production de chaussures devient prépondérante dans les activités de l'agglomération. Les rapports entre patrons et ouvriers évoluent car ces derniers, qui ont risqué leur vie pour défendre la patrie, ne supportent pas les fortunes nouvelles des patrons qui ont profité de la guerre pour croître et s'enrichir.

Au lendemain de la guerre, la reconversion est difficile. Le chômage et les tensions sociales réapparaissent. En 1923, un grand conflit éclate et la gendarmerie à cheval intervient. La répression est sévère. Cette grève, qui dure plusieurs mois, marquera fortement et durablement les ouvriers romanais.

Sous l'effet de la crise mondiale, près de la moitié des maisons romanaises ferment entre 1932 et 1939. Appels au protectionnisme et baisse des salaires sont les réponses apportées à la situation et les tensions sociales s'exacerbent. Il y a alors 3 000 ouvriers dans la chaussure.

Après la seconde guerre mondiale, le nombre d'ateliers explose et les créations se multiplient : on compte 130 unités de toutes tailles en 1945, 195 en 1949.

Les évolutions techniques, en particulier le soudé et la vulcanisation, qui appa-

Les cuistots du Comité de grève préparent la soupe populaire. Collection Michel Victor.



raissent dans les années 1960 et 1970, ne font qu'une apparition limitée dans le bassin de Romans, où est produite la chaussure traditionnelle de luxe et de qualité .

Le changement en profondeur est lié à l'arrivée de capitaux étrangers à la fin des années 1960. Elle accélère la concentration et entraîne la disparition de nombreuses entreprises de petite taille. Fermetures d'entreprises et licenciements en sont les corollaires. On compte actuellement 120 emplois dans le cuir et 1240 dans la chaussure. La diversification industrielle est intervenue. Le commerce est devenu plus important que la production.

Le livre offre des éléments de réflexion sur l'évolution récente du paysage économique et ce qu'on appelle la mondialisation. L'« affaire Salamander » est éclairante à ce sujet. L'entreprise Arnoux, créé vers 1917, s'associe en 1952 avec le groupe allemand Salamander, qui espère par la réputation et l'ancienneté de la marque, pénétrer le marché français. Mais en 1968 la firme de taille internationale devient majoritaire dans l'entreprise familiale. Son histoire devient alors dramatique. De licenciements en restructurations, les ateliers arrêtent en 1973. Salamander ne conserve que le réseau commercial, ce qui était en fait son objectif dès le départ, et fait fabriquer au Brésil et dans d'autres pays en voie de développement. Malgré diverses tentatives, l'activité ne reprendra pas et un grand traumatisme s'installera suite à la suppression de plus de 480 emplois.



Mai 1968, la tête d'une manifestation, place Jules Nadi à Romans.

L'ouvrage se termine par un long texte, les « mémoires » de Maurice Javelot. En tant que coupeur militant à la CGT et ayant eu de nombreuses responsabilités, notamment en tant que conseiller aux prud'hommes, il livre un témoignage vivant de la vie ouvrière et de la solidarité qui existait alors dans la chaussure romanaise.

Ce remarquable travail de mémoire montre la complexité des facteurs ayant contribué à la constitution d'un bassin industriel autour d'une main d'œuvre nombreuse et qualifiée. Il est présenté comme une ouverture et non un ouvrage définitif, jetant les bases d'une histoire qui permet aux acteurs de cette histoire, dont les témoignages ont été largement utilisés, de se réapproprier leur passé. Cette démarche est souvent effectuée tardivement et dans l'urgence pour recueillir les paroles des derniers témoins. Ce livre nous prouve que si le besoin s'en fait sentir, tout un chacun, pour peu qu'il soit correctement orienté, peut effectuer ce travail. Parallèlement à l'analyse intellectuelle de l'historien, l'approche sensible des acteurs est indispensable pour restituer l'épaisseur d'une aventure humaine riche et complexe dont les traces, éphémères, s'effacent rapidement. La récente prise en compte de l'importance des archives orales permettra sûrement de multiplier les initiatives de ce genre que l'on ne peut qu'encourager.

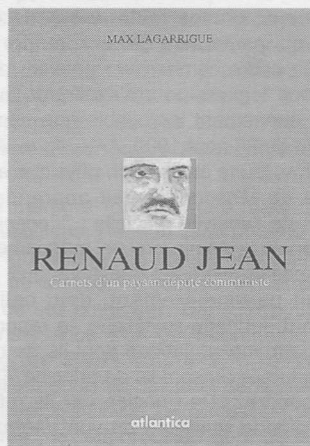
Jérôme Cucarull

Autour de 1930, cette manufacture se trouvait place Puits-du-Cheval. Collection Luauté, Mémoire de la Drôme.



(1) La base de cette réflexion s'appuie sur l'avis présenté par Mme Georgette Elgey. *« Les archives orales ». Rôle et statut,* Avis et rapports du Conseil economique et social, séance des 9 et 10 janvier 2001, Les éditions des journaux officiels, Paris, 76 pages.

Carnets d'un paysan député communiste : Renaud Jean



Précédés d'une importante introduction due à Max Lagarrigue, voici les *Carnets* d'un militant communiste qui, parvenu à la députation, n'en resta pas moins farouchement attaché à sa région d'origine : le Marmandais. En réalité, il s'agit de deux textes. Le premier est constitué des notes et du journal que Renaud Jean a tenu pendant sa détention d'octobre 1939 à juin 1941. Le second se présente plutôt comme une sorte d'essai sur la condition paysanne dans la France de l'entre-deux-guerres et les moyens de l'améliorer. À ces textes, Max Lagarrigue a ajouté en annexe toute une série de déclarations, textes, notations des années vingt à 1945 qui jalonnent le parcours de Renaud Jean.

Renaud Jean (1887-1961) avait rejoint le Parti socialiste avant la guerre de 1914-1918 mais l'avait quitté déçu par son réformisme. Mobilisé en 1914, gravement blessé dès septembre, il fut réformé. Grâce à sa rencontre avec une enseignante infirmière volontaire qu'il épousa, il put devenir professeur auxiliaire. On sait peu de choses sur cette femme dont le rôle auprès de Renaud Jean ne peut, de ce fait, être apprécié à sa juste mesure ; on suppose qu'il fut considérable. En 1916, il reprend sa carte au PS et reconstruit la fédération du Lot-et-Garonne. En novembre 1919, il est élu député. C'est donc avec cette qualité qu'en décembre 1920, délégué au Congrès de Tours, il vote l'adhésion à l'Internationale communiste en portant les voix de sa fédération à la motion Leroy-Heine.

RASSEMBLEMENT OUVRIER-PAYSAN



Alfred COSTES



R. PHILIPPOT — Renaud JEAN

30 OCTOBRE, PORT-SAINTE-MARIE



Examinons *Un pays qui se meurt*, son essai sur l'avenir agricole de la France. Par un certain côté, Renaud Jean est proche de l'ethnographie lorsqu'il décrit le mode de vie des paysans du Marmandais. On songe au livre de Daniel Halévy, ses célèbres *Visites aux paysans du Centre* (1921). La défaite de 1940 est à l'origine de ce travail de réflexion. Si Renaud Jean a tendance à chercher les raisons de la débâcle dans le déficit démographique que la France enregistrait depuis de nombreuses années sous l'angle du rapport entre "bouches utiles" et "bouches inutiles", il voit dans la disparité entre la condition paysanne et les autres (ouvrières notamment) un grave déséquilibre qui a miné la cohésion nationale. Il avance aussi l'idée d'une "décomposition morale" symbolisé par le "chacun pour soi" nuisible au dynamisme nécessaire à la survie d'une nation. C'est de ce point de vue qu'il critique le Front populaire qui s'est avéré, selon lui, incapable d'établir une alliance ouvrière et paysanne solide, source de "l'unité de la nation française".

Son grand souci, le but de son action, est la revalorisation de cette condition paysanne afin de fixer suffisamment de jeunes en milieu rural et assurer ainsi le développement agricole. Cette revalorisation qui passe par l'électrification, l'assainissement de l'habitat, la viabilisation des chemins, le remembrement des parcelles, etc., ne pourra être possible, selon lui, qu'avec la collectivisation des terres dont le paysan disposerait gratuitement ainsi que des bâtiments, du cheptel, de l'outillage… "La collectivisation de la propriété résoudrait, en faveur de tous les paysans, la question agraire. Sous le régime de la propriété, l'ensemble des paysans disposerait gratuitement de toute la terre et pour toujours, comme l'ensemble des ouvriers disposerait des usines, comme l'ensemble des travailleurs disposerait des moyens "de production et d'échange"", écrit-il (p. 400). La terre nationalisée serait exploitée par des coopératives paysanne de production. Mais Renaud Jean ne donne aucune indication concrète sur leur fonctionnement. Il n'en éprouve pas le besoin parce qu'il se réfère et idéalise le système soviétique alors même que la lecture des textes officiels soviétiques publiés en français dans *La Correspondance internationale* par exemple, aurait dû attiser sa méfiance. Il y était explicitement fait référence à la famine que l'Ukaine et le Kouban subirent en 1932-1933 (entre 7 et 10 millions de victimes) pour la nier, bien entendu, mais ce négationnisme si insistant aurait pu lui paraître suspect…

On le voit, Renaud Jean avait fort bien perçu l'absence de modernisation de la France rurale mais l'histoire a montré qu'il n'y avait aucune nécessité de recourir à la collectivisation pour que, dans l'après Seconde Guerre mondiale, les campagnes françaises soient bouleversées par l'introduction systématique de l'électricité, le développement et le goudronnage des chemins…

Cet essai permet de comprendre que le communisme de Renaud Jean est d'une nature quelque peu différente de celui de l'appareil communiste indéfectiblement lié à l'Internationale communiste et, par là, à l'État soviétique. Il conserve une dimension nationale affirmée. Mais lui, qui fit plusieurs séjours en URSS (1922, 1927, 1932) n'en était pas moins subjugué par le mythe soviétique. Mythe qui s'est nourri d'une ignorance profonde du soviétisme réel, ignorance que Renaud Jean constate lorsqu'il se plaint de "l'absence quasi-totale de documentation sur les faits soviétiques" (p. 453, en mars 1931).

Confédération générale du Travail unitaire — PARTI COMMUNISTE — Confédération générale des Paysans travailleurs

Ouvriers des Usines, Paysans Véritables, Petits fonctionnaires et Artisans !

Le Parti capitaliste agraire organise, avec le concours de **Fleurant Agricola**, dimanche matin, à 9 heures, une manifestation de **caractère nettement fasciste et anti-prolétarien**, dans le but de duper les Travailleurs des Champs et les opposer aux Travailleurs des Villes.

Les organisations ouvrières et paysannes se devaient de mettre en garde les uns et les autres et de relever le défi.

Leur point de vue sur les problèmes agricoles du moment (particulièrement du blé et du vin) en liaison avec tous les problèmes intéressant tous les travailleurs, **sera exposé par le Camarade**

Renaud JEAN

Président de la C.G.P.T.

et les représentants de la C. G. T. U. et du Parti communiste.

A la politique de division menée par les politiciens du "Bloc rural" et du "Parti capitaliste agraire" vous opposerez une belle manifestation de Bloc-Ouvrier-Paysan.

DIMANCHE 20 OCTOBRE 1929

A 9 heures du matin

Tous à la Bourse du Travail

RUE MONTESQUIEU, A AGEN

N.-B. — Camarades planteurs de tabac, prenez vos dispositions pour rentrer chez vous à temps afin de voter.

Les *Carnets* de 1939-1941, complétés par la lecture des annexes, dessinent une image fort intéressante de ce que fut le Parti communiste dans l'entre-deux-guerres et du système idéologique qui animait nombre de ses militants.

Lors de son premier voyage en URSS, en 1922, il rencontre Lénine et affronte Trotski sur la question paysanne. Il remarque déjà les signes de ce qu'on appellera plus tard le "culte de la personnalité" : "Beaucoup trop de portraits — les icônes… danger futur" (p. 418), montrant ainsi que ce culte ne date pas du pouvoir stalinien. Il note aussi chez Trotski un "désir de domination très net" (p. 422) mais ces observations ne le conduisent pas à remettre en cause son adhésion au communisme bolchevique car il considère

qu'il doit jouer un rôle au sein du mouvement communiste pour la prise en considération des intérêts des paysans tels qu'il les conçoit.

Il est sans illusion sur le PC français. "Les hommes qui consacrent réellement toutes leurs forces au Parti sans le moindre esprit intéressé sont extrêmement rares. Les ouvriers le constatent et disent : c'est toujours l'ancien Parti socialiste qui continue ; les communistes sont des politiciens et pas autre chose", déclare-t-il en novembre 1922 à Moscou. Mais de telles réticences sont absorbées par l'idéologie. Renaud Jean s'affirme simultanément un partisan de la violence révolutionnaire : "Il s'agit d'éduquer les ouvriers dans l'idée que la violence est nécessaire, est salutaire pour l'action", comme si la violence était l'unique critère distinguant réformisme et révolutionnarisme. De surcroît, on ne trouve nulle interrogation sur la nature de la violence et les conséquences de son emploi. Par cette dimension téléologique (l'adhésion au modèle bolchevique), Renaud Jean se sent attaché au bolchevisme et à l'Union soviétique.

Il n'est pas dupe des faiblesses de l'appareil français et repère parfaitement sa dépendance vis-à-vis de Moscou dès ces années-là. Il sait, par exemple, que les Jeunesses communistes sont subventionnées par l'Internationale communiste (p. 445). Mais tous ces aspects ne sont pas suffisants pour le conduire à remettre en cause son adhésion. Même les Procès de Moscou (1936, 1937, 1938), alors qu'il ne croit pas aux accusations portées contre les "vieux bolcheviks" et le fait savoir (1), ne lui font envisager un éventuel départ. C'est que Renaud Jean est tout entier pénétré de son rôle de tribun des paysans, métayers ou fermiers, et qu'il ne trouve — en dépit même des nombreux déboires qu'il subit — que le Parti communiste pour lui offrir quelques moyens d'assumer cette fonction qu'il s'est attribuée.

Son comportement lors de la crise de février 1934 est particulièrement intéressant. Favorable à l'unité d'action avec les socialistes, il se situe plutôt du côté de Jacques Doriot qui préconise un véritable Front unique pour contrecarrer l'offensive de ligues, mais il se suit pas ce dernier dans son éloignement de l'I.C. tout en critiquant sévèrement la direction du parti, absente lors des événements, incapable de prendre la moindre initiative politique claire — ce qui provoque une extrême confusion sur le terrain puisque le 6 février les militants se sont

UNE BELLE DEMONSTRATION A MIRAMONT-DE-GUYENNE

LES SACS DE BLÉ CHEZ LE PERCEPTEUR

« Nous paierons nos impôts en blé évalué au cours légal ou nous ne paierons rien ! »

C'était lundi dernier, 10 septembre, dans les rues de Miramont, le superbe défilé de charrettes et voitures transportant du blé chez le percepteur de la localité. En tête, les militants de la C. G. P. T. et sur une charrette une large planche portant cette inscription sur deux faces : « C. G. P. T. NOUS ALLONS PAYER NOS IMPOTS AVEC DU BLE ».

Durant tout le passage du cortège, la sympathie des habitants ne cessait de s'exprimer ; les paysans se trouvant au marché aux prunes suivaient. Et c'est une colonne de 300 manifestants qui s'arrêta devant la porte du percepteur.

Le bruit circulait dès le matin que 25 gendarmes se trouvaient au poste de police, mais les manifestants firent leur travail et ne virent rien venir.

Sept camarades paysans travailleurs se présentèrent dans le bureau du percepteur, assiégé jusque sur la fenêtre, et celui-ci devant la volonté évidente des paysans, promit d'appuyer d'une note personnelle, les protestations unanimes des contribuables... mais il refusa le blé qu'on lui offrait.

Tirant les conclusions qui s'imposaient, notre camarade Rambeau, au nom de la C.G.P.T., montra comment l'Etat viole lui-même ses engagements, comment il laisse déposséder les paysans pauvres au profit des mercantis du blé et termina par cet appel que tous les manifestants applaudirent.

« *Nous voulions payer avec du blé, on nous le refuse. Eh bien, nous ne paierons les impôts que quand notre blé sera vendu au cours légal, ou nous ne paierons rien.* »

Un ordre du jour fut voté à l'unanimité pour être envoyé à la préfecture un autre fut laissé au percepteur et se couvrit immédiatement de signatures protestataires. Deux abonnements furent faits à la *Voix Paysanne* et deux au *Travailleur*... — *Le Syndicat de Paysans-Travailleurs de Miramont-de-Guyenne.*

Contre les poursuites pour résistance aux saisies

Travailleurs par milliers le 20 novembre à Marmande au Palais de Justice

Le 20 *Novembre* 1934, la bourgeoisie veut une nouvelle fois tenter son offensive contre nos camarades.

R. Jean, Abadie, Farfal, Rambaud,

Ils sont accusés d'avoir troublé par « *Voies de fait, violences ou menaces.* », la liberté des enchères à *Miramont*, en octobre 1933 et à *Lévignac*, en décembre 1933

Il est *faux* que nos camarades se soient livrés à des voies de fait ou à des violences. Pas même à des menaces.

Mais par contre *il est vrai*, qu'ils n'ont cessé de dénoncer le *Scandale des saisies* de paysans, de petits commerçants, de locataires.

Ils ont avec tous les militants du Parti Communiste, de la C. G. P. T., avec tous les travailleurs, *fait reculer* la bourgeoisie dans ses tentatives de *spolier*, métayers et fermiers.

La *Bourgeoisie veut se venger*, mais le *prolétariat* ne le *permettra pas*. Par sa *masse imposante*, il affirmera le 20 *Novembre*, sa *solidarité* avec les camarades poursuivis.

Travailleurs, le régime de M. *Doumergue* et consorts ne fait qu'aggraver votre situation.

Par votre protestation vous leur signifierez que vous ne vous nourrissez ni de discours, ni de promesses, que vous ne vous tairez devant aucune répression mais que vous voulez *conquérir* malgré eux, *votre droit de vivre, en travaillant.*

retrouvés à manifester en compagnie de l'extrême droite : "... de nombreux travailleurs se sont rendus aux Champs-Élysées. Là, ils n'ont trouvé aucune direction, aucun mot d'ordre. [...] Manifester contre les fascistes qui les coudoyaient et auxquels ils étaient mêlés, c'était faire le front unique avec la police. Manifester contre la police [ce qui fut effectivement le cas, ndlr], c'était faire le front unique avec les fascistes" (Lettre au secrétariat du PC, 9 février 1934). Même s'il perçoit bien les errements de la direction du PC, Renaud Jean conserve, sur le plan des idées, tous les éléments de la vulgate politique communiste : ainsi, il considère — tout comme la direction du PC — que la CGT et le PS sont les "principaux agents de la course au fascisme". On perçoit toute la difficulté qu'il éprouve à se démarquer des analyses de l'IC et de la ligne stalinienne qui désignait les socialistes en particulier et les réformistes en général comme les adversaires à abattre en priorité. Et cependant, il dénonce aussi le fait que "notre parti est dirigé sans aucune consultation de la base" (p. 491) et la dépendance de la direction française envers Moscou puisque "chaque fois qu'un problème nouveau se pose [...] et que la direction de notre parti n'a pas, pour s'éclairer, un texte, elle ne songe qu'à gagner du temps pour attendre votre opinion" (p. 492). Cette absence de la moindre autonomie et de la moindre capacité d'initiative, Renaud Jean — rappelle — il, les avait fustigés en 1932 devant un membre du secrétariat de l'IC (Intervention à la Conférence nationale d'Ivry, juin 1934).

Toutes ces tares du Parti communiste ont été amplifiées à la veille de la déclaration de guerre. Les *Carnets* de 1939-1941 témoignent des illusions que conservait Renaud Jean à son sujet. Renaud Jean est arrêté et inculpé en raison de la lettre du 2 octobre 1939 qu'Arthur Ramette et Florimond Bonte adressent au président de la Chambre Édouard Herriot pour demander l'ouverture de négociations de paix avec Hitler. Si Renaud Jean désapprouve cette démarche, il refuse néanmoins de donner la moindre prise pour que les autorités puissent fonder leur accusation de complicité avec l'ennemi. Sa loyauté envers ses camarades paraît comme d'autant plus remarquable qu'il ressent une grande amertume envers ces dirigeants qui lui semblent être dépourvu de tous scrupules et de toute réflexion sérieuse sur la situation. Lui — une fois emprisonné — fait un grand effort d'analyse de la situation internationale et, malgré son refus d'envisager l'alliance soviéto-nazie pour ce qu'elle est, avance toute une série d'éléments qui permettent de comprendre comment un cadre communiste pouvait reconstruire une logique pour s'expliquer l'origine de cet événement incroyable que constitue le Pacte du 23 août 1939. À l'époque, Andreï Sakharov, jeune étudiant en physique à l'université de Moscou, devait apprendre les canons de l'analyse officielle : "L'enseignant qui menait le séminaire de marxisme-léninisme posait quelques questions qu'il affectionnait particulièrement, dont celle-ci : "L'accord germano-soviétique, le rapprochement germano-soviétique sont-ils de nature conjoncturelle ou sont-ils de principe ?" Il fallait répondre : "De principe car ils reflètent une profonde similitude de vue" (*Mémoires*, Le Seuil, 1990, p. 51) Renaud Jean se refuse à envisager les choses sous cet angle mais il livre quelques constatations propres à confirmer les dires du professeur de Sakharov. Ainsi, il écrit et déclare au juge qui l'auditionne : "Le sort de l'Allemagne est actuellement entre les mains de l'Union soviétique qui contrôle le ravitaillement du Reich en fer, en blé et en pétrole", tout en souhaitant malgré cela un rapprochement de la France avec l'URSS. Il justifie le pacte (pp. 95-96) et va jusqu'à prétendre que l'entrée en jeu de l'URSS par ce fameux pacte — il ignore les accords secrets qui l'accompagnent — fait du Reich hitlérien la victime de l'intervention soviétique toujours en raison du contrôle des ressources que celle-ci peut exercer. Lui, si attaché à la paix, est loin de comprendre (s'y refuse-t-il ?) que c'est justement la signature du pacte qui a permis le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Un autre communiste, le sociologue Georges Friedman soutient, à l'inverse de Renaud Jean : "Staline et son Politburo, par ce pacte, ont déclenché la guerre. Auparavant elle était possible, elle n'était pas inévitable. [...] Staline joue la guerre et sert l'hitlérisme par ce coup de théâtre..." (à la date du 7 septembre 1939, in

FRONT POPULAIRE — **APPEL** — FRONT POPULAIRE

Le magnifique succès du Front Populaire sera fêté joyeusement dans toutes les communes de France.

Cependant, l'arrondissement de Marmande, en particulier, se doit de célébrer par une manifestation imposante et grandiose par le nombre, mais simple et fraternelle la victoire **antifasciste et républicaine** du 26 avril dernier ; l'élection de Renaud JEAN sera fêtée à Marmande le **Dimanche 19 juillet** prochain.

Le Comité d'Organisation vous soumet le programme de cette journée.

A 9 heures : **CONGRÈS D'ARRONDISSEMENT** du Rassemblement Populaire

A 12 heures 30 : **Grand Banquet Démocratique**

A 16 heures : **Gd Meeting Populaire**

A ces diverses manifestations prendront la parole **4 députés** mandatés par les divers partis politiques adhérents au Front Populaire : 1 Radical Socialiste ; 1 Union Socialiste S.F.I.O. ; 1 Communiste.

I. **CONGRÈS**. Des instructions précises seront envoyées incessamment à toutes les sections locales du Rassemblement Populaire pour la désignation de leurs délégués et le lieu du Congrès.

II. **MEETING** à l'issue du Banquet. (Consulter les affiches).

III. **BANQUET POPULAIRE**. Militants politiques, Républicains, Antifascistes, Travailleurs, vous tous qui avez contribué à la défaite du fascisme, répondez **nombreux, très nombreux** à cet appel. **Il faut** que ce banquet soit une grandiose manifestation de fraternité républicaine unique dans les annales de notre arrondissement. **Il faut** que tous les comités, toutes les organisations politiques ou syndicales, toutes les communes y soient représentés. **Il faut que notre nombre témoigne de notre force.**

Il faut aussi que vous compreniez les difficultés d'une pareille organisation. Pour nous permettre d'y travailler à la satisfaction de tous, il est nécessaire que nous soyons fixés à l'avance. Il est indispensable pour l'organisation matérielle, que nous connaissions **avant le 5 Juillet** le nombre approximatif des participants au Banquet. Aussi dès aujourd'hui, envoyez votre adhésion **accompagnée du prix du Banquet (15 francs)** au Camarade **THIRET**, en utilisant le Bulletin ci-dessous.

BANQUET POPULAIRE DU 19 JUILLET 1936 A MARMANDE

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom :
Prénom :
Commune :
Canton :

Vous demande de m'inscrire pour le Banquet du Front Populaire du 19 Juillet à Marmande

Ci-joint mandat de 15 fr. montant du prix du Banquet.

Signature.

(*Adresser adhésion et fonds au Camarade Thiret au Bédat, Marmande*)

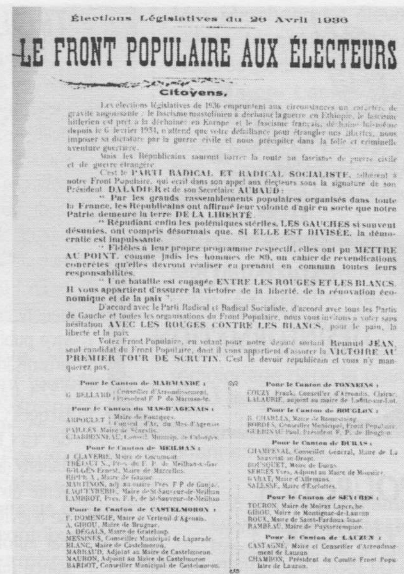
Journal de guerre 1939-1940, Gallimard, 1987). En janvier 1940, Renaud Jean note son inquiétude "au sujet de la nature réelle des relations entre le gouvernement de l'URSS et le gouvernement du Reich" (p. 116). On comprend qu'Hitler en déclenchant son attaque, le 22 juin 1941, contre l'URSS a permis à nombre de communistes chez qui le doute s'installait progressivement, de retrouver leurs assises idéologiques et, *in fine*, de rationaliser la tactique de Staline qui, de son côté, n'avait nulle intention d'interrompre sa coopération avec l'État nazi.

De manière fort originale mais quelque peu jésuitique, Renaud Jean prétend rompre avec l'Internationale communiste, fait la critique du fonctionnement du PC et de l'attitude de ses dirigeants. Dans l'hypothèse de la renaissance d'un parti communiste plus conforme à ses souhaits, il revendique l'équilibre entre discipline et démocratie, une "liberté et possibilité de discussion dans les congrès", la "suppression de tous les privilèges dans le Parti", le "nomination démocratique à tous les postes", une "rupture totale avec les méthodes oligarchiques des dernières années". Ce faisant, il dresse un bilan en négatif de ce qu'était devenu le PC.

Après sa libération en 1941, Renaud Jean ne participera pas à la Résistance en raison de son handicap hérité de 1914 et de son isolement. Bien qu'il ait affirmé en 1940 ne plus rien avoir en commun avec les dirigeants du PC, il n'en démissionnera pas, considérant qu'il devait poursuivre son œuvre de tribun des paysans. Mais il sera tenu en suspicion et demeurera en marge des centres de décision d'un PC à la puissance sans égal. Par sa croyance absolue en un progrès continu, Renaud Jean fait figure d'homme du XIX[e] siècle. Sa relation à la démocratie qui n'est pas constituée d'un simple et radical rejet en fait un communiste un peu à part mais ce "pas de côté" par rapport au bolchevisme pur et dur se noie dans sa fascination de l'Union soviétique, régime qui incarne "l'avenir du monde" selon l'expression consacrée.

Communiste "gallican", Renaud Jean n'en demeurait pas moins un croyant fervent. Son aveuglement sur les réalités soviétiques, au premier chef l'anéantissement de l'agriculture et de la paysannerie russe, montre que comme tant d'autres il fut victime de cet éclatement de la conscience qui caractérise ceux qui firent obstinément le choix de la croyance en Staline et qui, nouveaux conservateurs, se refusèrent à la remettre en cause, malgré les évidences. Sans doute, la force de son enracinement dans la société rurale du Marmandais lui permettait d'articuler son combat très prosaïque mais nécessaire en faveur des fermiers et métayers avec le rêve d'une autre société, parfaite celle-là, incarnée par l'Union soviétique…

Les analyses aussi diverses soient-elles que l'on peut faire des *Carnets* de Renaud Jean démontrent qu'il s'agit là d'un document humain passionnant. Remercions Max Lagarrigue qui dirige la revue d'histoire



Élections Législatives du 26 Avril 1936

LE FRONT POPULAIRE AUX ÉLECTEURS

Citoyens,

Les élections législatives de 1936 empruntent aux circonstances un caractère de gravité angoissante : le fascisme mussolinien a déchaîné la guerre en Éthiopie, le fascisme hitlérien est prêt à la déchaîner en Europe et le fascisme français, déchaîné lui-même depuis le 6 février 1934, n'attend que votre défaillance pour étrangler nos libertés, nous imposer sa dictature par la guerre civile et nous précipiter dans la folle et criminelle aventure guerrière.

Mais les Républicains sauront barrer la route au fascisme de guerre civile et de guerre étrangère.

C'est le **PARTI RADICAL ET RADICAL SOCIALISTE**, adhérent à notre Front Populaire, qui écrit dans son appel aux électeurs sous la signature de son Président **DALADIER** et de son Secrétaire **AUBAUD** :

" Par les grands rassemblements populaires organisés dans toute la France, les Républicains ont affirmé leur volonté d'agir en sorte que notre Patrie demeure la terre DE LA LIBERTÉ.

" Répudiant enfin les polémiques stériles, LES GAUCHES si souvent désunies, ont compris désormais que, SI ELLE EST DIVISÉE, la démocratie est impuissante.

" Fidèles à leur propre programme respectif, elles ont pu METTRE AU POINT, comme jadis les hommes de 89, un cahier de revendications concrètes qu'elles devront réaliser en prenant en commun toutes leurs responsabilités.

" Une bataille est engagée ENTRE LES ROUGES ET LES BLANCS. Il vous appartient d'assurer la victoire de la liberté, de la rénovation économique et de la paix ".

D'accord avec le Parti Radical et Radical Socialiste, d'accord avec tous les Partis de Gauche et toutes les organisations du Front Populaire, nous vous invitons à voter sans hésitation **AVEC LES ROUGES CONTRE LES BLANCS**, pour le pain, la liberté et la paix.

Votez Front Populaire, en votant pour notre député sortant **Renaud JEAN**, seul candidat du Front Populaire, dont il vous appartient d'assurer la **VICTOIRE AU PREMIER TOUR DE SCRUTIN**. C'est le devoir républicain et vous n'y manquerez pas.

Pour le Canton de MARMANDE :
G. BELLARD, Conseiller d'Arrondissement, Président F. P. de Marmande.

Pour le Canton du MAS-D'AGENAIS :
ARPOULET, Maire de Fourques, Conseil. d'Ar. du Mas-d'Agenais.
PAILLES, Maire de Sénestis.
CHARBONNEAU, Conseil. Municip. de Caloges.

Pour le Canton de MEILHAN :
J. CLAVERIE, Maire de Cocumont.
TRÉJAUT N., Prés. du F. P. de Meilhan-s-Gar.
BOUGÈS Ernest, Maire de Marcellus.
RIPPE A., Maire de Gaujac.
MARTINON, adj. au maire, Prés. F. P. de Gaujac.
LAQUEYRERIE, Maire de St-Sauveur-de-Meilhan.
LAMBROT, Prés. F. P. de St-Sauveur-de-Meilhan.

Pour le Canton de CASTELMORON :
F. DOMENGIE, Maire de Verteuil d'Agenais.
A. GIROU, Maire de Brugnac.
A. DÉGALS, Maire de Grateloup.
MESSINES, Conseiller Municipal de Laparade.
BLANC, Maire de Castelmoron.
MARRAUD, Adjoint au Maire de Castelmoron.
MAURON, Adjoint au Maire de Castelmoron.
BARDOT, Conseiller Municipal de Castelmoron.

Pour le Canton de TONNEINS :
CORZY Frank, Conseiller d'Arrondis. Clairac.
LALAURIE, adjoint au maire de Lafitte-sur-Lot.

Pour le Canton de BOUGLON :
B. CHARLES, Maire de Romestaing.
BORDES, Conseiller Municipal, Front Populaire.
GUERINAU Paul, Président F. P. de Bouglon.

Pour le Canton de DURAS :
CHAMPEVAL, Conseiller Général, Maire de La Sauvetat-du-Dropt.
BOUSQUET, Maire de Duras.
SERRES Yves, Adjoint au Maire de Moustier.
GARAT, Maire d'Allemans.
SALESSE, Maire d'Esclottes.

Pour le Canton de SEYCHES :
TOURON, Maire de Moirax Laperche.
GIROU, Maire de Montignac-de-Lauzun.
ROUX, Maire de Saint-Pardoux Isaac.
RAMBEAU, Maire de Puysserampion.

Pour le Canton de LAUZUN :
CASTAGNE, Maire et Conseiller d'Arrondissement de Lauzun.
CHAMBON, Président du Comité Front Populaire de Lauzun.

régionale *Arkhéia* de nous avoir permis de les lire.

Jean-Louis Panné

Atlantica, 2001, 531 p., 22,71 €.

(1) Dans son introduction, Max Lagarrigue relève un trait caractéristique de la mentalité policière présente chez certains communistes et non des moindres. Renaud Jean n'a pas caché son opinion sur les Procès à Marcel Cachin. Ce dernier s'empresse de la moucharder auprès du représentant permanent de l'IC à Paris Eugen Fried qui, lui-même, en informe immédiatement le comité exécutif de l'IC, c'est-à-dire les plus hautes instances de direction de l'État soviétique puisque tout ce qui concerne l'IC est communiqué au secrétariat du PC bolchevique.



SOBIBOR

Une gare perdue de l'Est de la Pologne (ou de la Biélo-Russie) au milieu des forêts.

250 000 juifs y sont passés… avant d'y être brûlés. L'un d'eux a réussi à échapper et raconte son histoire.

Claude Lanzman l'a filmé. Sobibor 14 octobre 1943 16 heures, ainsi s'intitule ce film.

Yehuda Lerner a été arrêté comme beaucoup de juifs polonais, et envoyé dans un camp. Il décrit les conditions : presque rien à manger et soumis au travail forcé. Mais il tient à la vie et s'échappe au cours du travail. Il marche… et est repris par des Allemands. Ceux-ci ne le ramènent pas au camp, où il serait pendu, mais l'emmènent à un autre camp. D'où il va encore s'échapper. Ainsi il a connu huit camps ! Finalement il est envoyé dans la ghetto de Minsk, où les conditions de vie sont un peu meilleures, et où il reprend des forces. Le ghetto est supprimé et les Allemands demandent des volontaires pour le travail. Il se présente et fait partie des soixante choisis. Avec lui des Juifs et des Juifs russes de l'Armée rouge, faits prisonniers qui eux savent manier des armes. Il a un autre avantage : il comprend le polonais (les autres ne comprennent que le yiddish), et un peu le russe. On les embarque tous dans un train et au cours du voyage de plusieurs jours un cheminot les avertit que tous les voyageurs arrivés à destination seront brûlés. Personne ne croit à une telle horreur, donc personne ne songe à s'échapper. Sobibor : des baraques au milieu de la forêt. Des tailleurs, des bijoutiers, des orfèvres, des cordonniers : chacun doit renforcer le potentiel, économique de l'Etat nazi, avant d'être supprimé. Lui est affecté à la menuiserie et dispose donc d'une hache. Un officier soviétique Petchersky, décide de risquer le tout pour le tout et d'organiser une révolte. Récit des préparatifs. Le SS vient ponctuellement à 16 heures, n'imaginant pas que des Juifs puissent se révolter. La hache s'abat sur son crâne et l'étend raide mort. Cinq minutes plus tard second SS : abattu aussi. Les onze SS subissent le même sort. Pour garder le camp, il n'y a que 16 Allemands, sans doute des SS, et quelques centaines d'Ukrainiens. Désormais les Juifs ont des armes et s'en servent contre les Ukrainiens qui gardent l'extérieur du camp. Lerner gagne la forêt et tombe de fatigue. Par la suite il rejoint les maquis. Comment ? Cela n'est pas dit.

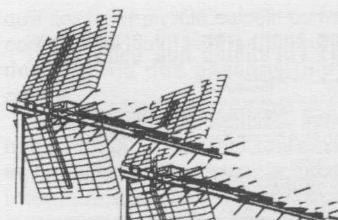
Le film avait débuté sur l'hommage des SS à leurs soldats tués : justice est faite, quelques bourreaux ont payé les 250 000 meurtres.

Lerner, un beau visage, un homme qui n'avait jamais tué, et que les circonstances amènent à cette solution, récit plein de suspense, qui reflète la réalité historique. Une révolte dans l'un des camps d'extermination nazi, et en plus victorieuse. Au-delà des massacres (l'Etat-Major nazi a tenu le compte des arrivées du bétail humain parfois à une unité près, au final les dates et les chiffres sont donnés).

Le film ne nous laisse pas dans le désespoir.

Je rappelle que Sobibor n'est qu'un petit camp, et qu'à Auschwitz les victimes se sont comptées par millions, et que les Nazis ont massacré hors des camps, dans les villes et villages des milliers de personnes, et que des réservistes de la police y ont collaboré. (lire *Des hommes ordinaires*, témoignages recueillis par l'historien américain Christopher Browning, éditions 10/18). Je m'aperçois que ce livre a été traduit par Elie Barnavi, ambassadeur d'Israël en France. Cela n'excuse évidemment pas le comportement de l'armée et de la police israélienne vis-à-vis des Palestiniens.

André Simon



CHRONIQUE
DE LA
DÉSINFORMATION

Jean-Jacques Ledos

POURQUOI L'HISTOIRE ?

On peut lire l'Histoire par goût du passé, pour compenser les insatisfactions du présent, c'est une attitude peu constructive.

On peut aussi chercher, dans le passé la mémoire des civilisations et des cultures qu'elles ont engendré, les utopies. De Platon à certains auteurs de science-fiction, le plus contemporains, elles dressaient le cahiers des charges d'une société plus conviviale.

En marge de la littérature les cahiers de doléances des "Sectionnaires de l'An II", dans la France révolutionnaire de 1974 ont établi des objectifs que le mouvement ouvrier, cent ans plus tard, a entrepris de réaliser: instruction publique pour tous, assistance aux chômeurs, aux malades et aux vieux travailleurs *.

La politique dite néo-libérale s'efforce d'abolir - dans une regrettable indifférence - les conquêtes atteintes au cours du XX[e] siècle mais inachevées. ❑

* Relire à ce sujet: "Bourgeois et bras nus 1793-4795" par Daniel Guérin et "Mouvement populaire et gouvernement révolutionnaire en l'An II 1793-1794" par Albert Soboul.

L'AVEU

En marge d'une déclaration fracassante, en décembre dernier, sur l'"exception culturelle" dont l'abandon pourrait tuer les productions cinématographiques nationales, M. Messier définissait le rôle de la multinationale qu'il contrôle: "créateur et distributeur de tout ce qui façonne la culture au sens le plus large..."

"Façonne"? Oh! le vilain mot, habituellement réfuté par toute les grandes voix du libéralisme, hostiles à toute mise en condition par l'État et seulement soucieuses de se réserver le contrôle les médias.

Le modèle selon lequel il convient de "façonner" n'est pas précisé. On peut toutefois deviner que, lorsqu'il parle de culture, M. Messier pense surtout aux produits audiovisuels normalisés, distribués dans un marché mondialisé où la liberté du créateur n'a plus sa place et où la demande minoritaire est ignorée.

Ici encore, l'impérialisme libéral apparaît encore comme un protectionnisme au profit du plus fort. ❑

TROU DE MÉMOIRE

Dans une réaction outragée à la "sortie" de J.-M. Messier sur "la fin de l'exception culturelle", Jack Lang rappelle* les engagements du gouvernement socialiste d'il y a vingt ans: "face à la politique de désengagement menée par la droite, nous voulions marquer une rupture et donner un nouvel élan au service public de la culture."

En 1984, la création de "Canal Plus", bénéficiaire d'une "concession de service public", poursuivait le processus de privatisation de la télévision engagé en 1974 par MM. Giscard d'Estaing et Jacques Chirac. La suite, c'est la création de "La Cinq", par cet ami des socialistes italiens (à l'époque) Silvio Berlusconi, la vente de l'"historique" première chaîne de télévision, un bien public développé par autofinancement, grâce à la redevance puis la soumission à la concurrence établie sur la médiocrité des programmes.

On ne se souvient pas que M. Lang se soit opposé à cette évolution autrement que par les moulinets d'un sabre de bois.

La réelle ambition du service public de la radiotélévision, depuis la Libération, et même avant, était de mettre la culture dans les foyers, sans souci de profit. Aujourd'hui, la doctrine libérale ne se soucie que du bien-être des actionnaires. Merci, M. Lang... ou M. Messier. C'est selon. ❑

* "Le Monde", 29 décembre 2001.

CLAUDE SANTELLI

Il s'en est allé au moment où, jadis, il mettait la dernière main aux programmes de fête de la fin de l'année. Sa carrière de producteur et de réalisateur, il l'avait voué à la culture que la télévision rendait accessible à tous.

Il avait produit en 1957-1958 "Le tour de la France de deux enfants", une œuvre écrite au lendemain de la guerre de 1870, qui devait compléter, en distrayant, la formation civique délivrée par l'école laïque. Une super-production pour l'époque!

"Livre, mon ami", c'était une émission littéraire pour les jeunes dont il avait encore le souci dans la série "Le théâtre de la jeunesse" qui adaptait pour le petit écran, avec éclectisme, "Un bon petit diable" de la comtesse de Ségur, "Oliver Twist" de Dickens, "Gavroche" d'après "Les misérables" et bien d'autres encore.

Pour les plus grands, "La nuit écoute" et pour tous, ces fameuses émissions de fin d'année auxquelles s'attelaient dès l'été les réalisateurs et les acteurs.

Il est mort, presque en scène, à quelques jours d'une programmation de fin d'année où les chaînes semblent avoir recherché la compétition dans la médiocrité. ❑

ACTUALITÉ DU PASSÉ

Lee de Forest est le savant américain qui a mis au point la première lampe de radio, la triode.

Il écrivait en 1932: "...Être connu sous le nom de "père de la radiodiffusion" était hier un honneur dont j'étais fier. Aujourd'hui je suis dégoûté de ce titre... Quand nous voyons la vulgarité, la stupidité de la pacotille dont les firmes et les stations d'émissions emplissent l'éther, je crois bien qu'on peut me ranger parmi les ennemis publics de l'Amérique.

[...]

Quand j'ai expérimenté pour la première fois la radiodiffusion, j'ai vu là un grand instrument d'éducation, de culture et de distraction pour nous tous. C'était pour moi l'invention la plus utile depuis la découverte de l'imprimerie. Elle devait aider aux progrès de la civilisation. Or voyez, maintenant! La radio a été abaissée à l'usage commercial le plus bas, et les familles sont menacées de la pire infection de vulgarité et d'abêtissement.

[...]

J'aiderai de toutes mes forces n'importe quel groupe de personnes qui, pensant comme moi, voudront débarrasser l'éther de la publicité commerciale directe, que je considère comme *un fléau national*." (Cité par "Le Petit Radio"). ❑

INCOMMUNICATION

Plus on nous parle de "communication" et moins il est possible de communiquer.

Le téléphone, par exemple, qui rompait naguère la solitude, se verrouille grâce aux "boîtes vocales" qui interdisent l'accès et permettent de répondre sélectivement.

Dans le mot "communiquer", on trouve la racine latine "cum": avec. Communiquer, c'était entrer en contact avec un ou plusieurs, dans une interactivité qui n'est plus qu'un slogan, frelaté comme tous les messages publicitaires.

La communication institutionnelle est devenue unilatérale et exclusive. Celui qui dispose et contrôle une source d'information impose son message à ses correspondants, excluant le dialogue, le débat, la discussion.

A présent, il s'agit moins de communiquer que de manipuler.

Le pire peut être évité. Internet encourage une nouvelle forme - capillaire - de communication. Les contestataires du nouvel ordre mondial l'utilisent déjà. ❑

BOURDIEU

Au lendemain de la mort de Pierre Bourdieu, ARTE a diffusé un entretien qu'elle avait organisé avec le romancier allemand Günter Grass, en 1999.

Dans un cadre qui évoquait la demeure de Gœthe à Weimar, les deux intellectuels se sont entretenus pendant une heure. Une vraie conversation courtoise qui ne masquait pas la discussion, Pas un des "talk-shows" dans lesquels les producteurs et les animateurs simulent l'interactivité sans jamais permettre aux invités d'aller au bout de leur propos; C'est bien fait, ils n'ont qu'à pas y aller.

Ce mépris pour les invités et les sujets, c'est précisément ce que dénonçaient Pierre Bourdieu et Günter Grass dans les programmes de télévision, en général. L'animation de faux-débats qui occupent à peu de frais des heures d'antenne est confiée à des... modérateurs. Quel aveu!

Pierre Bourdieu a milité pour la diffusion, élargie grâce aux médias, vers le plus grand nombre, d'une parole sortie du cadre étroit des intellectuels. ❑

PRIVATISER FRANCE 2?

M. Sarkozy recommande la privatisation de France 2 au prétexte que les chaînes de service public se concurrencent à la recherche d'un même auditoire. C'est précisément ce que font toutes les chaînes généralistes commerciales au nom de la concurrence.

France Télévision est le seul organisme qui diffuse, sans péage, des chaînes différentes: Arte et France 5, grâce auxquelles la télévision de qualité a encore un sens.

La vérité est que les libéraux ne supportent pas qu'un réseau de grande audience échappe au pouvoir de l'argent. ❑

HYPOCRITES

Un colloque a réuni récemment à France Télévision des responsables de programmes, des producteurs, réalisateurs et journalistes sur le thème de la violence sur le petit écran.

Les journalistes, salariés donc soumis à la ligne éditoriale de leur société, protestent de leur souci de donner à voir les événements, sans complaisance ni recherche du "scoop", Ils ne sont pas créateurs des faits.

Les producteurs et réalisateurs défendent leur bonne foi: il reconstituent la réalité telle que la montrent les journalistes, en y ajoutant quelques scènes de sexe pour attirer le chaland-téléspectateur.

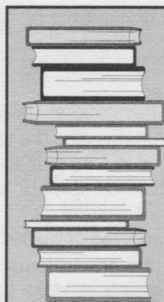
De cette hypocrisie, on trouve facilement la cause: la recherche concurrentielle de l'audience sur les prétendus goûts du public qu'imposent les publicitaires. ❑

LIBERTÉ DE L'INFORMATION

Après l'acquisition de 30 % du capital de la Socpresse (ancien groupe Hersant), Serge Dassault rejoint le peloton des "maîtres" de l'information qui contrôlent déjà l'essentiel des médias français sur tous supports: M. Bouygues, J.-M. Messier, J.-L. Lagardère dont on devine qu'ils défendent le même modèle de société, Davos plutôt que Porto Alegre.

Quand l'un ou plusieurs de ces groupes se trouveront en difficulté, devront-ils se vendre à un autre empire, celui de l'allemand Bertelsmann, de l'australien Murdoch?

Faut-il croire les démagogues de campagne qui répètent à l'envi que les Français sont intelligents, ils savent choisir? Oui, mais quoi? ❑



Le temps des LIVRES



L'ECOLE EN ALGERIE : 1830-1962
De la Régence aux Centres sociaux éducatifs

sous le patronage de l'association Les Amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs compagnons

Le 29 août 2001, dans son discours d'ouverture de l'université d'été, *"Apprendre et enseigner la guerre d'Algérie et le Maghreb contemporain"*, le ministre de l'Education nationale Jack Lang déclarait : *"Je voudrais enfin vous dire que, réfléchissant à cette nécessaire réappropriation de notre histoire commune, je n'ai pu détacher ma pensée d'un événement tragique qui a particulièrement affecté, en mars 1962, l'ensemble du corps enseignant de France et d'Algérie : ce fut l'assassinat par un commando de l'OAS, de six inspecteurs des Centres sociaux éducatifs. Parmi eux, se trouvaient deux figures emblématiques : Mouloud Feraoun et Max Marchand. Le premier, humble instituteur de Kabylie, demeure l'un des plus grands écrivains algériens. Le second fut, justement, ce visionnaire qui introduisit dans les années 50, et pour la première fois dans les écoles de l'Algérie coloniale, des manuels d'histoire racontant, parallèlement, l'histoire de la France – qui avait toujours été enseignée – et l'histoire de l'Algérie – qui avait toujours été occultée malgré les efforts de beaucoup d'instituteurs. Pour honorer ces hommes de progrès et de fraternité, j'ai décidé de donner à l'une des salles de mon ministère, le nom de salle Mouloud Feraoun-Max Marchand"*.

Le 12 décembre 2001, la salle Marchand-Feraoun était inaugurée au ministère et une plaque mentionnant les noms des six victimes et relatant le forfait, dévoilée par le ministre de l'Education nationale Jack Lang, le ministre délégué à l'Enseignement professionnel Jean-Luc Mélenchon et le président des amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs compagnons, en présence de nombreuses personnalités françaises et algériennes.

En effet, le 15 mars 1962, le chef du service des Centres sociaux éducatifs d'Algérie, l'inspecteur d'Académie Max Marchand, son adjoint, l'écrivain Mouloud Feraoun ainsi que quatre inspecteurs de ces Centres ; Marcel Basset, Robert Eymard, Ali Hammoutène, Salah Ould Aoudia, étaient assassinés lors d'une réunion de travail à Alger, par un commando Delta de l'OAS.

Lors de leurs obsèques, le ministre de l'Education nationale Lucien Paye déclarait qu'ils étaient tombés au *"Champ d'Honneur de leur travail"*. C'est pour montrer l'œuvre de l'Ecole française en Algérie, à laquelle ils avaient largement contribué, que quatre membres de l'association témoignent dans ce livre, préfacé par Nourredine Saadi, maître de conférence et écrivain.

– Jacques Simon, né à Tiaret, ancien enseignant en Algérie, fondateur du CREAC (Centre de Recherche et d'Etude sur l'Algérie Contemporaine) et de la revue Cirta, étudie la période 1830-1880, il montre qu'il existait du temps de la Régence, un enseignement musulman de qualité.

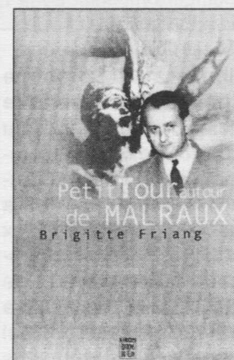
– Louis Rigaud, né a Mostaganem, fut également enseignant en Algérie il traite de 1880, avec les lois Jules Ferry, jusqu'à 1962.

– Serge Jouin, directeur honoraire de l'Ecole Normale d'Evreux où Max Marchand fut élève, relate la création des Centres Sociaux.

– Marcel Lesne, prédécesseur de Max Marchand à la direction de ces Centres, révèle les difficultés rencontrées de 1959 à 1961.

– Alain Seksig, Inspecteur de l'Education nationale, Conseiller technique au cabinet du ministre, apporte son témoignage dans la postface, en souvenir de son père, lui aussi enseignant en Algérie.

Editions Publisud. Michel Lambart. Vice-Président. BP 90. 91703 Sainte-Geneviève-des-Bois Cedex. 19,80 €.



PETIT TOUR AUTOUR DE MALRAUX
par Brigitte Friang

Le 3 novembre 2001 était le centième anniversaire de la naissance d'André Malraux. Brigitte Friang l'a fréquenté pendant 28 ans : elle fut son attachée de presse en 1947, au moment du RPF, et en 1958 lorsque Malraux devient ministre des Affaires culturelles. Le livre qu'elle vient de publier raconte un Malraux de tous les jours, sans complaisance, et rectifie quelques données sur l'écrivain, précise sa façon de travailler. Mais d'abord je voudrais parler de Brigitte Friang, même si, discrète, elle se met peu en scène, et s'il faut chercher quelques notations éparses sur sa propre vie : résistante à 19 ans, elle émettait dans la région Normandie-Anjou. Elle est arrêtée par la Gestapo le 21 mars 1944, battue et déportée à Ravensbrück. Elle survit. Et en 1945

VICTOR HUGO
Tome I Avant l'exil
1802-1851
par Jean-Marc Hovasse

Quelle superbe biographie pour le bicentenaire de la naissance de Victor Hugo ! Ce premier tome est un bonheur d'écritures, de passions, d'intelligence. Ce millier de pages se dévore car les brefs chapitres possèdent la saveur trois étoiles des plats mitonnés avec amour.

Une opération marketing d'un ancien porte-parole du gouvernement Mauroy a lancé sur le marché deux volumes insistant sur les relations explosives entre les parents de l'auteur des Misérables (n'oubliez pas de relire ce formidable roman qui vaut les œuvres complètes de Philippe Sollers et des trente derniers prix octroyés chaque automne par des jurés incertains ou médiocres) et sur la frénésie sexuelle de l'amant de Juliette Drouet. Une sorte de bête en rut permanent. Max Gallo n'a pas le temps de nuancer. Il produit à la chaîne, victime consentante du capitalisme éditorial.

Né à Paris en 1970, ancien élève de l'Ecole normale supérieur de Fontenay-Saint-Cloud, agrégé et docteur es-lettres, membre éminent du CNRS, Jean-Marc Hovasse suit, pas à pas, ce fils d'un général d'Empire et d'une mère vendéenne. Des premiers vers à l'affirmation d'un talent original, de l'exaltation de la royauté – il assiste au couronnement de Charles X à Reims – à la découverte des caves de Lille où croupit un sous-prolétariat en état de survie, de la bataille d'Hernani à l'ébauche des Misères (les futures Misérables) Victor Hugo progresse.

Chef de file du romantisme, il compte admirateurs et adversaires car il dérange, finalement, ce Pair de France. N'est-il pas un adversaire déterminé de la peine de mort qui est, nul ne l'ignore, la garantie des honnêtes gens ? Pourquoi vote-t-il, désormais, avec les mauvais esprits ?

Jean-Marc Hovasse éclaire, souligne, rappelle. Il ne se prend pas pour Victor Hugo même s'il a lu, disséqué, recoupé, vérifié tout ce qu'il a rédigé. Il connaît la masse d'ouvrages et d'articles accumulés sur le géant.

Dans une superbe interview publiée dans le n° 405 du Magazine Littéraire (très bon dossier sur *"Victor Hugo deux siècles de légende"*) Jean-Marc H. indique : *"Je n'imagine pas d'écrire la biographie d'un écrivain sans rendre compte de ses textes, de son travail"*.

Pari tenu. Réussite absolue.

Pierre Ysmal

Fayard, 366 p., 44,50 €.

Histoire et histoires en BD



Le Che en BD

Mythe parmi les mythes, exemple parmi les exemples, le Che (rien à voir avec l'ancien ministre de l'Intérieur ennemi des "sauvageons") a exercé une extraordinaire attirance pour des générations de militants.

Sur le seuil du III[e] millénaire ses exploits commencent à s'estomper.

Les éditions Fréon (installées à Bruxelles) viennent de rééditer un chef-d'œuvre de la BD politique (elle existe même si beaucoup de "spécialistes" refusent de l'admettre et d'en parler) : Che d'Alberto Breccia, Enrique Breccia, Hector Oesterheld.

En noir et blanc, ce livre a la force, le trait, l'ampleur d'un film de Serguei Mikhailovitch Eisenstein.

Alberto Breccia (Montevideo 15 avril 1919, Buenos-Aires, 10 novembre 1993) est ainsi évoqué par Patrick Gaumer dans son Dictionnaire mondial de la Bande Dessinée : "Par son engagement politique, par sa démarche novatrice et unique, A. B. peut être considéré sans hésitation comme l'un des plus grands créateurs de notre époque".

Ici, nous accompagnons le Che tout au long d'une existence vouée à la révolution. Ses relations, complexes, avec Fidel Castro sont analysées sans parti pris.

Le Che porte ses idées avec la même passion qu'Ignace de Loyola. Une différence : l'un a des admirateurs mais peu de vrais disciples, l'autre sème et récolte même si, dans la dernière période, le nombre des Jésuites connaît une opportune décrue.

Che connaît, dès sa parution (1968) en Argentine un considérable succès. La dictature militaire saisit le brûlot.

Inadmissible pour des généraux amis de la torture et nostalgiques d'Hitler et du nazisme de tolérer cette exaltation de la liberté.

Le livre disparaît.

Il renaît, aujourd'hui, en français.

Il s'impose.

Pierre Ysmal

Che par Alberto Breccia, Enrique Breccia, Hector Oesterheld, éditions Freon, 80 p., 14 €.

Dictionnaire mondial de la Bande Dessinée, par Patrick Gaumer, Larousse, 880 p. Cet ouvrage indispensable figure, naturellement, dans votre bibliothèque avec vos dicos usuels.

figure à la Sorbonne comme représentante des étudiants français au côté d'Alexander Flemming qui vient de découvrir la pénicilline. Par la suite elle travaillera aux côtés de Malraux, et rencontrera le général de Gaulle (elle l'engueulera même, ne sachant qui est au téléphone. Les partis qui se prétendent communistes prennent le pouvoir dans toute l'Europe de l'Est, d'où la peur d'une prise de pouvoir en France, et la création du RPF, où elle milite. Après la disparition du RPF, elle devient journaliste et couvre la guerre d'Indochine de 1951 à Dien-Bien-Phu en 1954, *"dans la jungle et les forêts, pataugeant dans l'eau des rizières"*, l'opération de Suez en 1956, la guerre des Six-Jours au Sinaï en 1967, l'offensive du Têt sur Saïgon en 1968, et la prise de la ville en 1975 par les Vietnamiens. Elle est alors grand reporter à l'ORTF (Télévision), mais le 17 mai 1968, elle se lance dans la grève avec toute la rédaction, pour la liberté de l'information. Rupture d'amitiés avec des responsables du gouvernement et expulsion de la télévision.

Un regard sur toute une période historique vue par une jeune femme résistante et gaulliste, mais qui a son franc parler, et sa lucidité, et qui a rencontré beaucoup de gens et a assisté à leurs évolutions. *"Fondé sur mon expérience indochinoise, mon sentiment était que l'indépendance était inéluctable"* (p. 142) écrit-elle à propose de l'Algérie. Pour elle le gaullisme c'est *"des intérêts profonds de la France, donc avant tout moraux, tel celui de la défense des libertés essentielles de l'homme, c'est-à-dire de sa dignité"* (p. 155). Elle manifeste un profond respect pour André Malraux, sans cacher les faiblesses de celui-ci. Même comportement à l'égard du général de Gaulle. Le livre finit d'ailleurs sur la mort de ce dernier et sur André Malraux dont elle écrit en conclusion : *"Il était impossible de se déprendre de lui"*.

André Simon

Editions du Félin - 124,95 F - 19,05 €.

GASTON COUTÉ UN GAS DE LA BELLE ÉPOQUE QU'A MAL TOURNÉ

par Maria José Palma Borrego

Après avoir écouté et lu les œuvres de Couté (1), une étudiante espagnole a écrit cette brève mais importante étude sur le poète beauceron de sensibilité libertaire.

Intéressant, qu'à la fin du XX[e], une étrangère ne soit pas plus rebutée par le *"parler beauceron"* que ne l'étaient, à la soi-disant "Belle Epoque", les travailleurs de Belleville, Saint-Quentin ou Bruxelles. Ce qui confirme l'universalité des thèmes et leur actualité un siècle plus tard. Ce qui prouve également que le sens est plus important que le vocabulaire, Couté choisissant dans la langue le véhicule le plus pertinent (français normé, patois ou plus rarement argot parisien) selon le sujet abordé et le public destinataire.

L'essentiel est écrit dans cet ouvrage alerte : la tendresse et l'ironie de l'homme sont restituées, la rigueur du langage bien analysée, l'engagement du poète-militant bien évoqué, et l'œuvre bien située dans le contexte social et politique. M.-J. Palma Borrego a aussi raison de souligner l'importance et la qualité des chansons d'actualité données par Couté à *La Barricade* de Victor Méric et à *La Guerre Sociale* de Gustave Hervé (2), œuvres hebdomadaires de circonstance (3) bien souvent méprisées – faute d'avoir été lues – par certains.

Un cliché échappe à Palma Borrego : [A l'époque] *les bourgeois aiment se faire insulter par un Bruant ou un Couté*... C'est faux, Couté se gardait bien d'insulter. C'est par là qu'il était plus dangereux que le patron du Mirliton où les bourgeois venaient s'encanailler, s'émoustillant de côtoyer les "filles et leurs protecteurs" (4). *Sa verve géniale s'exerçait sur les ridicules, les travers et les vices de ses contemporains* écrit Desprès (4). De même qu'il était plus ironique que son ami Jehan Rictus (5). *"Les vérités qui sortaient de la bouche de Couté étaient plus propres à les faire trembler qu'à les distraire"* écrit Desprès (6) qui fut l'ami de Couté, peu après son arrivée à Paris. Ils collaborèrent tous les deux en 1899 au *Libertaire*. C'est Desprès, qui en 1910, amena Couté à *La Guerre Sociale*.

Heureusement l'auteur évite de reprendre des anecdotes non vérifiées, mais elle n'échappe pas au cliché légendaire en désignant le beau-frère de Couté comme modèle de Mossieu Imbu (7). Ce qui est faux. Imbu était le surnom local du notaire et maire de Meung au temps de la jeunesse du poète. C'est d'ailleurs ce qui contribua à ce que Couté, tant prisé à Paris, soit interdit de parole à Meung-sur-Loire, car les

Courrier des lecteurs

Vous ouvrez, avec l'article de MM. Bergougniou et David, un article-débat avec l'ACHAC (articles du Monde Diplomatique sur les zoos humains).

Les zoos humains ont existé (et bien pire dans certaines foires où on montrait des "anthropophages") et les villages noirs décrits dans votre article ont existé aussi. Et alors ?

L'affrontement entre colonialistes et anti-colonialistes existait alors et existe encore. Le fond du problème c'est de pouvoir si c'était une bonne idée de soumettre d'autres nations. Chacun son camp !

Les photos présentées n'apportent rien de décisif en un sens ou en l'autre, sauf celle qui présente un groupe en prière. Imagine-t-on (à l'époque ou maintenant) un curé entouré de villageois en train de poser devant un photographe étranger, mimant une attitude d'adoration ?

Que le débat continue.

Cordialement

Jacques Joubert

modèles de ses personnages et les trames de ses récits étaient puisés dans la réalité magdunoise. Les spectateurs-auditeurs de Couté et de ses interprètes (qui furent aussi nombreux à son époque qu'aujourd'hui) bien que ne connaissant rien du bourg beauceron, se régalaient de ses récits parce qu'ils traitaient plus généralement des mœurs de leur époque : Couté parlant du "particulier" atteint par là à l'universel. Ses portraits sont sans complaisance. Couté n'écrit pas d'un pays d'autrefois, comme beaucoup d'écrivains bucoliques du terroir, attachés à la tradition, à la "pastorale", au régionalisme de bon ton, au retour ou au rester à la terre. Il écrit du pays de la réalité, qu'il peint tel qu'il le voit. Les hommes, les mentalités, la société... n'ayant, fondamentalement, guère changé, son succès est assuré, et pour longtemps encore.

Pierre Mac Orlan résume bien l'aspect engagé et didactique – auquel Couté tenait – de l'œuvre du poète : *Je retiens le nom de Gaston Couté chez qui la création dépassait de beaucoup le but de divertir un public quotidien.* (8) Cette phrase exprime bien, également, l'esprit de l'ouvrage M. J. Palma Borrego.

Puisque dans la même rubrique on évoque le peintre dessinateur Jules Grandjouan, rappelons qu'il illustra des œuvres de Couté (9).

(1) Beaugency 1880-1911 Paris. Il vécut à Meung et à Saint-Ay à partir de 1882, puis à Montmartre à partir d'oct. 1898.

(2) Ces deux hebdomadaires étaient alors "hervéistes", c'est-à-dire socialistes-révolutionnaires.

(3) Celles que Serge Utgé-Royo appelle : "chansons d'interpellation et de contestation sociale et politique".

(4) *L'Humanité*, 6.01.1924. *"Bruant pouvait invectiver les bourgeois : Loin de s'en offusquer, ils accouraient en foule chez le truculent chansonnier dont l'œuvre n'était point destructrice de leurs privilèges"* écrit Fernand Desprès.

(5) *Gaston Couté dit actuellement ses vers aux Quat'-z-Arts, où il a remplacé Jehan Rictus. Il y a entre ces deux poètes de grandes affinités : ils sont mus par les mêmes sentiments de douce pitié ; et l'horreur des iniquités sociales est chez eux également développée. Mais tandis que Rictus gémit, Couté est tout près de crier : la révolte chez celui-ci bout davantage. Cela tient sans doute à ce qu'il est plus jeune, plus neuf et, conséquemment, non encore désillusionné. J'ajouterai que le patois de l'un me semble plus exact que l'argot de l'autre, qui sent trop le travail, qui est trop de la "littérature".* Ecrit Léon de Berey en 1901, dans *Montmartre et ses chansons*, éd. H. Daragnon, 1902.

(6) Il faut lire le long article : *Le Merle du peuple, Gaston Couté,* écrit par Desprès pour *La Vie Ouvrière n° 45* du 5 août 1911, article repris ensuite en trois livraisons dans *Les Hommes du Jour* en août et sept. 1911, puis dans le volume 5 des *Œuvres complètes* de Gaston Couté, éd. Le Vent du Ch'min, récemment réédité.

(7) Le beau-frère ne fut élu maire de Meung qu'en 1912, après le décès de Couté. Il se mit alors, sans doute, à ressembler à l'édile disparu.

(8) Mac Orlan : Utrillo, éditions du Chêne, coll. "Les Maîtres de la peinture" 1952.

(9) Dans *Les Chansonniers de Montmartre n° 7*, spécial Gaston Couté, juillet 1906 et *l'Almanach de La Guerre Sociale* pour 1910.

Lucien Seroux

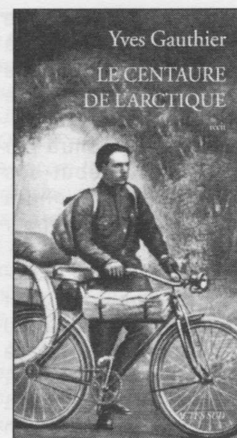
Editions CNT-RP - Le Vent du Ch'min, 2001. 108 pages.

LE CENTAURE DE L'ARTIQUE

par Yves Gauthier

A l'heure où les aventuriers ne savent plus comment se distinguer dans l'extrême, du fait que tout ou presque a été tenté avec plus ou moins de succès, il était judicieux de nous faire découvrir Gleb Travine.

En 1927, cet ouvrier électricien, mais aussi géographe et sportif, entreprend de faire le tour de l'Union Soviétique sur un vélo américain, à défaut de faire le tour du monde qui lui est refusé par les autorités du pays. Pourtant, Travine n'a que des mobiles nobles. Ce sera sans assistance, sans sponsor comme on dit aujourd'hui, qu'il réalisera en quatre ans son tour de force. Un vélo à développement unique, équipé de jantes en chêne pour les 40 000 premiers kilomètres, pesant dans les 80 kg une fois bâté de ses sacoches et équipements divers. La première fois que sa pédale gauche s'est brisée par une température de – 50 °C, il en avait une de rechange. La deuxième fois, ce sont des forgerons-orfèvres du cap Bolvanski qui lui ont réparé avec succès. Un peu plus tard, c'est son guidon qui cassera lors d'une chute. Là encore, ce sera un forgeron génial qui d'un vieux canon de fusil fera un guidon méconnaissable. Bon bricoleur, Travine a essayé de transformer son vélo en vélo-skis, ce fut un échec. Ce n'est que contraint par la géographie qu'il s'est parfois résigné à charger son vélo sur un bateau ou un traîneau. Profondément



honnête, il n'a jamais triché, il a même souvent rallongé son itinéraire pour satisfaire à quelque fantaisie. Son carnet de route retrouvé par l'auteur, est éloquent. Il est constellé de tampons tous plus pittoresques les uns que les autres. Malheureusement, pendant la terreur stalinienne, les sœurs de Gleb Travine ont brûlé ses cahiers de route !

Grand connaisseur de l'URSS et du monde arctique, Yves Gauthier insère de temps en temps dans son texte, des informations contemporaines qui permettent de relativiser, d'apprécier les événements relatés, dans leur contexte. Gauthier connaît l'évolution des pays traversés par Travine. Il peut donc se permettre de dire par exemple que telle contrée complètement

MA Vᴱ REPUBLIQUE

par Cabu

Voici un livre d'histoire contemporaine. Presque cinquante ans d'histoire très récente. Si le début du livre se situe à une époque déjà un peu confuse dans nos mémoires, la fin, c'est l'actualité, c'est "Le Canard" ou "Charlie" de la semaine dernière.

Un livre d'histoire par un dessinateur de presse n'est pas chose très courante, et pourtant, qui de plus compétent, de plus judicieux pour raconter l'histoire de tous les jours, que celui qui chaque semaine illustre les faits marquants, avec humour et passion ?

Cabu évoque sa traversée comme spectateur, mais aussi comme acteur, de la Vᵉ République. L'illustration de couverture est presque un "classique", puisque selon son habitude, Cabu y place les cinq derniers présidents de la république, leurs femmes, et tout autour, en médaillons, les figures qui ont le plus marqué ces années. Cabu n'a absolument pas besoin de les doter d'une serviette ou d'un oriflamme avec leur patronyme. Cabu est caricaturiste talentueux, et ses personnages sont reconnaissables au premier coup d'œil.

Après un avant-propos de Pascal Ory, on entre bille en tête dans le vif du sujet, avec l'année 1958, celle où De Gaulle prend le pouvoir. C'est aussi celle où Cabu bidasse entre malgré lui dans la guerre d'Algérie. Il l'a déjà dit et le répète ici, c'est cette période de 27 mois qui lui ouvrira les yeux et le rendra antimilitariste pour la vie. Ensuite, année par année, Cabu nous invite à revivre quelques faits marquants, qu'il a illustrés ici et là dans la presse de l'époque. Son trait s'affirme au fil des années, et son humour se confirme.

Dès ses débuts, la tendresse, la poésie sont là et ne le quitteront plus. On a beau connaître son âge, Cabu reste pour nous un "grand Duduche", c'est à dire un adolescent ingénu, émerveillé, mais aussi révolté et ceci sans retenue. Il frise parfois l'inconscience quand il s'attaque à l 'armée, à la justice militaire en des temps où c'est encore très risqué. N'empêche qu'il peut s'enorgueillir à juste titre, d'avoir contribué à la disparition de ces tribunaux d'exception qui ont brisé tant de vies ! Dès 1960, c'est l'aventure "Hara Kiri", sa rencontre avec des journalistes, écrivains et dessinateurs exceptionnels. Ses amours aussi : Trénet, Tatil, Coluche, Mouna pour n'en citer que quatre.

Cet album se déguste comme une friandise. Il évoque tant et tant de souvenirs, tant de rigolades, de bons et mauvais moments qu'il ne faut pas le ranger trop serré, trop dissimulé dans la bibliothèque. Il faut le tenir à portée de la main en prévision des moments de cafard.

Plus sérieusement, ce livre relativise la gravité des événements, il confirme s'il en était besoin que la vie est une tragi-comédie et que le parti d'en rire n'est pas le plus mauvais. Avec le recul des années, il démontre à quel point les chevelus soixante-huitards n'avaient pas tort, que leurs revendications étaient bien légitimes et clairvoyantes.

Ce beau (très) bouquin pourrait être utilisé comme document de base par un "historien sérieux", pour décrire la période 1958-2001.

Il s'agit bien ici d'un témoignage, celui d'un dessinateur satiriste engagé dans le camp des gens de cœur.

J.F. Amary

Hoëbeke. Paris. 2001.

Nous avons présenté dans le précédent numéro de Gavroche, la réédition du livre *Opération "amitié"* de Georges Douart. Cet ouvrage épuisé depuis une vingtaine d'années méritait d'être reproposé notamment à un jeune public qui ne connaît pas la jeunesse aventureuse, au meilleur sens du terme, d'anciens qui n'ont pas hésité à partir à la rencontre des autres.

Ce livre est à commander chez l'auteur Georges Douart, 36 avenue de Limburg, 69110 Sainte-Foy-les-Lyon, 27 € port compris ; ou encore à l'Association des Anciens des Auberges de Jeunesse, 15 avenue d'Italie, 73100 Aix-les-Bains.

vierge sous les roues de Travine, deviendra quelques lustres plus tard, une poubelle nucléaire, ou que tel personnage rencontré par Travine au début des années 30, deviendra hôte de tel goulag pour telle raison.

Là où il nous a stupéfait par deux fois, c'est au début du livre, quand il présente la bicyclette comme une "non-arme". L'ami Tronchet affirme la même chose dans son "Petit traité de vélosophie" (Plon. 2000). Dans un désopilant chapitre, il imagine l'invasion d'un pays par une troupe de cyclistes...

Plus loin, Gauthier compare Travine à Don Quichotte, et il ne croit pas si bien dire quand il écrit: "...*Il ira défier les moulins. Là se révèle son donquichottisme déclaré, qui sonne d'ailleurs comme une référence marginale dans la bouche d'un jeune homme censé vivre avec son temps. Et si la bicyclette, par quelque association inconsciente, était un prolongement logique du moulin, qui se vérifierait dans l'exemple hollandais où les roues – de vélo, de moulin – tournent jusqu'au vertige ?*"

Ceux qui s'intéressent au mécanismes élaborés dans la simplicité, efficaces avec humilité comparent aisément ces deux inventions. Toutes deux ont énormément contribué à soulager la peine des hommes, c'est leur point commun fondamental. Mais n'utilisent-elles pas toutes deux des énergies renouvelables, sans pollution pour leur environnement, sans bruit intempestif ? Mécanismes compréhensibles au premier coup d'œil, maîtrisables par des bons praticiens, ne portent-ils pas tous deux un air de revendication libertaire ?

Nous conclurons cet aparté en disant que Gleb Travine qui a travaillé sur des centrales hydrauliques et thermiques en tant qu'électricien, aurait tout autant pu travailler à la construction d'un moulin à vent générateur d'électricité.

S'il n'a commencé à marcher qu'à l'âge de quatre ans, Travine fut le reste de son existence plutôt un précurseur. Embrigadé chez les naturalistes au cours des années 10, ses aptitudes aux pratiques ascétiques, sportives, cynégétiques même mais là, rien à voir avec la chasse telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui sous nos latitudes, le désignent pour devenir moniteur cadre permanent. En 1920, le voilà directeur d'un voyage d'enseignants diplômés à Léningrad, puis en 22, enseignant des sciences de la chasse. En 25, il est étudiant en géographie et en même temps il reçoit une formation complète de technicien électricien.

Ce n'est que trois semaines après avoir lu un article sur les exploits du "Hollandais volant" Adolf De Groot qui traverse à vélo l'Europe, la Scandinavie, la Russie, et qui ambitionne de traverser aussi l'Afrique, que Travine s'achète un vélo, objet très rare dans ces contrées à cette époque. Etudiant en géographie, ça donne l'idée de voyager. Sportif, ça donne envie de faire des exploits. Chasseur-naturaliste, ça donne envie de vivre sainement du produit de sa chasse et de sa pêche. Enfin, électricien en 1920, c'est un métier d'ambitieux. Idéaliste, Travine s'enthousiasme pour l'Espéranto, imaginant qu'il pourra converser ainsi avec le monde entier.

C'est ainsi que germe dans sa tête son projet fou. Après bien des démêlés avec les autorités du pays, le voilà parti. Ce livre se lit comme un roman. L'auteur sait parfaitement nous faire partager l'enthousiasme de son héros, et lire son évolution spirituelle tout au long de ces années de voyage. Il se trouvera plusieurs fois dans des situations extrêmes, face à un tigre de Sibérie, à un crotale dans le Kazaksthan, puis pris dans des nuages d'araignées venimeuses. Il sera même agressé par un renard blanc, peu de temps après s'être auto-amputé des orteils gelés. Cet animal d'habitude ne s'en prend pas à l'homme. Mais la faim qui devait le tenailler, et de voir cet homme affaibli, le cycliste n'a alors dû son salut qu'à son couteau de chasse, après un corps à corps sans merci. Travine connaît aussi la faim, et c'est à la suite d'un autre corps à corps, avec un renne cette fois, qu'il pourra se réalimenter en urgence de viande fraîche. Il tuera aussi une ourse et ses deux bébés, pour se nourrir lui et ses chiens d'attelage, mais là, il prendra conscience de l'extrême gravité de son geste et il ne recommencera jamais. Les épisodes tragiques pullulent dans cet ouvrage pourtant condensé. Les pages de conclusion comparent l'extravagant cycliste à Alain Bombard. En effet, tous deux ont réussi leur traversée en se nourrissant de ce qu'ils trouvaient sous eux, dans l'eau pour le Français, sous la glace pour le Soviétique.

Voilà une très belle page de l'histoire de l'Union Soviétique, de celle du vélo, du voyage à vélo, des sports extrêmes. Ah oui, pourquoi le centaure ? C'est ainsi qu'il fut surnommé par les autochtones des régions traversées, et son vélo était désigné comme "renne de fer".

Un seul regret, que ce livre ne comporte pas de carte, ce qui oblige le lecteur à se référer sans cesse à son atlas.

J.-F. Amary

ACTES SUD. Arles. 2001.

Un site bibliographique anarchiste

Anarlivres (www.anarlivres.org), site bibliographique de l'anarchisme, a récemment vu le jour sur Internet. Les auteurs veulent en faire un site de référence des ouvrages anarchistes ou sur l'anarchisme en français et également une passerelle, un outil commun à tous les libertaires, quels que soient leurs choix stratégiques, leurs activités, leurs perspectives, leur appartenance ou non à telle ou telle organisation.

Le site devient le lieu d'annonce sur le Web de toutes les parutions d'ouvrages anarchistes en français, pour permettre aux individus et aux groupes de faire connaître leurs créations ou leurs rééditions et informer ceux que cela intéresse. Ainsi, ils sauront où trouver des renseignements trop souvent éparpillés.

Anarlivres cherchera donc à présenter le plus complètement possible toute la richesse de la culture libertaire, avec ses différences, ses divergences, ses contradictions...

Contact: anarlivres@free.fr

HOMMAGE Á SIM COPANS 1912-2000

Les plus anciens amateurs de jazz se souviennent - comme l'a écrit Georges Perec - de "Panorama du jazz américain", de "Negro spirituals", de "Fleuve profond" sur les antennes de la Radiodiffusion nationale.

Officier "civil" (Civil Officer) de la Psychological Warfare Division (Service militaire d'action psychologique), cet universitaire, spécialiste de la littérature française, avait été parmi les premiers à débarquer sur une plage normande en juin 1944.

Il restera en France et fidélisera pendant plusieurs décennies les auditeurs de ses émissions: dans les programmes de la radiodiffusion nationale.

Il est mort en 2000, près de Souillac (Lot) où il avait, de longue date, choisi sa résidence secondaire. L'Association française d'études américaines (AFEA) consacre à sa mémoire un numéro "hors série" de sa revue *.

Sim Copans fut l'ambassadeur d'une culture américaine qu'ignorent les grands groupes commerciaux. Hors de la radio, il a donné de nombreuses conférences à travers la France. Il fut aussi, à Paris, place de l'Odéon, pendant de nombreuses années, directeur du Centre de documentation Benjamin Franklin, hélas disparu.

D'autres articles consacrés à l'influence du jazz apportent aux jazzophiles d'utiles précisions sur l'histoire de leur passion.

J.-J. L.

* *"Revue française d'études américaines" (décembre 2001), 5, rue de l'École de Médecine, 75006 Paris.*

Les contributions à cet ouvrage sont nombreuses et certaines sont incontournables. En premier lieu celle de Fabienne Dumont, qui avait déjà consacré au sujet, un remarquable article déjà intitulé: *Jules Grandjouan, polémiste et précurseur de l'affiche politique illustrée en France dans L'Affaire Dreyfus et le tournant du siècle (1894-1910)*, éd. du Musée d'histoire contemporaine - BDIC, 1994.

Double intérêt de ce volume de près de 300 pages: l'illustration est abondante et reproduite avec beaucoup de soin; les articles sont, à titres divers, pleins d'enseignement. Ces textes sont rédigés par des spécialistes (1) avec beaucoup de pertinence. Par contre certains témoignages et entretiens peuvent être jugés parfaitement inutiles (heureusement, ils occupent peu de pages). Le puriste peut également regretter le manque de précisions des informations accompagnant les images. Mais qu'importe! Pour qui ignore tout du dessinateur, l'ouvrage est intéressant et instructif et le choix des œuvres, qui ne se limite pas à celles de Grandjouan, est judicieux par rapport au sujet. Il faut signaler, en particulier, la violente affiche d'Auglay pour *Les Hommes du Jour*, jamais reproduite dans la revue de Fabre.

C'est qu'en effet, Grandjouan (2) est un cas spécifique dans l'histoire du dessin satirique, et on ne sait s'il faut d'abord louer son engagement, sa fidélité à ses idées ou son talent original. Alors que beaucoup de dessinateurs de presse de son époque, font un long apprentissage en fournissant aux petites revues illustrées des dessins de mœurs et des polissonneries complaisantes voire grivoises, lui se consacre à une production artistique, dans *La Revue Nantaise*, qu'il crée avec des amis en fin 1897 (3), en même temps qu'il travaille à 50 lithographies d'après dessins sur nature. Elles seront éditées sous le titre *Nantes la grise* (4) par R. Guist'hau en 1899, avec un long texte impressionniste dont il est également l'auteur: *La Ville est grise. – A toute heure du jour, un filet aux mailles légères l'enveloppe; et, comme tout voile, sa trame visible et indistincte a su donner à la figure quelconque l'attrait indéfinissable d'un visage voilé. C'est une buée de lumière diffuse qui éloigne l'horizon et le transfigure, une cendre d'eau jetée à travers le ciel et sur les toits gris qu'elle couvre de sa tristesse, un tulle de pluie fine qui tremble en mille rides à la surface du fleuve, ou s'applique frissonnant aux façades des maisons...* Tout le texte est empreint de cette ten-

JULES GRANDJOUAN, CRÉATEUR DE L'AFFICHE POLITIQUE ILLUSTRÉE EN FRANCE

dresse pour la ville dont il ne se détachera jamais et où il mourra à l'âge de 93 ans, après avoir connu Mai 68 et, peut-être, imaginé que cette révolte préludait à la révolution qu'il avait appelée de ses vœux. L'ouvrage présente des aspects architecturaux de Nantes, des crépuscules et des brouillards, des silences et des cris, avec des personnages donc aucun n'est historique, car ils appartiennent tous à la classe laborieuse: petites gens et petits métiers, avec une prédilection pour les scènes de marchés. Grandjouan y apparaît sensible au monde du travail et *Les boucaniers* préfigurent le style qui sera celui de ses dessins et affiches.

Tout en terminant des études de droit, il produit quelques dessins et, en 1899, des croquis d'audience pour *Le Phare de la Loire*. La même année il donne deux dessins au *Libertaire* de Sébastien Faure, puis collabore au *Rire* dès 1900. Notons que dans ses premières années, cette revue ose volontiers être satirique et Grandjouan y représente la contestation dessinée.

En février 1901, il est envoyé par Arsène Alexandre à Montceau-les-Mines. Mission: couvrir en illustrations les grèves pour le compte de *La Vie Illustrée* (5). Il sympathise avec les mineurs: *Cette grève de la mine a orienté toute ma vie...*

Il avait déjà illustré "la grève des balayeuses à la Bourse du Travail" (Nantes) pour *Le Petit Phare*, suppl. hebdo. du 4 nov. 1989 au *Phare de la Loire*.

En février 1902 il donne un dessin à *l'Assiette au Beurre* (1901-1912) pour un numéro spécial sur les *Falsificateurs de lait*, contribution déterminante pour sa carrière, car il devient, dès lors, un pilier de



cette revue dont il sera le plus prolixe fournisseur en même temps que l'un des animateurs.

De 1901 à 1909 il collabore à *La Voix du Peuple, Journal Syndicaliste paraissant le Dimanche, Organe de la Confédération Générale du Travail*, hebdo fraîchement créé (le 1er déc. 1900) par Pouget (*le Père Peinard*).

Ses choix sont clairs et sans ambiguïté: dessins et affiches se succèdent dans diverses revues où son engagement est apprécié. En plus des légendes corrosives, ses dessins sont souvent accompagnés de textes, et pourraient faire, comme beaucoup de ses affiches, fonction de journaux muraux. Son écriture manuscrite, graphiquement très puissante, est originale et immédiatement identifiable.

Il participe également à *La Guerre Sociale* avec des dessins et des articles jusqu'en 1908. Il quitte cet hebdo car Hervé et Almereyda lui refusent un dessin antimilitariste. On sait aussi qu'Hervé n'appréciait pas que ses collaborateurs travaillent pour d'autres organes: *"Entre la V. O. et La Guerre Sociale, l'hebdomadaire de Gustave Hervé qui paraît pendant la même période (?) et influence une forte partie des militants ouvriers,... c'est la guerre! Car la V. O. n'hésite pas à dénoncer le verbiage et la gymnastique pseudo-révolutionnaire des anarchistes écrivant dans ce journal."* (6)

Pour des dessins et leurs légendes, parus dans *La Voix du Peuple*, il est poursuivi plusieurs fois et acquitté; jusqu'en 1911 où, de nouveau poursuivi et cette fois condamné à 18 mois. Il préfère s'éloigner de la "Santé" et voyage à l'étranger, jusqu'à l'élection de Poincaré qui l'amnistie.

Très actif jusqu'à la première guerre mondiale, il va, par la suite, produire beaucoup d'affiches, dont certaines pour la CGT, et le PC dont il s'éloignera à la fin des années vingt. La cécité qui le guette, va bientôt l'handicaper pour poursuivre une carrière de peintre. Sa vie mouvementée, de combats et de contestation permanente est riche d'aventures, de rencontres et de voyages. Deux ans avant sa mort, il confiait à un journaliste nantais: *Je n'ai fait que m'enrichir; quand c'était avec cet homme remarquable Francisco Ferrer, quand c'était avec cette grande belle fille au nez court Isadora Duncan... J'ai connu Gorki, Maiakowski, j'ai vécu au Kremlin. Un jour, Trotsky m'a dit: "Vos dessins on les a tous connus, vous êtes un vieux jacobin." J'ai répondu: "Je pense que je ne m'arrêterai pas en route". J'ai commencé en 1896, pour "L'Ouest Syndicaliste" (7) et je possède encore toute une collection de dessins et d'articles sur le mot "camarade". Il avait déjà déclaré: Ah! Trotsky, quel homme extraordinaire. Dans ma longue vie, je n'ai connu que deux êtres aussi étincelants: Trotsky et Francisco Ferrer. C'étaient des météores, tout comme Rimbaud. Des hommes qui rêvaient ce monde jusqu'au paroxysme.*

Dans sa préface, Jacques Julliard a bien des raisons d'écrire: *Ce n'est pas en effet dans l'humour, mais dans le réquisitoire pathétique qu'excelle Grandjouan. C'est pourquoi les responsables de l'exposition ont eu raison de mettre l'accent sur son rôle comme véritable créateur de l'affiche politique illustrée. Il faut taper fort et juste, amplifier par la vigueur du dessin une émotion populaire qui demande à s'exprimer. Le trait est classique, plus proche du peintre que du caricaturiste. Mais le procédé est moderne. Grandjouan a eu un sens aigu de ce qu'allait devenir la communication dans le monde moderne: une image en mouvement. Il a la colère lyrique et l'indignation communicative. Sa vision manichéenne du monde est une vision de combat. Comme cet autre nantais que fut Fernand Pelloutier (8), la figure la plus haute et la plus pure du syndicalisme d'action directe, ce fils de bourgeois était un prolétaire "de préférence" qui a toujours refusé les tentations de "l'assiette au beurre". Ou, comme disait Sorel un "serviteur désintéressé du prolétariat" et des valeurs qui lui ont survécu.*

Lucien Seroux

(1) Dont Bernard Tillier qui participa à Gavroche n° 99-100 avec une contribution sur le portrait-charge.

(2) Né et mort à Nantes: 22 déc. 1875 - 12 nov. 1968.

(3) N° 1 le 1er nov. 1897, directeur artistique: Jules Grand-Jouan.

(4) Fidèlement et soigneusement réédité en fac-similé par *Coiffard-édition*, Nantes, en 1998.

(5) *La Vie illustrée* et *Le Rire* étaient dirigés par Arsène Alexandre, pour l'éditeur Juven.

(6) Jean-Claude Poitou. *Depuis 70 ans la VO*, éd. de la Vie Ouvrière, 1979.

(7) Il s'agit de *L'Ouest Républicain*.

(8) J. Julliard est l'auteur de *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*. Seuil, 1971.

Notons aussi le remarquable ouvrage publié à l'occasion d'une exposition: *Jules Grandjouan*, Bibliothèque municipale de Nantes et éditions Memo, 1998.

Edition Somogy, 2001.

JAZZ ET RADIO : DE BRIQUES ET DE JAZZ

Le jazz à Toulouse de 1936à nos jours

*par Charles Schættel **

Le jazz a ses intégristes dont Jean-Paul Sartre fut, en 1947, le porte-parole. Au retour d'un voyage aux États-Unis, il écrivait: "la musique de jazz, c'est comme les bananes, çà se consomme sur place.**", C'était aussi le point de vue du "pape" schismatique du jazz, Hugues Panassié, qui précise "musicien de race blanche", lorsqu'il ne peut pas éviter de citer certains grands noms dans son "Dictionnaire du jazz".

L'erreur de jugement est flagrante. Le firmament du jazz français est plein d'étoiles. Django Reinhardt était considéré comme un égal par de nombreux, et non des moindres, musiciens américains. D'autres, comme Pïerre Michelot, ont été fréquemment associés à leurs sessions d'enregistrements en France. Dans la période récente, Michel Petrucciani, emplissait des salles outre atlantique. André Hodeir, violoniste avant et après 1940, compositeur et essayiste, a enseigné l'arrangement et la composition à l'Université Harvard. Le jazz est un bon exemple de métissage des cultures. Et pas seulement dans les oreilles!

Le "Hot Club de France" créé à Paris en 1932 a très rapidement essaimé en province. La proximité d'une station de radio favorisait des promotions réciproques. Le "Hot Club de Toulouse" naît en 1936. Il suscite des vocations dont la réussite ne sera pas seulement locale: Guy Lafitte et Mac Kac, "montés" à Paris y ont trouvé leur public et la notoriété.

C'est l'histoire d'une telle rencontre qu'évoque "De briques et de jazz, le jazz à Toulouse de 1936 à nos jours". Le livre est enrichi de nombreuses photos inédites (de Jean "Yan" Dieuzaide, en particulier). **J.-J. L.**

** Éditions Atlantica-Séguier, 28,97*

*** "New York City" in "Jazz 47" (Seghers)*



LE ROMAN SOCIAL

Littérature, histoire et mouvement ouvrier

sous la direction de Sophie Béroud et Tania Régin

La notion de "roman social" renvoie aux relations complexes nouées entre la littérature et le mouvement ouvrier. A partir de la fin du XIXe siècle, la figure de l'ouvrier devient centrale dans le monde du travail et progressivement, elle trouve toute sa place dans les marges de la littérature. Se pose alors la question d'une littérature sur le monde ouvrier et pour le monde ouvrier. Déjà dans l'entre-deux-guerres, des militants syndicaux comme Marcel Martinet essayaient d'édifier les bases d'une culture prolétarienne. Cet ouvrage revient sur de tels projets littéraires, ainsi que sur les représentations du salariat qui se sont succédées de la fin du XIXe siècle à nos jours. Il entend par là, revisiter l'histoire des rapports entre le mouvement ouvrier français et le monde des lettres, au travers d'éminents représentants de roman français tel que Emile Zola, Henri Barbusse ou Louis Aragon, comme au travers des œuvres plus méconnues de Marguerite Andoux, Henri Poulaille, Pierre Sémard ou Georges Valéro. L'éclectisme des approches permet des entrées originales pour découvrir les liens qui unissent le monde des lettres et le monde du travail. En donnant la parole à des écrivains, cet ouvrage permet finalement de soulever des questions sur l'évolution contemporaine du roman, et en particulier sur l'engagement lucide du polar.

Sans prétendre à l'exhaustivité, cet ouvrage collectif auquel ont contribué une vingtaine d'historiens, de sociologues, de syndicalistes, de spécialistes de littérature et d'écrivains, a l'ambition d'apporter des éléments de connaissance à celles et ceux qui s'intéressent à la fois aux images romanesques de la classe ouvrière, à l'engagement du mouvement ouvrier dans le domaine culturel et à l'histoire sociale et la littérature, qu'ils soient novices ou spécialites.

Editions de l'Atelier - 288 p. - 19 €.



AUTOPSIE DU SERVICE MILITAIRE

sous la direction de Marc Bessin

Quelques semaines après le départ des derniers appelés voici, sous la direction de Marc Bessin, un regard sociologique porté par 14 auteurs sur le service militaire des années 1965 à sa fin. Du marsouin Jean-Philippe Smet, déjà médiatisé comme notre Johnny National aux beurs des années 80 qui cherchaient une seconde chance dans l'incorporation, on revit avec de nombreux témoignages une tranche de vie forcément marquante. Il y avait un avant et un après service militaire, même si ces mois d'encasernement ne furent pour beaucoup qu'un temps perdu. Cette mise à disposition de la nation n'avait plus de sens.

Nos lecteurs trouveront dans cet ouvrage de réflexion sur des réalités vécues deux contributions de Michel Auvray, un auteur à la signature toujours bienvenue dans Gavroche. La première porte sur les mythes qui ont fait le service, la seconde sur les réfractaires et rebelles à l'encasernement. Michel Auvray fut de ceux là et en parle aujourd'hui comme historien spécialiste des relations armée-société. Sur ceux qui refusaient de marcher au pas, à lire aussi la nouvelle de Didier Daeninckx, un auteur qui dans ses histoires d'aujourd'hui remet toujours l'Histoire en place.

C. V.

Editions Autrement, 19,95 €.



POUVOIRS ET SOCIETE EN UNION SOVIETIQUE

sous la direction de Jean-Paul Depretto

Depuis le début des années 1990, notre lecture de l'histoire soviétique s'est trouvée profondément modifiée, d'abord par l'ouverture des archives soviétiques aux chercheurs, ensuite par la mise en œuvre de nouveaux questionnements.

Resté jusque-là largement inaccessible au public français, ce renouvellement historiographique est au centre du présent ouvrage. Jean-Paul Depretto, maître de conférences à l'Université de Toulouse, a ainsi réuni les contributions d'auteurs français, russes, américains et allemands autour du thème de la confrontation entre les différentes formes du pouvoir soviétique et la société de l'entre-deux-guerres. Un des principaux mérites de ces travaux est de mettre en scène des groupes sociaux concrets, bien loin des catégories abstraites servant officiellement à décrire la société, tels que les statisticiens d'une province russe ou les marchands à la sauvette d'un quartier de Moscou. D'autre part, les récits de pratiques excluent un rapport univoque de domination de l'Etat-Parti sur la société, tout en montrant son omniprésence : les diverses formes du pouvoir politique sont intégrées à l'étude de la société elle-même ; ensuite, la société soviétique, dans ses diverses composantes, apparaît bien loin d'être passive et atomisée. Le retour, du fait d'initiatives locales, au rationnement à la fin des années 1930, la rédaction de journaux intimes, l'envoi aux autorités locales de lettres de particuliers contestant les décisions d'exclusion du corps civique, en sont autant d'illustrations et constituent les points d'ancrage d'une nouvelle réflexion sur le fonctionnement du régime soviétique, au moins dans ses premières décennies.

Editions de l'Atelier - 208 p. - 21,5 €.

REVUES

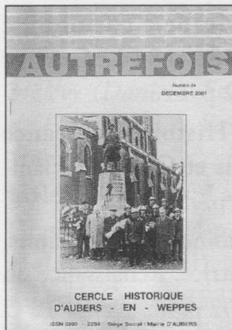


L'OURS N° 314

Dans leur numéro de janvier nos amis de l'Office Universitaire de Recherche Socialiste fait partager toujours avec autant d'intérêt des analyses

intelligentes et claires de leurs lectures du mois.

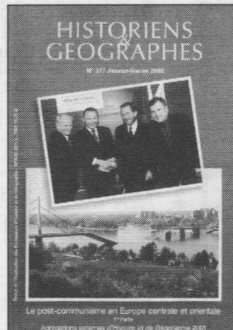
A la rubrique histoire notamment, le livre de Thomas Voet "La Colonie phalanstérienne de Cîteaux 1841-1846" - "Ernest Psichari, l'ordre ou l'errance", une biographie de Frédérique Neau-Dufour - "L'argent de l'oncle Sam" de Gérard Bossuat sur les aides américaines économiques ou militaires à la France 1938-1960 - un ouvrage original d'Odile Join-Lambert sur "Le receveur des Postes, entre l'Etat et l'usager (1944-1973)" ou les contradictions entre commerce et fonction publique.



AUTREFOIS N°64

Dans ce numéro un article sur les pompiers bénévoles d'Aubers qui furent durant un siècle au service de la population. On s'amuse en lisant une étude sur le commerce de l'eau de vie au début du XVIII[e] siècle des arguments avancés par les notables locaux pour obtenir une plus grande quantité d'alcool, nécessaire notamment pour se prémunir des maladies ! On lira aussi une plaisante évocation de la vie dans une famille d'agriculteurs juste après-guerre.

Cercle Historique d'Aubers - 10, allée des Frênes - 59245 Aubers.



HISTORIENS & GEOGRAPHES N° 377 Janvier-Février 2002

Au sommaire notamment un dossier de 160 pages sur la transition post-communiste dans les pays de l'Europe centrale et orientale. 1990-2000. 1[ère] partie.

Mémoires et identités en recomposition:

- L'utilisation politique des mémoires et les responsabilités de l'historien.
- Les tziganes dans la transition à l'Est.
- Juifs d'Europe centrale et orientale à l'ère du post-communisme.
- Les minorités en Europe centrale et orientale.
- Les problèmes religieux dans les Balkans post-communistes.

Les nationalités d'Europe centrale et orientale dans l'enseignement secondaire.

- Deux dossiers d'activités pédagogiques: la Macédoine poudrière des Balkans? Les tziganes dans les PECO.

Bilan de la transition économique et sociale:

- Les campagnes de l'Europe post-socialiste: des sociétés rurales désorientées en quête de développement.
- La transition du secteur industriel dans les PECO.
- Les pays d'Europe centrale et orientale (1990-2000): bilan de la transition économique du plan au marché.
- Un bilan économique et social.

A noter également deux entretiens, l'un avec René Rémond sur la vie politique française de 1995 à 2001, l'autre avec Marc Ferro sur l'histoire de France.

Prix: 18,29 €.



TERRES ARDENNAISES N°77

Couverture en quadrichromie pour illustrer les souvenirs d'une enfance marquée par la vie et surtout la mort du pensionnaire "Toto", le porcelet devenu au fil des caboulées ingurgités voracement un beau cochon digne d'améliorer l'ordinaire familial. Autres récits de jeunesse d'un fils de cheminot dans un bourg près de Rethel.

Au sommaire également : spectacles de rue et de foire à Reims aux XVII et XVIII[e] siècles - une étonnante carrière de cycliste amateur - Jean-Nicolas Corvisart, premier médecin de Napoléon Ier - Inscriptions allemandes dans les Ardennes - Résistants et collaborateurs dans la pointe de Givet - Autrecourt pendant la Grande Guerre.

Association Terres Ardennaises - 21, rue Hachette - 08000 Charleville-Mézières.

Cahiers du mouvement ouvrier



CAHIERS DU MOUVEMENT OUVRIER N°16

Ce numéro s'ouvre sur un épisode de l'activité des babouvistes, les pères fondateurs du mouvement communiste en France. La série d'articles de Benoît Malon sur la grève du Creusot de 1870 s'achève.

Début de la publication d'extraits des Mémoires de Mikhail Baïtalski (1903-1978).

Les "images de Lénine" proposent au lecteur des données inconnues sur l'image de Lénine dans la population au lendemain de sa mort.

Deux séries de textes apportent un éclairage supplémentaire sur le problème crucial de la révolution chinoise de 1925 à 1927.

Le voyage dans les procès-verbaux du bureau politique du PC soviétique fournit des éléments sur la préparation de la terreur de masse lancée par Staline contre le parti dont il est le dirigeant et sur les privilèges financiers accordés à la nomanklatura.

Etude d'Evgueni Gromov sur la politique de la carotte et du bâton menée par Staline vis-à-vis de l'intelligentsia soviétique.

Lettre à la Nezavissimaia Gazeta sur le troisième procès de Moscou (1938) ; Lee Harvey Oswald et les faux du FBI ; Dans les archives de Marceau Pivert ; Retour sur le film La faute à Lénine ; Pages oubliées : les trotskystes français dans la Résistance vus par le Centre de documentation juive contemporaine en 1947.

Cahiers du Mouvement Ouvrier - 28, rue des Petites-Ecuries - 75010 Paris - 7,65 €.

L'amateur de livres



Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci !

Alexandre (Philippe), Mon livre de cuisine politique. Grasset 1992, 250 p .... 4.50 €

Armstrong (Louis), Ma Nouvelle Orléans. Julliard 1952, 236 p. .... 5 €

Aron (Raymond), République impériale. *Les Etats-Unis dans le monde 1945-1972.* Calmann-Lévy 1973, cart.338 p, index .... 8 €

Aster (Sidney), Les origines de la Seconde Guerre Mondiale. Hachette 1974, 434 p. .... 10 €

Augustin-Thierry (Gilbert), Conspirateurs et Gens de Police. *Le complot des Libelles 1802.* A. Colin 1903, 299 p. (réparé) .... 10 €

Bader (Luigi), Les Bourbons de France en exil à Gorizia. Libr. Acad. Perrin 1977, 419 p. index .... 12 €

Baumont (Maurice), La grande conjuration contre Hitler. Del Duca 1963, 261 p. .... 10 €

Bodard (Lucien), Le massacre des Indiens. Cercle du nouveau livre d'histoire 1970, cart. 502 p. ill. .... 12 €

Boualam (Bachaga), Mon pays, la France. France-Empire 1962, 265 p. ill. (envoi) .... 10 €

Belin (Commissaire), Trente ans de Sureté Nationale. Bibl. France-Soir 1950, rel. 328 p. .... 12 €

Benoist (Charles), Les lois de la Politique française. A.Fayard 1928, rel. bas. 319 p. .... 12 €

Bilse (Lieutenant), Petite garnison. *Conseil de guerre de Metz, affaire Bilse, ouvr. Interdit en Allemagne.* Libr. Popul. Universelle 1904, 244 p. rel. d. chagrin .... 15 €

Blond (Georges), La Grande Armée. R. Laffont 1979, cart. de 584 p. ill. index .... 15 €

Boudet (Micheline), Mademoiselle Mars l'inimitable. Perrin 1986, 416 p. .... 10 €

Boulanger (Marc), Juin 40 trois semaines en France vers l'armistice de Compiègne. Bertout 1992, 207 p. .... 10 €

Canu (Jean), Les Etats-Unis. *La terre-les hommes.* Marcel Daubin 1947, cart.368 p. ill. .... 10 €

Cartier (Raymond, Les Dix-neuf Europes. Plon 1960. Rel. d. bas. 668 p. et un pan dépl. .... 15 €

Chafets (Ze'ev), Les Israéliens. Belfond 1986, 257 p. .... 10 €

Charles (Lucien), Doctrine et application du socialisme capitalisé. Noguès Ed. 1937, 158 p. (envoi à Jean Nocher) .... 15 €

Chiron (Yves), Edmund Burke et la Révolution française. Téqui 1987, 189 p. .... 8 €

Davesnes (Jean-Clair), L'agriculture assassinée. *Mort de la civilisation rurale.* Chiré 1989, 253 p. index. .... 12 €

Diesbach (Ghislain de), Histoire de l'Emigration 1789-1814. Grasset 1975, rel. toile 582 p .... 15 €

Duché (Jean), L'Histoire de France racontée à François et Caroline. Flammarion 1970, 172 p. ill. .... 5 €

Du Mesnil (Chanoine), Les Missions, leur action civilisatrice. Renaissance du Livre 1948, cart.302 p. ill. .... 12 €

Edwards (Anne), Sonia comtesse Tolstoï. *Biographie.* JC Lattès 1988, cart. 433 p. ill. index .... 13 €

Ferrandi (Jean), 600 jours avec Salan et l'O.A.S. Fayard 1969, cart. 342 p. .... 8 €

Gagey (R.), Les Livres Secrets des Confesseurs. Ed. La France Laïque s.d. 281 p. .... 9 €

Garnier (Jean-Paul), Le Drapeau blanc. L.A. Perrin 1971, rel. toile 617 p. ill. .... 12 €



LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	3,50 €
		Total

Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal

Gaucher (Roland), Les Terroristes. Cercle du nouveau livre d'histoire 1965, rel. toile 382 p. .... 12 €
Gaxotte (Pierre), Le siècle de Louis XV. Fayard 1933, rel. d. toile 477 p. .... 10 €
Genevoix (Maurice), Ceux de 14. Flammarion 1950, 622 p. .... 8 €
Gouilly (Alphonse), L'Islam dans l'Afrique Occidentale Française. Larose 1952, rel. d. bas. 318 p. index, 1 plan dépl. .... 30 €
Goumy (Edouard), La France du Centenaire. *Intéressante analyse du XIXe siècle.* Hachette 1889, rel. d. bas. .... 20 €
Grasset (Colonel A.), La Bataille des Deux Morins. *Franchet d'Espérey à la Marne 6-9 septembre 1914.* Payot 1934 avec 9 croquis et 1 portrait. 295 p. .... 10 €
Halévy (Daniel), Essai sur l'accélération de l'Histoire. Les Iles d'Or Plon 1948, 166 p. .... 9 €
Halévy (Daniel), La fin des Notables. Grasset 1930, 294 p. .... 8 €
Halévy (Daniel), Décadence de la Liberté. Grasset 1931, 243 p. .... 8 €
Heine (Henri), Reisebilder. *Tableaux de voyage.* Club Français du Livre 1958, Rel. toile 592 p. .... 11 €
Héritier (Jean), Catherine de Médicis. Fayard Gdes Etudes Hist. 1940, 730 p. .... 10 €
Hérubel (Michel), La Bataille de Midway. Presses de la Cité 1985, 236 p. ill. .... 8 €
Hillairet (Jacques), Connaissance du Vieux Paris. Club Français du Livre 1956, Rel. toile 621 p. plus index, ill. .... 20 €
Husson (Raoul), Elections et Référendums des 21octobre 1945, 5 mai et 2 juin 1946. *Résultats par département et par canton.* Le Monde 1946, 283 p. index .... 13 €
Jamet (Claude), Fifi Roi. Témoignages contemporains, L'élan 1947, 294 p. .... 10 €
Jemolo (Arturo Carlo), L'Eglise et l'Etat en Italie. *Du Risorgimento à nos jours.* Seuil 1960, 280 p. .... 9 €
Lazard (Didier), Le Procès de Nuremberg. *Récit d'un témoin.* Ed Nouvelle France 1947, 337 p. .... 12 €
Lélu (Paul), En Algérie, souvenirs d'un Colon. Hennuyer s.d. rel. d. chagrin à coins 367 p. (mouillures) .... 23 €

Lenotre (G.), Robespierre et la "Mère de Dieu". Perrin et Cie 1926, rel. d. bas. 335 p. ill. .... 20 €
Lheureux (Daniele), Sur le chemin du B.O.A. les pavés se souviennent. *Bureu des Opérations Aériennes Région A-Valenciennois et Avesnois.* Publi-Nord 1994, 302 p. ill. .... 11 €
London (Geo), Le procès Maurras. *Avec 16 croqis d'audience de Jean Auscher.* Bonnefon Lyon 1945, 215 p. .... 18 €
Lucas-Dubreton (J.), Le Maréchal Ney 1769-1815. Fayard 1941, 340 p. index .... 10 €
Marat, Textes choisis. Ed. Sociales 1963, 251 p. .... 4 €
Margueritte (Victor), Non !. *Roman d'une conscience (guerre 14).* Flammarion (Select-Collection 1931, 71 p. .... 5 €
Mauron (Marie), La Transhumance. *Du pays d'Arles aux Grandes Alpes.* Lib. Acad. Perrin 1963, 207 p. ill. .... 8 €
Martineau et May, Tableau de l'expansion européenne à travers le monde. Sté de l'hist. Des Colonies françaises 1935. 369 p. rel. d. bas. .... 25 €
Melfort & Cartault, Prévoyance et Mutualité, histoire de la famille Lebrun. *Livre de lecture courante.* Garnier Frères 1901, cart. ill. 176 p. .... 15 €
Mendès-France (Pierre), Choisir. *Conversations avec Jean Bothorel.* Stock 1974, rel. toile, 400 p. .... 8 €
Mezzrow (Milton "Mezz"), La Rage de vivre. Club Français du Livre 1950, cart. 370 p. .... 8 €
Montador (Jean), Jacques Bainville historien de l'avenir. France-Empire 1984, 264 p. .... 8 €
Moran (Lord), Mémoires. *25 ans aux côtés de Churchill 1940-1965.* Laffont 1966, 731 p. index .... 13 €
Nisenson (Eric), Round about midnight, un portrait de Miles Davis. Denoël 1982, 249 p. index .... 8 €
Pagès (Alain), J'Accuse 13 janvier 1898. Perrin 1998, 293 p. index .... 8 €
(Parisien libéré) Le Putsch d'Amaury. Edition Sociale 1976, 350 p. .... 6 €
Ray (Jean), La Révolution française et la pensée juridique : l'idée du règne de la loi. Félix Alcan 1939 plaquette de 30 p. .... 10 €

Rémond (René), La Droite en France de 1815 à nos jours. Aubier 1954, rel d. chagrin 223 p. .... 20 €
(Richelieu) Véritable vie privée du Maréchal de Richelieu. Club du meilleur livre 1954, rel. d. bas. 540 p. (léger mque au dos) .... 18 €
Roupnel (Gaston), Histoire de la campagne française. Plon Terre humaine 1974, cart. 374 p. ill. .... 10 €
Roux (Marquis de), Origines et fondation de la IIIe République. Grasset 1933, rel. d. bas., 400 p. index .... 22 €
Savant (Jean), Tel fut Barras. Fasquelle 1954, rel. d. chagrin, 421 p. .... 20 €
Savant (Jean), Tel fut Fouché. Fasquelle 1955, rel d. chagrin, 330 p. .... 20 €
Savant (Jean), Tel fut Ouvrard. Fasquelle 1955. rel. d. chagrin, 298 p. .... 20 €
Secher (Reynald), Le génocide Franco-Français : la Vendée-Vengé. PUF Histoires 1992, 338 p. .... 14 €
Simiot (Bernard), De quoi vivait Bonaparte. Albin-Michel 1992, 180 p. .... 6 €
Tissier (Pierre), Le procès de Riom. Harrap Londres 1943, 186 p. index .... 16 €
Tocnaye (Alain de la), Comment je n'ai pas tué de Gaulle. Nalis 1969, 380 p. .... 4 €
Tulard (Jean), La Contre-Révolution. Perrin 1990, 527 p. index .... 14 €
Vittori (Jean-Pierre), Eux, les S.T.O.. Messidor 1982, 129 p. .... 8 €
Vidalenc (Jean), La traite des nègres en France au début de la Révolution 1789-1793. Extrait Annales Hist. De la Rév. Française 1957, plaquette de 14 p. .... 4 €
Villefosse (Louis de), Lamennais ou l'occasion manquée. Vigneau 1945, 297 p. (défraîchi) .... 7 €
Vulliez & Mordal, La tragique destinée du Scharnhorst. Amiot-Dumont 1952 230 p. ill. .... 10 €
Weber (Eugen), la fin des terroirs. La modernisation de la France rurale 1870-1914. Fayard recherches 1983, 839 p index .... 14 €
Weygand (Général), Le général Frère, un chef, un héros, un martyr. Flammarion 1989, 252 p. .... 10 €
Zola (Emile), La vérité en marche. L'Affaire Dreyfus. Bibliothèque Charpentier 1929, 219 p. .... 5 €



LES BIENFAITEURS, PAR FORAIN

L'ancien ministre – La meilleure preuve que je n'ai pas tripoté, étant aux affaires, c'est que je ne peux vous donner que ça !...